



## « La jeunesse européenne : une mosaïque »

Analyse de la situation sociale des jeunes en Europe

**Lynne Chisholm**  
**Siyka Kovatcheva**

*Ma vie*

*Je voudrais que ma vie soit autre chose qu'une simple course,  
Je voudrais que ma vie ne soit pas seulement faite d'apothéoses et de chutes.  
Je voudrais que ma vie soit comme une flèche lancée à travers le ciel,  
Je voudrais que ma vie soit comme une chance que je saisisse au vol.*

*Je ne la laisserai jamais s'écouler comme un simple jour ou deux de plus,  
Je ne la laisserai jamais devenir une chose fautive ou mensongère.  
Je ne la laisserai jamais emporter mon bonheur et tous mes rêves,  
Je ne la laisserai jamais s'égarer dans les nombreux tourbillons de la vie.*

Penka Alexandrova, 16 ans  
Bulgarie

Ce rapport ne représente pas nécessairement le point de vue officiel du Conseil de l'Europe et n'engage aucunement le Conseil de l'Europe dans ses divers domaines d'activité.

## Table des matières

|  |    |
|--|----|
| Résumé analytique  | 5  |
| 1 Introduction   | 11 |
| 1.1 La jeunesse en Europe : une mosaïque                                     | 12 |
| 1.2 Aspects visibles et aspects invisibles                                   | 14 |
| 2 Temps qui changent et vies qui changent                                    | 17 |
| 2.1 Éducation, formation et emploi   | 18 |
| 2.2 Familles et foyers   | 21 |
| <i>Modes de transition à l'âge adulte : Tendances fondamentales</i>          | 25 |
| 3 Nouvelles formes d'inclusion et d'exclusion                                | 26 |
| 3.1 Inégalités en matière d'éducation  | 27 |
| 3.2 Inégalités entre les sexes   | 28 |
| 3.3 Chômage  | 29 |
| 3.4 Pauvreté   | 32 |
| <i>Inégalités : Tendances fondamentales</i>                                  | 34 |
| 4 Participation des jeunes à la vie politique et sociale                     | 35 |
| 4.1 Participation à la vie démocratique moderne                              | 36 |
| 4.2 La politique institutionnelle et ses alternatives                        | 38 |
| 4.3 L'engagement civique   | 40 |
| 4.4 Attitude à l'égard de l'intégration européenne                           | 42 |
| <i>Participation : Tendances fondamentales</i>                               | 45 |
| 5 Evolution du sens et de l'expérience vécue de la jeunesse                  | 46 |
| 5.1 La jeunesse dans des sociétés en vieillissement                          | 47 |
| 5.2 La jeunesse dans des sociétés fondées sur le savoir                      | 50 |
| 5.3 La jeunesse comme étape du cycle de vie                                  | 53 |
| <i>La jeunesse dans un monde en vieillissement : Tendances fondamentales</i> | 55 |
| 6 Conclusions et recommandations   | 56 |
| Bibliographie  | 59 |

## Résumé analytique

Ce rapport offre une vue d'ensemble de la situation sociale des jeunes en Europe. Il s'agit du premier rapport s'efforçant de prendre en compte la totalité des Etats Parties à la Convention culturelle européenne et d'adopter ainsi un point de vue global dans un contexte social en rapide évolution. Les thèmes principaux en sont l'éducation, la formation et l'emploi, la vie de famille et les modes de logement, ainsi que la participation sociale et politique. L'objectif prioritaire est de présenter une vue d'ensemble équilibrée des évolutions et tendances actuelles en Europe de l'Est, du Nord, du Sud et de l'Ouest.

La prise en compte de la diversité, qui constitue le thème essentiel des études sur la jeunesse européenne, se heurte à certain nombre d'obstacles pratiques. Premièrement, la recherche interculturelle comparative pose des problèmes techniques complexes. Deuxièmement, les données disponibles au sujet de l'Europe de l'Ouest sont beaucoup plus abondantes que celles qui concernent les PECO et les pays de la CEI. Troisièmement, les canaux de communication et de diffusion de l'information sur les questions de la jeunesse sont encore insuffisamment développés dans l'ensemble de l'Europe.

**Afin d'améliorer la quantité, la qualité et l'équilibre de l'information et des connaissances** au sujet des jeunes dans l'ensemble de l'Europe, en particulier sur une base comparative et interculturelle, **le présent rapport recommande :**

- a création d'une base globale de données au niveau européen et la mise en place d'un système de notification régulière ;**
- le développement du soutien à la recherche sur la jeunesse européenne au moyen d'une coopération structurée entre le Conseil de l'Europe et la Commission européenne.**

### Modes de transition à la vie adulte

On observe une tendance générale à l'allongement et à la complexification des modes de transition à la vie adulte, auxquelles contribue de manière importante la durée des périodes d'éducation et de formation. En outre, les disparités en matière d'opportunités et de risques entre les jeunes se sont accrues, les résultats éducatifs constituant notamment un facteur de plus en plus important en ce qui concerne les opportunités ultérieures d'emploi. Des groupes de jeunes socialement vulnérables, marginalisés ou exclus existent dans l'ensemble de l'Europe, dans les pays et les régions les plus prospères tout comme dans les zones moins favorisées.

Dans les pays d'Europe du Nord et du Nord-Ouest, le chômage des jeunes est de plus en plus fréquemment associé à certains désavantages sociaux et éducatifs tandis qu'en Europe du Sud et dans les PECO/CEI, il constitue un aspect ordinaire de la vie des jeunes, indépendamment de leur origine sociale et de leur niveau de qualification. L'existence de marchés du travail spécifiques pour les jeunes est plus évidente dans la partie nord de l'Europe mais ces marchés n'ont pas la même forme partout. En Europe du Sud, le marché du travail comporte une séparation nette entre emplois stables et emplois précaires. Dans les PECO/CEI, la grande majorité des jeunes occupe des emplois marginaux. Dans l'ensemble de l'Europe, une proportion croissante de jeunes combinent leurs études avec certaines formes d'emploi. Les

emplois stables à plein temps sont devenus plus rares pour les jeunes entrant sur le marché du travail à l'issue de la période d'éducation obligatoire ou de formation de base car ces derniers se trouvent en concurrence avec les étudiants travaillant à temps partiel et, surtout dans les pays de la CEI, avec les adultes occupant un deuxième emploi pour accroître leurs revenus.

Les jeunes sont encouragés à développer un projet de vie et à adopter un style de vie autonome mais ils restent dépendants ou partiellement dépendants de leurs parents plus longtemps. En Europe du Nord, la jeunesse connaît aujourd'hui une perte relative d'autonomie après la période de plus grandes opportunités en matière d'indépendance financière et de logement dont ont pu bénéficier les générations précédentes. Dans les pays d'Europe du Sud, le maintien traditionnel des jeunes dans la famille jusqu'au moment du mariage a été renforcé par l'allongement de la période d'éducation et l'augmentation du chômage. Dans les PECO/CEI, les modèles établis de transition relativement précoce et prévisible vers le mariage, le développement d'une famille et la création d'un foyer indépendant ont rapidement évolué pendant les années 90. Dans certains des pays de la région, plus de la moitié des jeunes de plus de vingt-cinq ans vivent encore chez leurs parents. Partout, les jeunes affirment que, dans l'idéal, ils préféreraient vivre indépendamment de leurs parents mais qu'ils n'ont pas les moyens de le faire. D'un autre côté, les jeunes se disent satisfaits de leur mode de logement, même lorsqu'ils vivent encore chez leurs parents. Toutefois, les jeunes fortement défavorisés, en particulier les chômeurs, considèrent le plus souvent leur mode de logement comme insatisfaisant et trop cher.

Les jeunes recherchent une qualité de vie dans tous les domaines mais ils n'attendent ni des pouvoirs publics, ni des employeurs, ni des syndicats qu'ils mettent en place les mesures et prestations nécessaires pour les aider à combiner travail salarié, vie de famille et vie individuelle. Nos sociétés sont loin de fournir des conditions sociales et de travail favorables de ce point de vue et c'est pourquoi les jeunes tendent à s'appuyer en général sur leurs familles ou sur leurs ressources et leur ingéniosité propres.

**Ce rapport recommande la réalisation d'études sur :**

- les modèles, stratégies et objectifs en jeu lorsqu'il s'agit pour les jeunes de combiner « études et travail salarié » ou « vie et travail » ;
- le rôle et l'utilisation des échanges et de la mobilité dans les plans de vie et de carrière des jeunes, notamment en ce qui concerne les stratégies et décisions des jeunes couples ;
- les stratégies complémentaires de recours à divers sites et sources d'information et d'expérience pratique, y compris l'utilisation des technologies de l'information et de la communications (TIC) et des canaux non-formels.

**Changement social et inégalités**

L'évolution sociale actuelle en Europe est source à la fois d'opportunités et de choix accrus et d'un plus grand nombre de contraintes et de risques pour l'ensemble des citoyens. Les jeunes, quel que soit leur lieu d'habitation et peut-être plus que jamais auparavant, vont devoir acquérir et apprendre à utiliser certaines compétences de gestion de vie et développer leurs capacités de réflexion. Un grand nombre de jeunes manquent encore d'opportunités en ce domaine qui constituera un défi très important pour les politiques de la jeunesse dans les décennies à venir.

L'incapacité à acquérir un diplôme ou une qualification formelle conduit de manière toujours plus certaine à l'exclusion économique et sociale dans l'Europe d'aujourd'hui. Dans les pays les plus pauvres et les moins stables, le taux d'échec scolaire a augmenté pendant la dernière décennie. Dans les pays les plus prospères, il devient de plus en plus difficile de compenser les effets de l'échec scolaire qui touche surtout les groupes les plus défavorisés. L'inflation des diplômes aggrave également la situation : les jeunes qui se trouvent en bas de l'échelle des qualifications sont ceux dont les options en matière d'emploi sont les plus réduites. En outre, dans les PECO/CEI, l'accès à l'éducation et à la formation au-delà de la scolarité obligatoire dépend de plus en plus des moyens financiers des familles.

Les résultats éducatifs des jeunes femmes sont supérieurs à ceux des jeunes hommes mais leur taux de participation diminue aux niveaux supérieurs et les choix d'études continuent à refléter les différences entre les sexes, en particulier dans le domaine de l'éducation et de la formation professionnelle. Les modes de socialisation, la scolarité, l'inégalité d'accès aux professions entre les sexes et la difficulté à combiner travail salarié et charges familiales influent sur ces décisions. Dans l'avenir, les jeunes femmes qualifiées pourront sans doute tirer profit de l'évolution de la demande d'aptitudes et de compétences professionnelles. Les jeunes hommes non qualifiés sont particulièrement exposés au risque de marginalisation et d'exclusion sociale, les jeunes femmes non qualifiées ayant plus fréquemment la possibilité de se retirer dans une vie de famille traditionnelle.

Dans les Etats membres de l'UE, le taux de chômage des jeunes est en général deux fois plus élevé que celui des adultes. Dans les PECO/CEI, ce taux atteint généralement le double de la moyenne de l'UE et l'on voit se creuser un écart nord-sud. Les conditions contractuelles et le niveau des salaires des jeunes occupant un emploi se sont en outre détériorées, notamment avec l'augmentation du taux d'emplois temporaires, à temps partiel ou occasionnels. Ceci entraîne également une baisse du niveau de protection sociale des jeunes salariés.

Les enfants et les jeunes sont sur-représentés parmi les pauvres, quelle que soit la définition de la pauvreté utilisée. Lorsque les jeunes quittent le foyer parental, leur niveau de vie connaît en général une baisse et lorsque leur situation matérielle est dès le départ défavorable, il existe pour ces jeunes un risque très réel de tomber au-dessous du seuil de pauvreté. Ce risque est particulièrement élevé chez les jeunes ne pouvant bénéficier d'une aide de leur famille, de leurs parents ou de certains réseaux sociaux. Les jeunes des PECO/CEI notamment sont fortement dépendants de l'aide financière de leur famille. En Europe du Nord, le cumul de certains désavantages entraîne pour certaines catégories spécifiques de jeunes une exclusion sociale extrême et difficile à traiter.

**Ce rapport recommande la réalisation d'études sur :**

- l'analyse précise et détaillée des trajectoires vulnérables comme préalable à l'élaboration de mesures de prévention et de systèmes de soutien efficaces ;
- l'évaluation des effets à long terme de la pauvreté, du chômage et de la marginalisation sociale sur les jeunes, lorsqu'ils deviennent parents et citoyens adultes.

## **Participation**

Les jeunes de l'ensemble de l'Europe soutiennent largement la démocratie mais se montrent distants et désillusionnés à l'écart des formes de la démocratie représentative dont les institutions et les méthodes ne sont pas capables de se mettre à l'écoute de leurs besoins et de leurs demandes et d'y répondre de manière positive. Les jeunes sont en général favorables à l'intégration européenne mais beaucoup sont sceptiques à l'égard des mécanismes politiques et administratifs qui l'accompagnent. La majorité des jeunes ne souhaitent pas vivre dans une Europe repliée sur elle-même et sont favorables à une répartition plus égale des ressources sur l'ensemble de la planète. Les jeunes de toute l'Europe ont plus confiance dans les tribunaux et la police que dans les institutions de la démocratie représentative. Contrairement à ceux d'Europe de l'Ouest, les jeunes des PECO/CEI ont confiance dans la presse et, surtout, dans les églises.

L'abaissement de l'âge du droit de vote ne constitue pas une priorité pour la plupart des jeunes qui mettent l'accent sur le développement de modes de consultation, de l'information et d'autres modes de participation à la société civile. De même, les jeunes de l'UE n'accordent pas une grande importance à la possibilité de voter aux élections au parlement européen ou aux élections locales en tant que résidents d'autres Etats membres. Les opportunités en termes de mobilité et les droits sociaux existant dans d'autres pays sont pour eux plus importantes.

Peu de jeunes sont membres de partis politiques et leur taux de participation aux élections est généralement en baisse, comme ceux d'autres groupes d'âge. Il est plus fréquent qu'ils soient engagés dans des activités de contestation, en particulier en Europe de l'Ouest, surtout les jeunes européens ayant un bon niveau d'éducation, ceci étant toutefois moins le cas chez les jeunes chômeurs. Les changements politiques intervenus dans les PECO/CEI ont permis à des adultes beaucoup plus jeunes d'occuper des rôles de premier plan dans la vie politique. Rien ne garantit que ceci sera amené à durer mais on peut penser qu'il en résultera un effet durable, les jeunes ayant vu que cela était possible.

Les organisations de la société civile sont les lieux dans lesquels les jeunes sont les plus actifs, les associations sportives étant de loin les plus populaires de ce point de vue. Aucune autre catégorie d'association, sociale ou politique, n'attire en moyenne plus d'un jeune sur dix à l'intérieur de l'UE. Les niveaux de participation sont beaucoup moins élevés en Europe du Sud qu'en Europe du Nord et la participation des jeunes femmes est en général inférieure à celle des jeunes hommes, sauf dans les associations de nature religieuse. Les niveaux de participation sont en gros les mêmes dans les différents PECO mais dans les pays de la CEI, les jeunes ont encore insuffisamment confiance dans les organisations de la société civile et gardent leurs distances. Les jeunes de l'UE placent à peu près sur le même plan le système éducatif, la famille et les amis, et les organisations de jeunesse en tant que domaines dans lesquels une participation plus active doit être encouragée.

La plupart des jeunes d'Europe soutiennent l'intégration européenne, en particulier en Europe du Sud et dans les régions possédant une langue et des traditions culturelles spécifiques. Ce soutien s'accompagne actuellement d'un sentiment accru de l'identité nationale. Les jeunes des PECO se montrent particulièrement positifs de ce point de vue et insistent plus sur les aspects culturels de l'intégration, notamment en termes de valeurs et de traditions communes. Les jeunes de l'UE sont plus pragmatiques et font preuve d'un plus grand scepticisme ; ils

mettent l'accent sur les avantages individuels concrets de l'intégration européenne : monnaie commune, mobilité et opportunités d'emploi.

Au cours de la dernière décennie, l'ensemble des pays européens ont dû reconnaître le fait que certains jeunes défendent des opinions politiques et sociales extrêmement intolérantes, en particulier à l'égard des étrangers, des immigrants et des minorités sociales tels que les homosexuels et les handicapés. Les données relatives aux PECO/CEI constituent à ce propos une réelle source d'inquiétude, compte tenu notamment de l'« ethnicisation » de la vie politique dans certains pays. Dans certaines régions d'Europe de l'Ouest, un jeune sur cinq déclare que « tous les étrangers devraient être renvoyés dans leur pays » mais, d'une manière générale, la proportion de jeunes intolérants se situe bien au-dessous de la moitié de ce chiffre et elle est restée stable au cours des cinq dernières années. Les jeunes ont pour la plupart des idées fondées sur une approche tolérante, libérale et cosmopolite.

**Ce rapport recommande la réalisation d'études sur :**

- la participation des jeunes à des activités politiques et sociales dans les divers contextes nationaux et culturels, afin d'identifier les moyens d'améliorer et de réformer les institutions et mécanismes démocratiques existants, tant au niveau formel (partis, assemblées parlementaires, partenaires sociaux) qu'au sein de la société civile (associations, groupes de médiation, organisations de défense, conseils d'établissements scolaires) ;
- l'analyse longitudinale approfondie des antécédents sociaux des trajectoires d'intolérance au cours de l'enfance et de la jeunesse, afin de travailler à l'élaboration de contre-stratégies « holistes ».

**Être jeune dans un monde en vieillissement**

Trois facteurs essentiels détermineront vraisemblablement ce que veut dire être jeune dans les décennies à venir : le vieillissement des sociétés, le développement d'économies et de sociétés fondées sur le savoir et l'apparition de nouvelles approches de la jeunesse à l'intérieur du cycle de vie.

Les disparités dans la distribution des ressources économiques entre les générations sont devenues plus marquées. Ceci crée un déséquilibre dans les échanges réciproques entre générations et contribue à la polarisation des chances et des perspectives entre les jeunes.

Le groupe d'âge des moins de 25 ans diminue dans l'UE et dans les PECO alors que dans les républiques d'Asie centrale, ce groupe représente encore plus de la moitié de la population. L'immigration a évolué vers une plus grande diversification des pays d'origine des immigrants et un pourcentage accru de ces derniers vient de l'extérieur de l'Europe, en particulier des pays pauvres. Cette évolution signifie que les populations de jeunes d'Europe vont devenir beaucoup plus diversifiées d'un point de vue culturel, ethnique et linguistique. Un fossé risque de se creuser entre une jeunesse de plus en plus cosmopolite et les groupes plus âgés n'ayant ni expérience, ni compétences linguistiques et interculturelles. Les jeunes constitueront également une force électorale plus faible dans les démocraties représentatives. Ceci peut avoir pour effet de rendre encore plus difficile l'expression adéquate des jeunes par les voies normales de la démocratie représentative.

La réduction de la force de travail active et l'évolution rapide de la demande de compétences sur le marché de l'emploi pourront placer les jeunes dans une position plus favorable, tant du point de vue de l'emploi que d'un point de vue individuel. Une société ouverte reposant sur la flexibilité, avec des citoyens actifs et indépendants, doit envisager la socialisation et l'apprentissage de manière différente. L'apprentissage multidirectionnel et permanent dans le cadre de processus coopératifs mieux équilibrés sera mieux adapté à ce nouveau contexte. Toutefois, il est également possible que les jeunes se trouvent fortement incités à devenir des « ressources humaines à haut rendement » dans un contexte caractérisé par le manque d'emplois et la poursuite du développement de la flexibilité de l'emploi. L'accès aux TIC et leur utilisation s'accroissent, tout spécialement chez les jeunes, mais les disparités nord-sud et est-ouest sont encore marquées et les jeunes femmes sont à la traîne en ce domaine. A l'intérieur de l'UE, ces écarts ne se sont pas atténués au cours des cinq dernières années. Sous la plupart des autres aspects, les jeunes femmes sont à l'avant-garde pour leur modernité, leur flexibilité et leur ouverture d'esprit.

La jeunesse semble être de plus en plus distincte de l'âge chronologique. L'enchaînement bien défini des étapes de la vie, avec les rôles et les tâches propres à chacune d'elles, est plus distendu. A l'étape de la jeunesse, les modes de transition sont aujourd'hui plus différenciés, moins standardisés. Le développement de l'identité devient un processus plus ouvert et plus fluide. Ce que veut dire être « adulte » va beaucoup moins de soi que cela n'était le cas il y a un siècle. La diversification des styles de vie et de la composition des familles a des effets sur le développement des relations individuelles et familiales. Nous savons encore peu de choses sur les effets de ce changement progressif sur la qualité de vie des enfants et des jeunes et sur le processus de développement de l'identité individuelle. Il est possible que l'on assiste à un renforcement des liens entre générations dans la sphère privée et à un affaiblissement des solidarités collectives entre groupes d'âge. Les différences entre jeunes peuvent aussi entraîner une fragmentation des solidarités entre les générations et des relations sociales.

Nous ne pouvons savoir comment les jeunes répondront à l'ensemble de ces évolutions mais, au lieu d'être perçus par la société comme *étant* un problème ou *ayant* des problèmes, les jeunes de l'Europe du 21<sup>ème</sup> siècle doivent être à l'avant-garde de la résolution des problèmes, comme partie intégrante de cette société et acteurs de la transformation de la mosaïque européenne. Ceci exige que l'organisation sociale et les politiques publiques relèvent le défi et répondent de manière proactive aux jeunes en tant que citoyens disposant de droits égaux et sur lesquels repose l'avenir de l'Europe.

**Ce rapport recommande la réalisation d'études sur :**

- l'évaluation de la qualité et des résultats de l'apprentissage non-formel ;
- les effets de l'évolution démographique sur les modes de sociabilité à l'intérieur des foyers et groupes de parenté et au-delà ;
- la nature et les conséquences de la dépendance prolongée (partielle) des jeunes à l'égard de leurs parents ;
- le fonctionnement du contrat social entre les générations dans la vie quotidienne ;
- l'équilibre entre la vie et le travail et l'évolution des rôles sexuels.

## 1 Introduction

Ce rapport présente une analyse d'ensemble de la situation sociale des jeunes en Europe. Il offre une synthèse sélective des données et connaissances issues de la recherche sur un certain nombre de thèmes clés, en s'appuyant sur un large éventail de matériaux. Il s'agit du premier rapport de cette nature couvrant l'ensemble de l'Europe.

Un rapport antérieur sur la situation des jeunes en Europe, paru en 1991, portait sur les douze Etats membres de l'UE puis, en 2001, un nouveau rapport a été consacré aux quinze Etats membres.<sup>1</sup> Les premiers rapports sur la situation des jeunes en Europe centrale et orientale, dans les Etats Baltes et dans la Communauté des Etats indépendants (CEI) ont été publiés en 2000.<sup>2</sup> **Le présent rapport examine la situation dans les 48 pays signataires de la Convention culturelle européenne.** Le résultat, inévitablement, est incomplet, compte tenu en particulier des dimensions nécessairement réduites de ce texte. **Chacun des chapitres de ce rapport doit donc être envisagé comme l'amorce d'un élément d'une série de rapports thématiques à élaborer à l'avenir.**

Un grand nombre de lecteurs possèdent sans doute une connaissance plus approfondie des tendances décrites dans ce rapport, tout particulièrement à propos de leur pays ou d'autres dont ils connaissent bien la situation. Certains trouveront que leur pays n'est pas suffisamment mentionné ou peut-être même pas du tout. Il y a à cela deux raisons principales. Premièrement, il s'agit d'une vue d'ensemble extrêmement comprimée s'appuyant sur des exemples significatifs plutôt que sur des descriptions détaillées. Deuxièmement, les sources disponibles ont été couvertes de façon incomplète et inégale (voir plus bas). Ceci montre qu'il reste beaucoup à faire pour pouvoir élaborer des rapports véritablement détaillés au sujet de la situation sociale des jeunes dans l'ensemble de l'Europe.

Ce rapport s'efforce par conséquent de prendre **une vue d'ensemble de la situation comme point de départ** pour des travaux ultérieurs. Il est axé d'un point de vue thématique sur l'éducation et la formation, l'emploi, la vie de famille et les modes de logement, ainsi que la participation à la vie sociale et politique. Ces thèmes sont replacés dans le contexte de l'évolution sociale, économique et démographique actuelle. L'accent est mis de manière très importante sur les inégalités existantes ou en cours de développement du point de vue des chances et des risques que rencontrent différentes catégories de jeunes. On s'est efforcé en priorité de maintenir, dans la mesure où le permettaient les sources de données et à chaque fois que cela était nécessaire, **un point de vue équilibré sur les tendances et évolutions en Europe de l'Est, du Nord, du Sud et de l'Ouest.** Certains thèmes importants ont donc dû être sacrifiés (la santé et le bien-être, par exemple, ou encore les loisirs et la culture des jeunes). D'autre part, certains aspects essentiels des processus de différenciation en cours n'ont pas été mis en évidence de manière aussi systématique qu'il aurait été possible ou souhaitable. Les questions d'inégalité entre les sexes sont notamment évoquées dans le

---

<sup>1</sup> Lynne Chisholm et Jean-Marie Bergeret, *Young people in the European Community: Towards an Agenda for Research and Policy*, Report for the Task Force Human Resources, Education, Training and Youth, Commission des communautés européennes, Bruxelles, juin (épuisé) ; Antonio Schizzerotto et Giancarlo Gasperoni, *Study on the State of Young People and Youth Policy in Europe*, Rapport à la Commission européenne, Direction générale de l'éducation et de la culture, Bruxelles, janvier : (<http://europa.eu.int/comm/education/youth/studies.html>)

<sup>2</sup> Siyka Kovatcheva, *Sinking or Swimming in the Waves of Transformation? Young People and Social Protection in Central and Eastern Europe*, Forum européen de la jeunesse, Bruxelles ; UNICEF, *Young People in Changing Societies*, Regional Monitoring Report n° 7, Florence, Centre de recherche Innocenti.

rapport mais pas de façon aussi détaillée qu'il le faudrait. D'autres aspects sont insuffisamment traités uniquement parce que les matériaux comparatifs permettant d'établir les différenciations nécessaires sont trop peu nombreux. Ceci est le cas en particulier de la situation des jeunes appartenant à différents groupes ethniques ou culturels. Les lacunes d'information à ce propos devraient constituer un sujet de préoccupation important pour les chercheurs et les responsables de l'élaboration des politiques.

Afin de faciliter la lecture de ce rapport, il n'est fait aucune mention dans le texte des sources de données spécifiques ou d'enquêtes particulières. Compte tenu du champ couvert par le rapport, en effet, de telles mentions auraient été beaucoup trop nombreuses ou trop sélectives. L'ensemble des chiffres et tendances mentionnées dans le texte sont tirés directement de sources fiables et réputées du point de vue de la recherche et des techniques utilisées. La totalité de ces sources, et beaucoup d'autres, sont incluses dans une bibliographie détaillée en fin de rapport.

### 1.1 La jeunesse en Europe : une mosaïque

Parmi les nombreux travaux s'efforçant de saisir la nature des changements contemporains en Europe, l'analyse de la société en réseau proposée par Castells<sup>3</sup> a immédiatement séduit les chercheurs en sciences sociales de tous les pays. **Les sociétés en réseau sont des sociétés de flux, offrant une multitude d'options de navigation dans le temps et l'espace.** Les frontières, qui avaient pour fonction de séparer les peuples, les groupes, les sphères d'activité, les territoires, les idées, les pratiques, les styles de vie et les valeurs, c'est-à-dire, tout simplement, les différents types de phénomènes sociaux, deviennent aujourd'hui plus perméables. Les frontières, reliées entre elles de manières multidimensionnelles, ressemblent de plus en plus à des vecteurs de communication permettant le déplacement de l'information, des connaissances, des idées et de valeurs. Elles se croisent et s'échangent en des points nodaux des réseaux culturels, économiques, politiques et sociaux. L'irrégularité et la diversité des espaces situés entre les voies de communication font de ceux-ci une mosaïque constituée de contextes, de modes de vie et de destins de teintes différentes. Les formes de cette mosaïque évoluent en fonction du déplacement des lignes de communication. L'entrelacement, le heurt et le contrecoup des idées et des expériences font que se modifient les teintes particulières et le schéma général de la mosaïque.

Les sociétés en réseau sont fondamentalement des sociétés ouvertes, **ce qui ne veut pas dire que les inégalités d'accès, de progrès et de résultats n'existent plus ou sont moins graves qu'auparavant.** Au contraire, la différenciation des modèles d'opportunités et de risques font que ceux-ci deviennent plus complexes et donc moins transparents, non seulement pour les chercheurs et les responsables de l'élaboration des politiques mais surtout pour les jeunes qui s'efforcent de trouver leur chemin à travers les transitions de cette étape de la vie. Ces changements se présentent à nous sous la forme d'une dé-standardisation et d'une fragmentation de l'étape de la jeunesse. Ils sont aussi à l'origine d'un effacement des frontières entre la jeunesse et les étapes précédentes et suivantes de la vie. Il devient plus difficile de donner une définition précise de la « jeunesse » et, avec le relâchement de certaines normes sociales au sujet du comportement des jeunes, nous ne savons plus comment répondre à la question : « que veut dire être jeune aujourd'hui ? ». La description et l'interprétation de la situation sociale des jeunes constituent par conséquent un véritable défi, quel que soit le contexte national considéré. Cette tâche peut donc sembler parfois

<sup>3</sup> Manuel Castells (1996), *The Rise of the Network Society*, The Information Age: Economy, Society and Culture, vol. 1, Oxford, Blackwell.

insurmontable d'un point de vue comparatif et interculturel. **La prise en compte de la diversité constitue une problématique essentielle pour les études sur la jeunesse européenne** et de nouveaux cadres d'interprétation sont nécessaires pour mieux saisir les complexités de l'évolution actuelle. L'Europe représente un formidable laboratoire pour tester de nouvelles approches en ce domaine, à la condition toutefois de ne pas perdre de vue que des vies réelles, celles des jeunes, avec les très fortes différences d'opportunités qui les caractérisent, constituent la base empirique de la recherche et des politiques.

A l'issue de la deuxième guerre mondiale, la carte de l'Europe était marquée par une division bien nette symbolisée par le mur de Berlin, avec toutes ses conséquences pratiques. Cette division n'a en fait jamais été aussi tranchée que cela mais elle remplissait une fonction politique pour chacun des camps en présence. Puis, **à partir de 1989, il a fallu apprendre à lire de nouvelles cartes**. La distance à vol d'oiseau entre la Manche et la mer Noire, par exemple, est moindre que celle qui sépare Gibraltar de Stockholm. Kiev se situe à mi-distance entre l'Atlantique et l'Oural et Prague est à l'Ouest de Vienne. Tout un chacun en Europe, chercheurs, décideurs, citoyens et jeunes, a dû abandonner les représentations binaires simples et bien délimitées avec lesquelles il avait grandi, en quelque région de l'Europe que ce soit. La logique formelle de la mosaïque européenne s'est transformée et nous en sommes encore à tenter de la comprendre. Quelles sont donc les modèles de transition pour la jeunesse qui apparaissent aujourd'hui, comment les jeunes gèrent-ils leur vie et quelles disparités significatives entre les jeunes peut-on observer en termes d'opportunités et de risques entre les différentes sociétés européennes et à l'intérieur de chacune d'elles ? Quel sens faut-il donner aujourd'hui aux oppositions Est-Ouest et Sud-Nord, ces régions étant encore souvent envisagées de manière complètement indépendante les unes des autres tant par la recherche que par les responsables de l'élaboration des politiques ?

Les anciens clivages n'ont pas disparu. **La ligne Est-Ouest ne remplace ni ne supprime la séparation Nord-Sud**. Toutefois, il n'est plus possible d'organiser différentes sphères (recherche scientifique, vie politique et vie quotidienne) en fonction d'axes essentiels à partir desquels définir similitudes et différences. L'image la mieux à même de décrire l'Europe ouverte, plurielle et multiculturelle à laquelle nous aspirons, sinon sa réalité, est celle d'une mosaïque. Nous en sommes encore à rechercher des repères pour nous orienter dans le chaos de la diversité et des progrès ont d'ores et déjà été effectués en ce sens, que ce soit dans l'analyse des politiques sociales, des voies d'accès à la démocratie ou des régimes de transition propres à la jeunesse. Il est nécessaire, cependant, d'aller au-delà de ces repères, de libérer notre réflexion des contraintes imposées par des cadres préétablis. Quel est, en effet, le rôle de la jeunesse dans ces représentations ? Dans leurs efforts inadaptés pour comprendre la nature et la signification de la jeunesse, **les sociétés modernes ont envisagé les jeunes avant tout comme une catégorie sociale étant un problème et ayant des problèmes**. Il nous faut maintenant avoir le courage de remettre en cause de tels cadres de pensée afin de permettre aux jeunes d'accéder à leur droit, celui à une voix indépendante dans la société, en tant que groupe souverain du corps des citoyens. De cette façon, les jeunes pourront devenir des acteurs véritables du changement social, au même titre que tous les autres membres de la collectivité. **Les jeunes du 21<sup>ème</sup> siècle doivent être à l'avant-garde de la résolution des problèmes**, en tant qu'acteurs à part entière de l'évolution de la mosaïque européenne.

## 1.2 Aspects visibles et aspects invisibles

Nous ne percevons jamais les choses de manière directe ou exhaustive. Et ceci s'applique tout autant aux données et connaissances recueillies dans le cadre de la recherche qu'à notre vie quotidienne, sous des formes bien entendu différentes. L'élaboration d'une description cohérente, significative et détaillée de la situation sociale des jeunes en Europe se heurte à trois obstacles importants.

Premièrement, **la recherche interculturelle comparative pose des problèmes techniques complexes et doit tenir compte des particularités sociales et culturelles.** La base d'information est constituée de données qui ont été collectées à des moments différents, selon des méthodes différentes, à des fins diverses et à partir de systèmes conceptuels spécifiques. A un niveau macro, certaines tendances peuvent apparaître (telles que l'étendue de l'éducation et de la formation) mais les contextes dans lesquels elles s'inscrivent sont en fait très différents. En outre, bien que les moyennes nationales, de l'UE ou des PECO constituent des indications initiales utiles, ces chiffres masquent des différences importantes entre pays, régions et groupes sociaux. Les différences à l'intérieur d'un même pays peuvent aussi être plus étendues que ce qu'indiquent les écarts entre les moyennes des différents pays. L'analyse doit donc, dans la mesure du possible, être très attentive à la portée, au type de regroupement, aux spécificités et aux anomalies apparentes des séries de données. Certains groupes et séries de données de portée limitée et apparemment atypiques peuvent en effet se révéler particulièrement aptes à éclairer certaines questions, notamment parce que les problèmes graves affectant les jeunes sont de plus en plus concentrés dans des groupes particuliers ayant en commun de cumuler certains désavantages.

En outre, **les données empiriques sont souvent déjà quelque peu datées au moment de leur publication.** Dans le domaine comparatif, il n'est pas rare de devoir attendre cinq ans avant de pouvoir disposer des compilations statistiques adéquates et une décennie peut donc facilement s'écouler avant la publication des analyses comparatives correspondantes. Les monographies publiées à la fin des années 90 portent en général sur des sources de données de la première moitié de la décennie.

Deuxièmement, la recherche sur la jeunesse européenne se heurte à **d'importants écarts dans le volume de matériaux disponibles au sujet de différents pays ou régions**, dans les thèmes couverts par les données existantes et dans le type de données disponibles à propos de certains thèmes particuliers. Les statistiques et les enquêtes officielles portent en général sur des groupes d'âge différents liés aux normes et traditions de chaque pays. Les sources utilisées dans ce rapport portent sur les jeunes et les jeunes adultes de 9 à 35 ans. Le plus souvent, les études et les enquêtes portent sur le groupe d'âge allant de 15 à 24 ou 29 ans. Les analyses sociales accordent aussi en général une attention privilégiée aux élèves et étudiants à plein temps du deuxième cycle du secondaire et de l'enseignement supérieur car ces catégories constituent des populations d'accès facile pour les enquêteurs. La recherche sur les jeunes bénéficie toutefois heureusement d'un fort intérêt traditionnel pour les groupes socialement désavantagés ou « atypiques » mais les études correspondantes ne sont généralement pas de nature comparative.

Dans le texte qui suit, nous nous sommes largement abstenus de préciser le groupe d'âge auquel s'appliquent les données citées car une approche à gros traits nous semble mieux à même d'éclairer la situation générale et de fournir une vue d'ensemble. Nous utilisons **les termes de « jeunes » et** (lorsqu'il est évident que le thème évoqué concerne plus

particulièrement les plus de 20 ans) de « **jeunes adultes** » pour désigner une étape de la vie sociale, sans accorder une importance déterminante à l'âge effectif des individus qui entrent dans cette catégorie. Ceci serait insuffisant pour une analyse plus précise mais est conforme à la notion d'« adéquation fonctionnelle », en tant que solution méthodologique au traitement d'ensembles de données divergents d'un point de vue technique et culturel. L'analyse s'efforce dans ce cas de trouver un indicateur adapté pouvant englober des concepts à peu près semblables qui s'appliquent à des contextes empiriques différents. Pour le dire brutalement, ceci peut vouloir dire comparer les jeunes de 18 ans d'un pays avec les jeunes des 20 ans d'un autre, en raison des différences structurelles entre les systèmes nationaux d'éducation et de formation de chaque pays.

En outre, **le champ thématique couvert par les enquêtes et les sources statistiques de grande portée est en partie le reflet de priorités politiques et administratives.** Ce n'est pas un hasard si l'information sur le passage des jeunes de l'éducation à la formation et à l'emploi ou au chômage est la plus abondante, même si les spécialistes de la jeunesse n'oublient jamais de souligner que les différents aspects de la vie des jeunes doivent être conçus comme un tout inséparable. Certains choix liés aux politiques plutôt que la disponibilité des données en tant que telle ont une influence sur le type d'aspects de la vie des jeunes qui sont mis en évidence. Les rapports de la Commission européenne concernant les politiques sociales, par exemple, contiennent rarement des analyses portant sur des âges spécifiques, sauf à propos des tendances démographiques et du taux de chômage. Les données relatives à un âge spécifique existent généralement sous une forme agrégée mais la place consacrée à leur interprétation dans les rapports est déterminée par des considérations qui sont sans relation avec leur pertinence du point de vue des politiques de la jeunesse et, a fortiori, des études sur la jeunesse. Ceci est d'ailleurs la raison du renouveau actuel de l'idée d'une intégration de la jeunesse dans les politiques européennes.<sup>4</sup>

Il est utile de rappeler à ce propos qu'avant 1989, les études sur la jeunesse dans les PECO/CEI se confondaient presque entièrement avec les enquêtes quantitatives de grande ampleur menées sous l'égide des instituts de recherche dirigés par le Komsomol. Les thèmes de recherche étaient différents de ceux de l'Europe de l'Ouest car le contexte politique et culturel était différent. Le passage de l'école à la vie professionnelle, par exemple, était officiellement considéré comme non problématique et ne constituait donc pas un thème prioritaire. Après 1989, de nombreux instituts de recherche ont été fermés ou contraints à se tourner vers d'autres travaux et la communauté scientifique s'est trouvée déstabilisée. Une décennie plus tard, **l'infrastructure des études sur la jeunesse dans les PECO/CEI reste faible et ceci contribue à la faible visibilité de l'information sur la vie des jeunes dans cette partie de l'Europe.** La bibliographie du présent rapport, par conséquent, est aussi inégale pour un certain nombre d'aspects. Beaucoup de données sont simplement inexistantes ou l'information nécessaire n'existe pas sous une forme systématique. Et les données existantes ne sont pas d'un accès facile pour la réalisation d'analyses comparatives.

Troisièmement, **les canaux de communication et de diffusion de l'information sur les questions de la jeunesse sont encore insuffisamment développés dans l'ensemble de l'Europe.** Seuls quelques pays, situés essentiellement dans le Nord-Ouest de l'Europe, disposent de périodiques et de maisons d'édition spécialisés dans le domaine des études sur la jeunesse. L'écrasante majorité des pays sont dépourvus de telles ressources et s'appuient en général sur les échanges scientifiques et les canaux de diffusion des sciences sociales. Les

<sup>4</sup> Voir par exemple : Commission européenne (2001), *A new impetus for youth*, White Paper, Direction générale de l'éducation et de la culture, COM (2001) 681, 21 novembre, Bruxelles, section 4.2.

années 90 ont vu cependant l'apparition de lieux de publication spécialisés connus et utilisés au-delà de leur communauté immédiate de référence, nationale ou linguistique, ainsi que certaines initiatives et projets de publication régionaux d'instituts de recherche, souvent en coopération avec des éditeurs de qualité. Des instituts de recherche nationaux spécialisés, par exemple, qui bénéficient eux-mêmes d'un financement public, parrainent la publication de *DJI-DISKURS* (en allemand, depuis 1990) et d'*AGORA/Débats-Jeunesses* (en français, depuis 1995). Chacune de ces publications s'efforce d'inclure des traductions d'articles en provenance d'autres pays et d'autres cultures. Des outils du même type existent dans certaines régions d'Europe centrale et orientale, sous une forme cependant beaucoup plus simple, comme le bulletin *Mládež Společnost Stát*, publié par l'intermédiaire de l'Institut de l'enfance et de la jeunesse de Prague, et certaines publications périodiques réalisées sous l'égide de l'Association sociologique slovaque de Bratislava.

Les deux principaux périodiques de recherche en Europe sont actuellement *YOUNG* (depuis 1993), une revue interdisciplinaire éditée par le Système d'information pour la recherche sur la jeunesse des pays nordiques (Nordic Youth Research Information System, NYRIS) et le *Journal of Youth Studies* (JYS, depuis 1998), dont la diffusion commerciale est assurée par Carfax Journals Ltd. et qui dépend de l'université de Glasgow en Ecosse. Ces deux revues sont publiées en anglais et toutes deux aspirent à un statut international en matière de comparatisme interculturel mais aucune d'entre elles n'a encore tout à fait atteint ce niveau. L'analyse de l'ensemble des numéros de ces revues publiés depuis leur création montre que la moitié des articles publiés jusqu'ici concernent de manière empirique leur pays (le Royaume-Uni dans le cas du JYS) ou région d'origine et de publication (les cinq pays nordiques dans le cas de *YOUNG* : Danemark, Finlande, Islande, Norvège et Suède). Un quart des articles du JYS proviennent en outre d'Amérique du Nord et d'Australie. *YOUNG*, par contre, ne contient pratiquement aucun article de ces régions du monde ; un quart des articles publiés par cette revue ont un caractère abstrait sans relation explicite avec un contexte donné, bien que la plupart soient rédigés par des auteurs nordiques. Les deux revues publient un petit nombre d'articles provenant d'autres pays européens (13% chacune). Elles publient également un pourcentage modeste de contributions comparatives interculturelles (JYS : 10% ; *YOUNG* : 14%). Aucune d'elles n'a encore publié beaucoup d'articles au sujet ou en provenance des PECO/CEI ou de l'Europe du Sud (JYS : 3 pour chaque région ; *YOUNG* : 2 pour chaque région). Il est important d'ajouter que cette répartition est d'abord le reflet de celle des articles reçus et, ensuite seulement, de celle des articles acceptés. Les revues spécialisées ne peuvent publier que les articles qui leur sont soumis, bien que les raisons pouvant inciter un auteur à proposer ou non un article soient assez complexes, la question de devoir rédiger un texte en anglais constituant, en particulier, un obstacle très important dans la plupart des cas.

Compte tenu de l'absence de maisons d'édition commerciales de qualité au niveau européen dans ce domaine, il est clair que **l'information au sujet de la vie des jeunes dans la plupart des pays européens, en particulier ceux des PECO/CEI et de l'Europe du Sud, et l'interprétation des données recueillies à ce propos, sont insuffisantes**. Ce déséquilibre en matière d'information va directement à l'encontre du constat que, d'une manière générale, dans ces parties de l'Europe, les jeunes sont particulièrement exposés à des obstacles et des difficultés dans la formulation, la planification, la gestion et la mise en œuvre de leurs projets de vie. Bien que fortement conscients de ces difficultés lors de l'élaboration de ce rapport, il ne nous a bien entendu pas été possible de les résoudre. Il s'agit là clairement d'une tâche prioritaire pour les années à venir.

## 2 Temps qui changent et vies qui changent

Une manière classique de décrire et de comparer la situation sociale des jeunes consiste à repérer les différents parcours qu'ils suivent pour accéder à l'indépendance de l'âge adulte et à la pleine citoyenneté. Ces parcours sont généralement présentés comme **une série d'étapes d'un ensemble de circonstances sociales à un autre**, décrits de manière synthétique comme des modèles des transitions propres à la jeunesse. Ces modèles comprennent plusieurs éléments clés toujours reliés entre eux mais présentés en général comme s'ils étaient distincts les uns des autres. Ces éléments clés incluent notamment le passage :

- de l'éducation et de la formation à la vie professionnelle ;
- de la dépendance financière et de logement à l'égard des parents (ou de leurs substituts) à l'indépendance économique, l'autonomie d'habitation et la création d'un foyer et d'une famille séparés.

**Les jeunes négocient individuellement ces transitions** mais les opportunités et les risques qui sont les leurs au départ et qu'ils rencontrent sur leur parcours varient énormément d'un individu à l'autre. Des facteurs tels que certains handicaps, l'appartenance ethnique ou raciale, le sexe, la région d'origine, les préférences sexuelles et l'origine sociale déterminent en général de manière importante les perspectives des jeunes qui abordent ces transitions. Les enquêtes sur la manière dont ils gèrent ces transitions en un lieu et à une époque donnée s'efforcent normalement de fournir un certain nombre de données contextuelles sur le niveau de vie et la qualité de vie des jeunes mais elles mettent principalement l'accent sur les modèles concernant l'éducation/l'emploi et le logement/la famille.

Dans le contexte européen, la tâche principale consiste à décrire et à interpréter les similitudes et les différences entre les divers modes de transition des jeunes selon les pays, les régions et les groupes sociaux, ainsi que leur évolution. Les données à ce propos sont très insuffisantes mais les statistiques et les enquêtes de grande ampleur fournissent une base de comparaison pour un certain nombre d'indicateurs clés. Ces indicateurs révèlent en gros **une tendance à l'allongement de la durée et à la complexification des transitions vers la vie adulte**. Ils montrent qu'il est devenu de plus en plus difficile pour les jeunes d'accéder à l'indépendance économique et de logement, en particulier au cours des dernières trente années.

Il ne fait aussi guère de doute que **les disparités en termes d'opportunités et de risques se sont accrues** entre les jeunes. Une majorité de jeunes d'Europe parviennent, avec plus ou moins de succès, à se frayer un chemin mais une minorité importante se trouve aujourd'hui extrêmement défavorisée, avec peu de perspectives d'avenir. **Ces jeunes socialement vulnérables, marginalisés et exclus sont présents dans tous les pays d'Europe**, quel que soit leur degré actuel de prospérité. Ils ont en commun des désavantages multiples, l'échec scolaire et la précarité du point de vue du marché de l'emploi jouant notamment un rôle important dans la transformation de leur situation sociale au cours de l'enfance ou de la jeunesse en un destin à long terme dont il leur est ensuite de plus en plus difficile de s'échapper.

Il importe de souligner que les PECO/CEI présentent entre eux sur ce point des situations au moins aussi différentes que celles que l'on peut observer entre les pays de l'UE/Europe de l'Ouest. Ces différences sont même devenues au cours des années 90 encore plus marquées qu'elles ne l'étaient avant l'effondrement du bloc soviétique. Un aspect essentiel du changement dans la macro-région PECO/CEI a été **la remise en cause radicale et très**

**rapide des modes de transition** des jeunes, qui est intervenue dans le contexte d'une incertitude permanente au sujet de la réalisation des projets de vie. Le contraste avec la période antérieure est particulièrement frappant compte tenu des modèles fortement institutionnalisés et standardisés qui étaient suivis par les jeunes avant 1989. En outre, un grand nombre des pays en question connaissent **un processus de modernisation culturelle extrêmement rapide** parallèlement à de fortes turbulences sur le plan économique, la conséquence en étant que les jeunes commencent à abandonner certains modes de vie bien établis, en particulier en ce qui concerne le mariage et la création d'une famille.

## 2.1 Éducation, formation et emploi

**L'allongement de la durée de l'éducation et de la formation a constitué un facteur clé de prolongation des différentes transitions de la jeunesse** au cours des dernières décennies. Il s'agit même selon certains du facteur le plus important. De nombreux jeunes poursuivent leur éducation et leur formation beaucoup plus longtemps que cela n'était le cas il y a une trentaine d'années, bien que dans certains pays (le Portugal et le Royaume-Uni, par exemple), il a fallu attendre les années 90 pour voir décoller les taux de participation des jeunes de plus de 16 ans. En outre, certains pays d'Europe centrale et orientale ont vu leurs taux de participation à l'enseignement post-obligatoire et à l'enseignement supérieur baisser au début des années 90, ceux-ci s'étant toutefois rétablis depuis dans plusieurs pays (mais non en Roumanie ou en Arménie, par exemple), surtout dans le secteur de l'enseignement supérieur.

La tendance à l'augmentation et à la prolongation de la participation à l'éducation et à la formation est un phénomène de longue durée dont l'origine remonte au début du siècle dernier. Cette tendance s'est accélérée à partir de la moitié du siècle, en particulier dans les pays d'Europe du Sud dont les taux de participation étaient au départ très inférieurs. L'écart entre le taux de participation des jeunes hommes et celui des jeunes femmes a atteint son maximum vers les années 50. A la fin des années 80, l'écart entre les sexes a été comblé. Aujourd'hui, pratiquement dans toute l'Europe, **les jeunes femmes obtiennent des résultats éducatifs et un niveau de diplôme supérieurs à ceux des jeunes de sexe masculin** mais des écarts subsistent du point de vue de la répartition entre les différentes filières d'éducation et de formation et des avantages liés au niveau de qualification.

L'ensemble des données d'Europe de l'Ouest confirment la corrélation entre abandon précoce de la scolarité et désavantages familiaux ou sociaux. **Quel que soit le niveau considéré, on observe une corrélation entre réussite éducative et accès à un emploi de meilleure qualité.** Les enquêtes menées dans les PECO/CEI indiquent que certains avantages du point de vue de la réussite éducative, des opportunités d'emploi ou de la création d'un emploi indépendant dépendent également de l'appartenance de la famille à la *nomenklatura*. Toutefois, les jeunes entrepreneurs de sexe féminin sont encore très rares dans certains pays tels que l'Arménie, la Géorgie et l'Ukraine. **Le chômage des jeunes dans les PECO/CEI est un phénomène plus généralisé** que dans les pays d'Europe de l'Ouest. Les périodes de chômage constituent un élément fréquent et tout à fait ordinaire des parcours de jeunes, quels que soient leur origine sociale et leur niveau éducatif. Ceci est également vrai des **jeunes d'Europe du Sud**, bien que les effets cumulés des désavantages sociaux et régionaux y soient probablement plus importants qu'en Europe de l'Est. Autrement dit, **les tendances à la polarisation sont plus fortes** et plus solidement enracinées en Europe du Sud qu'en Europe de l'Est.

Comme on le sait, les niveaux d'éducation et de qualification confèrent certains avantages sur le marché de l'emploi et une protection contre le risque de chômage lors du passage à la vie active et aussi par la suite. Toutefois, les statistiques montrent que **l'accès à l'emploi** (surtout à un emploi stable) **est devenu plus difficile pour chaque nouvelle génération depuis les années 60 en Europe de l'Ouest, quel que soit le niveau d'éducation et de qualification.** Pour les jeunes ayant grandi dans les économies de transition des PECO/CEI dans les années 90, les conditions d'accès au marché du travail ont changé du tout au tout. Pratiquement du jour au lendemain, le système d'allocation prédéterminée des emplois et de garantie de l'emploi a cédé la place à une libéralisation complète du marché du travail, avec un taux élevé de chômage. Dans une perspective à long terme, les jeunes de la moitié nord de l'Europe sont ceux dont les opportunités d'emploi se sont détériorées le plus fortement en termes relatifs mais en termes absolus, **les jeunes des pays d'Europe du Sud sont ceux qui ont été soumis aux difficultés les plus graves pendant la période la plus longue**, sans voir apparaître aucun signe d'une réelle amélioration. On peut donc dire, à propos de la transition initiale à la vie professionnelle, que les différentes parties de l'Europe ont suivi des voies différentes pour aboutir à des résultats à peu près semblables.

L'achèvement du deuxième cycle du secondaire constitue en général un seuil clé réduisant le risque de chômage lors du passage initial de l'école à la vie professionnelle. Toutefois, dans certains pays, ce seuil ne semble pas jouer un rôle significatif. En Europe du Sud, par exemple, les taux de chômage sont élevés, quel que soit le niveau de qualification. **Dans les PECO/CEI, la polarisation des opportunités et des risques entre les jeunes qui quittent le système scolaire à l'issue de la scolarité obligatoire et ceux qui poursuivent des études supérieures** est devenue un aspect important de la situation au cours des années 90. En Slovénie, par exemple, un quart environ des élèves de chaque cohorte annuelle quittent le système scolaire à l'issue de la scolarité de base autour de 15 ans ou ne poursuivent pas des études secondaires jusqu'à l'âge de 18 ans ou plus.

La structure des marchés nationaux de l'emploi reste très différente d'un pays européen à l'autre. Toutefois, il est plus facile d'obtenir des informations détaillées sur l'impact de ces marchés sur le passage des jeunes à la vie active pour les Etats membres de l'UE que pour l'ensemble de l'Europe. D'une manière générale, **les marchés de l'emploi pour jeunes sont plus visibles dans la partie nord de l'Europe** mais ils n'ont pas partout la même forme. Les pays disposant de systèmes d'apprentissage utilisent le modèle des contrats de formation associés à un emploi à durée définie (Autriche, Danemark et Allemagne). D'autres pays ont recours à des systèmes flexibles spécifiques pour l'emploi des jeunes (France, Luxembourg, Pays-Bas et Royaume-Uni).

**Les contrats de travail temporaires ou précaires sont beaucoup plus fréquents chez les jeunes.** On ne sait pas clairement si ceci est directement lié à l'âge ou bien reflète une tendance générale à la « flexibilisation » de l'emploi. En Espagne, par exemple, les contrats à durée déterminée sont très fréquents chez les jeunes et chez les travailleurs plus âgés. Par contre, en Belgique et en France, les contrats précaires sont très rares parmi les travailleurs âgés et la différence relative du point de vue des jeunes travailleurs est donc importante. Il est possible que la structure des marchés de l'emploi de type « sud-européen » comprenne une ligne de séparation nette entre emploi stable et emploi précaire. Nouveaux entrants sur le marché du travail, les jeunes doivent réussir à passer de l'autre côté de cette ligne, ce qui prend beaucoup de temps. Dans l'intervalle, ils doivent accepter une série d'emplois temporaires et à temps partiel. Les marchés du travail de type « nord-européen » reconnaissent en comparaison aux jeunes un statut spécifique relativement défavorisé du fait

de leur âge, en raison de leur manque de connaissance et d'expérience. En gagnant de l'âge, ils obtiennent progressivement l'accès à des emplois mieux payés et plus stables.

**En Europe centrale et orientale**, des marchés de l'emploi spécifiques aux jeunes se sont développés en dehors de toute réglementation. **La grande majorité des jeunes, quel que soit leur niveau de qualification, occupent des emplois marginaux des secteurs public et privé.** Certains pays comme la Hongrie et l'Estonie sont déjà bien avancés sur la voie d'une économie à base de services depuis la désindustrialisation rapide du début des années 90. D'autres comme la Bulgarie et la Lituanie sont de ce point de vue à la traîne. Il faut se souvenir de ce qu'était la gravité de la situation au début des années 90. Dans la capitale de la Géorgie, Tbilissi, les deux tiers de la force de travail étaient alors formellement sans emplois et les usines tournaient à 15% de leur capacité. Telle était la situation il y a seulement dix ans. Les jeunes adultes d'aujourd'hui (et leurs parents) ont en mémoire le souvenir de cette période alors qu'ils s'efforcent d'édifier leur vie d'adultes.

Les années 90 ont vu **une augmentation du nombre de jeunes qui combinent leurs études avec une forme quelconque d'emploi.** Toutefois, les chiffres à ce propos pour les différentes régions d'Europe varient selon les sources. Néanmoins, il est clair qu'il s'agit là d'un élément de plus en plus fréquent des stratégies de transition adoptées par les jeunes. **La disponibilité des emplois à temps partiel et la flexibilité des heures de travail est en partie la cause de l'augmentation du pourcentage de jeunes qui combinent études et travail salarié** et ce phénomène n'est pas uniquement et directement fonction des besoins économiques. En Irlande, par exemple, l'occupation d'un travail salarié parallèlement aux études n'a jamais été une option très répandue dans le passé, ne serait-ce qu'en raison du nombre réduit d'opportunités offertes par le marché du travail de ce point de vue. Aujourd'hui, où l'économie est beaucoup plus forte, les étudiants représentent l'un des facteurs les plus importants de croissance de l'emploi. Comme dans d'autres pays, ceux-ci sont employés essentiellement dans le secteur des services sur la base de contrats non-standard et à temps partiel.

Les taux de chômage des jeunes de la plupart des Etats membres de l'UE ont commencé à se stabiliser et à baisser à la fin des années 90, bien qu'à partir de niveaux très différents, avec des degrés différents de succès et avec la persistance de taux très élevés en Europe du Sud. Les opportunités offertes par les marchés du travail européens actuels offrent cependant des opportunités très différentes de celles qui existaient au début des années 90. **Les jeunes sont regroupés dans un petit nombre d'emplois du secteur des services**, en particulier dans l'hôtellerie et la restauration et dans le commerce de détail, le plus souvent sur la base de contrats flexibles. **Ceci peut être tout à fait adapté aux jeunes qui poursuivent des études mais contribue également à la polarisation des opportunités et des risques en matière d'emploi.** Les jeunes qui entrent sur le marché du travail à l'issue de la période de scolarité obligatoire ou de formation de base trouvent de moins en moins d'offres d'emplois stables à plein temps. Ils se trouvent de plus en plus en situation de concurrence autour des emplois précaires existants avec les jeunes pour qui ce type d'emploi n'est qu'une étape vers des emplois plus satisfaisants.

**Certains analystes indiquent que la situation actuelle des jeunes d'Europe centrale et orientale préfigure l'évolution probable de la situation de l'ensemble de l'Europe dans les décennies à venir.** Les tendances évoquées ci-dessus constituent maintenant des caractéristiques permanentes du marché du travail pour les jeunes de tous les PECO/CEI. La plupart des jeunes entrant dans la vie professionnelle, quel que soit leur niveau de

qualification, passent et s'attendent à passer une très longue période dans des emplois précaires et marginaux. Ils acceptent cette transition prolongée, avec ses incertitudes, comme un aspect inévitable de la vie dans des sociétés elles-mêmes en situation de transition. Ils considèrent en général leur situation en matière d'emploi comme provisoire et temporaire, quelle que soit la durée de cette situation. **Autrement dit, dans toute l'Europe, les transitions vécues par les jeunes prennent de plus en plus, tant d'un point de vue objectif que subjectif, le caractère de processus ouverts.**

## 2.2 Familles et foyers

L'analyse des modèles de stabilité et de changement dans le domaine de la vie individuelle et familiale des jeunes fait apparaître **des expériences complexes et paradoxales de dépendance et d'autonomie chez les jeunes** en Europe aujourd'hui. Nos sociétés permettent et encouragent un niveau élevé d'autonomie individuelle du point de vue des styles de vie et des projets de vie. D'un autre côté, l'évolution des politiques économiques et sociales a favorisé un renforcement de l'interdépendance pendant des périodes plus longues à l'intérieur des familles. Les jeunes, en particulier, sont plus longtemps dépendants ou partiellement dépendants de leurs parents. Les normes sociales et les dispositions des politiques sociales exercent un contrôle plus lâche sur la manière dont les individus vivent et planifient leur vie. Pourtant, la transformation des aspirations et des attentes individuelles en réalités se heurte à des obstacles financiers et juridiques de diverses natures.

Le tableau détaillé de la situation en ce domaine présente de très importantes variations mais les données disponibles révèlent **deux paramètres fondamentaux de différence entre, premièrement, les pays du Nord et du Sud de l'UE et, deuxièmement, la situation avant et après 1989 dans les pays d'Europe centrale, orientale et du Sud-Est.** L'âge et les conditions sociales, ainsi que les facteurs liés au sexe, à la région ou à l'appartenance ethnique, se combinent avec ces paramètres de base et les remodelent parfois. En outre, il existe toujours des exceptions et des cas spéciaux. L'Irlande, par exemple, présente parfois de plus grandes similitudes avec les pays d'Europe du Sud que ceux du Nord-Ouest de l'Europe et la Slovaquie est souvent plus proche par bien des aspects des pays de l'Europe du Sud et de l'Europe centrale que des autres PECO ou pays d'Europe du Sud-Est.

Pendant le dernier demi-siècle, l'âge moyen du mariage et le début de la période de conception s'est élevé partout en Europe, bien que quelques pays, le Royaume-Uni notamment, connaissent encore des taux relativement élevés de grossesses chez les adolescentes. **Les jeunes des pays d'Europe du Nord ont d'abord fait l'expérience d'une autonomie et d'une indépendance accrues dans tous les domaines de la vie mais celle-ci a été suivie par une dégradation progressive de leurs opportunités d'accès à l'autonomie financière et de logement.** Pendant cette même période, **la cohabitation et le célibat** (qu'il s'agisse de personnes vivant effectivement seules ou non) ont régulièrement **gagné du terrain** aux dépens du mariage comme préalable à la procréation. Dans les pays nordiques, en France et au Royaume-Uni en particulier, le mariage et la naissance du premier enfant constituent des événements de plus en plus indépendants qui n'interviennent pas nécessairement dans cet ordre et ne sont pas non plus nécessairement liés. Au milieu des années 90, par exemple, les mères des deux cinquièmes des enfants nés en Suède et au Danemark n'étaient pas mariées au moment de leur accouchement.

**Dans les pays d'Europe du Sud, la tendance initiale vers un accroissement de l'autonomie et de l'indépendance des jeunes s'est manifestée un peu plus tard et a connu une évolution différente.** Pour des raisons à la fois économiques et culturelles, les jeunes sont toujours restés plus longtemps chez leurs parents que dans d'autres pays ; ce fait se vérifie aujourd'hui plus que jamais. **La cohabitation et le style de vie célibataire restent rares.** Le mariage y intervient de manière plus tardive, l'Italie étant un bon exemple de ce point de vue. Il est aussi plus fréquent pour les jeunes adultes de continuer à vivre avec leurs parents, leur belle-famille ou d'autres parents après leur mariage qu'en Europe du Nord. D'un autre côté, on constate que l'atmosphère à l'intérieur des familles est devenue plus détendue et plus ouverte, ce qui fait que les jeunes ont beaucoup plus la possibilité de mener leur vie propre tout en continuant à faire partie du foyer familial et, dans certains cas, en étant au moins en partie financièrement dépendants de leurs parents. Toutefois, il est particulièrement difficile de formuler des généralisations à ce propos compte tenu du fait, par exemple, que les jeunes femmes vivant chez leurs parents bénéficient encore d'une liberté d'action réduite par rapport aux jeunes hommes dans la même situation et aussi des différences importantes qui peuvent exister entre les divers pays d'Europe du Sud ou entre les régions à l'intérieur de ces pays.

**Dans les pays socialistes d'Europe centrale et orientale, les transitions en matière de vie familiale et de logement n'étaient pas moins pré-structurées que ne l'était le passage de l'école à la vie professionnelle.** La création d'un foyer indépendant était conditionnée en grande partie par le mariage et, dans les pays où le manque de logements se faisait particulièrement sentir, par le fait d'avoir des enfants et de vivre par conséquent dans un logement trop petit. Le caractère prévisible, contrôlé et protégé du déroulement des vies individuelles assurait le maintien des modèles, transitions et modes de vie traditionnels pour les jeunes. **Des changements spectaculaires sont intervenus pendant les années 90 dans toute la région.** Globalement, le nombre des mariages et des naissances a diminué respectivement de deux cinquièmes et d'un tiers. **L'âge moyen au moment du mariage augmente,** surtout dans les pays d'Europe centrale mais moins dans les pays de la CEI où la tradition du mariage relativement précoce semble se maintenir pour autant qu'elle reste financièrement possible. Les pays baltes évoluent rapidement vers le modèle des pays nordiques, tout particulièrement l'Estonie où le taux de mariage a baissé de deux tiers et où moins de 15% des jeunes âgés de 25 à 29 ans habitent encore chez leurs parents.

**Les modes de logement des jeunes dans cette partie de l'Europe sont maintenant très variés.** Dans certains pays, comme l'Azerbaïdjan et la Bulgarie, plus de la moitié des jeunes de plus de 25 ans habitent encore chez leurs parents. Dans d'autres, comme la Slovénie, la privatisation du marché du logement a rendu l'accès à un logement indépendant beaucoup plus difficile qu'auparavant. Au milieu des années 90, les deux cinquièmes des jeunes de 25 à 34 ans habitaient encore chez leurs parents ou d'autres membres de leur famille. En ex-Allemagne de l'Est, par contre, les jeunes adultes ont pu accéder à un logement indépendant plus tôt que leurs homologues de l'Ouest. Les logements y sont peut-être souvent de faible qualité mais ils sont relativement abondants et les loyers y sont en conséquence peu élevés.

Dans l'ensemble de l'Europe, à l'exception partielle des pays nordiques, **les politiques publiques du logement ne prévoient aucune disposition spécifique au sujet des besoins des jeunes,** sauf dans certaines situations très particulières. Il existe parfois certaines dispositions au sujet des sans-abri et des jeunes sans parents ou sans famille mais les années 90 ont vu se mettre en place des mesures de restriction et de suppression des prestations et de

l'aide sociale pour les jeunes dans tous les domaines. L'accès aux prestations restantes est conditionné par le mariage et le fait d'avoir des enfants, quel que soit l'âge des parents. Les jeunes adultes, dont les revenus sont plus faibles et qui sont de nouveaux entrants sur le marché du logement, se trouvent donc inévitablement défavorisés et doivent consacrer une proportion plus élevée de leurs revenus au loyer d'un logement indépendant. Les études et enquêtes en ce domaine montrent également de manière systématique que **les jeunes aimeraient idéalement vivre de manière indépendante mais qu'ils n'en ont pas les moyens.**

**D'un autre côté, les jeunes se déclarent**, dans l'ensemble, **satisfaits de leurs conditions de logement**, y compris lorsqu'ils vivent chez leurs parents. Ils sont conscients du fait que, s'ils partent, ils devront payer plus pour des conditions de logement moins bonnes que celles dont ils disposent chez leurs parents ; l'accès à l'indépendance a un prix. Certaines enquêtes semblent indiquer que, dans de nombreux cas, le désir de quitter le logement familial a moins à voir avec la qualité des relations avec les parents qu'avec les conditions de logement elles-mêmes, en particulier le manque de place. Il est plus fréquent, en fait, pour les jeunes familles de vivre dans des conditions insatisfaisantes et trop étroites que pour les jeunes adultes de moins de 25 ans.

La situation est assez différente, cependant, pour les jeunes qui souffrent déjà d'un certain nombre d'autres désavantages et tout particulièrement du chômage. Ces jeunes considèrent le plus souvent leurs conditions de logement comme insatisfaisantes ou trop chères dans le cas où ils occupent un logement indépendant. **Les jeunes ayant quitté le logement familial qui se trouvent au chômage et vivent seuls ou avec un partenaire qui ne travaille pas sont exposés à un risque très élevé de pauvreté.** Ce fait explique une différence en apparence paradoxale entre l'Europe du Nord et l'Europe du Sud. Le nombre de jeunes qui quittent le domicile familial avant 25 ans est en effet beaucoup moins élevé en Europe du Sud. Le fait d'habiter chez leurs parents protège la plupart des jeunes de la pauvreté, quelle que soit leur situation en matière d'emploi. En Europe du Nord, malgré l'existence de dispositions sociales plus favorables, l'Etat et les politiques publiques ne peuvent fournir un degré équivalent de protection contre l'exclusion que celui offert par les familles.

**Les parents et la famille ont toujours constitué une source importante de soutien et d'aide financière aux jeunes** pendant la période où ceux-ci négocient le passage à l'indépendance économique et à la création d'un foyer et d'une famille. Les données montrent qu'on assiste aujourd'hui en Europe à un retour aux « anciens modèles » de ce point de vue, avec cette différence qu'une période intermédiaire de quasi-(in)dépendance pour les jeunes est apparue et tend à se prolonger. La deuxième moitié du 20<sup>ème</sup> siècle peut donc être considérée plutôt comme une exception que comme la règle en ce domaine. Dans de nombreuses (mais non toutes) régions d'Europe et pendant des périodes de durée différente, **la croissance de l'emploi et les systèmes étendus d'aide publique** ont fourni à un pourcentage important de jeunes les moyens d'accéder par eux-mêmes à une indépendance et à une autonomie plus grandes. **Ces conditions favorables ont disparu vers la fin du siècle** et, en certains endroits, avec des conséquences dramatiques.

**Les parents et la famille doivent maintenant intervenir pour combler les lacunes des systèmes d'aide** et ils doivent le faire dans des conditions économiques et sociales profondément modifiées. Les parents apportent fréquemment une aide financière à leurs enfants pour leur permettre d'accéder à un logement indépendant. En France et au Portugal, par exemple, au milieu des années 90, les trois cinquièmes des jeunes de moins de 25 ans

recevaient une aide de ce type. Pendant les années 90, les jeunes entrepreneurs des pays de la CEI ont eu beaucoup plus de chances de réussir dans le cas où ils pouvaient s'appuyer sur une aide de départ de leur famille et de leurs amis, les banques ne s'étant pas montrées généreuses à l'égard des jeunes créateurs d'entreprises. Dans l'Union européenne, un cinquième des jeunes salariés de 15 à 24 ans déclarent recevoir la plus grande partie de leurs ressources financières de leurs parents et de leur famille. Ceci est vrai également de la majorité des jeunes qui ne sont ni étudiants, ni salariés. Sauf dans les pays nordiques, **les jeunes adultes cherchant à combiner travail salarié et vie de famille n'attendent ni des pouvoirs publics, ni des employeurs, ni des syndicats qu'ils leur fournissent les mesures et prestations nécessaires.** Ils prévoient au contraire de s'appuyer sur l'aide de leur famille ou sur leur ingéniosité et sur leurs propres ressources.

Enfin, il n'existe guère de données indiquant qu'il serait notablement plus facile pour les jeunes d'aujourd'hui de parvenir à un équilibre entre travail et vie de famille que cela ne l'était pour leurs parents et leurs grands-parents. Les aspirations des jeunes à ce sujet ne font cependant aucun doute. **Les jeunes recherchent une qualité de vie dans tous les domaines et ils espèrent trouver des opportunités d'emploi et des conditions de travail leur permettant de trouver un équilibre entre satisfaction professionnelle et niveau de revenus adéquat, d'une part, et intérêts personnels et exigences de la vie de famille, d'autre part.** Les réalités, cependant, sont assez différentes et ne sont pas sans conséquences du point de vue de l'équilibre entre les sexes. Bien qu'il soit moins fréquent pour les salariés de l'UE de moins de 25 ans de travailler de nombreuses heures que pour les salariés de 30 à 35 ans, un cinquième des jeunes hommes déclarent travailler plus de 50 heures par semaine (surtout en Grèce et au Royaume-Uni) et une jeune femme sur dix seulement. Beaucoup de jeunes femmes sont employées à temps partiel, surtout, mais pas seulement, dans le cas où elles ont des enfants. Certaines enquêtes montrent que dans l'UE, il n'existe pas réellement de différences entre les parents de 20 à 25 ans et les parents de dix plus âgés en ce qui concerne la personne qui s'occupe des enfants : il s'agit presque toujours des mères et, en moyenne, de la moitié des pères. Cette moyenne masque cependant, comme cela est souvent le cas, de très fortes disparités entre les pays, les jeunes hommes des pays nordiques et des Pays-Bas étant les modèles en matière de bonnes pratiques. Ceci montre que, même là où les jeunes femmes et, aujourd'hui de façon moins nette, les jeunes hommes souhaitent trouver un équilibre entre les différents aspects de leur vie, **nous sommes loin de créer les conditions sociales et de travail favorables de ce point de vue.** Les conditions actuelles risquent, par bien des aspects, de contribuer à la reproduction des rôles sexuels traditionnels, au plus tard à la venue du premier enfant, et ne permettent pas d'établir un équilibre positif entre travail et vie individuelle pour les jeunes et les couples.

### ☐ **Modes de transition à l'âge adulte : Tendances fondamentales**

- ☐ Les jeunes d'aujourd'hui en Europe font l'expérience d'un allongement et d'une complexification des modes de transition à la vie adulte. Les modèles standardisés d'accès à l'emploi et de création d'une famille sont remplacés par des parcours marqués par une très grande flexibilité.
- ☐ La durée de la période d'éducation et de formation à plein temps s'est allongée. Dans la plupart des régions d'Europe, le taux de participation aux filières d'éducation après la scolarité obligatoire et le taux de participation à l'enseignement supérieur augmentent régulièrement.
- ☐ La création d'un foyer indépendant et d'une nouvelle famille intervient plus tard qu'auparavant. Le taux de mariage a baissé et l'âge au moment du mariage a augmenté. Le taux de fécondité a baissé, l'âge à la naissance du premier enfant a augmenté et un pourcentage plus élevé de femmes sont sans enfant.
- ☐ Dans toute l'Europe, les jeunes restent vivre chez leurs parents plus longtemps qu'auparavant. Les jeunes d'Europe du Sud et de la plupart des PECO/CEI ne quittent en général le domicile familial qu'au moment de leur mariage mais il est plus fréquent pour leurs homologues d'Europe du Nord de vivre en cohabitation ou de vivre un style de vie célibataire.
- ☐ Le taux de chômage des jeunes est, dans toute l'Europe, nettement plus élevé que le taux de chômage général mais il est particulièrement élevé en Europe du Sud, dans les PECO et surtout dans les zones touchées par la guerre de l'Europe du Sud-Est et dans les pays de la CEI.
- ☐ Partout en Europe, les jeunes sont sur-représentés dans les emplois marginaux et précaires, mais de différentes manières et à des degrés divers. En Europe de l'Ouest, les emplois à temps partiel sont particulièrement fréquents. En Europe du Sud, les contrats à durée limitée sont courants. Dans la région des PECO/CEI, les jeunes sont le plus souvent confinés dans des emplois occasionnels et non réglementés, c'est-à-dire sans aucun contrat formel.
- ☐ Une proportion croissante de jeunes combinent études et travail salarié. Certains jeunes voient là un moyen d'enrichir leurs compétences et leur expérience professionnelle mais la motivation essentielle est le besoin d'un revenu, les opportunités d'emploi flexibles offertes par le marché du travail jouant également un rôle d'incitation.
- ☐ Ni les jeunes adultes, ni leurs parents n'attendent de l'Etat, des employeurs ou des syndicats qu'ils remplissent le vide laissé par la réduction des prestations sociales et des aides intervenue dans tous les pays au cours de la dernière décennie. Ils s'appuient en général sur leur ingéniosité en se soutenant mutuellement.

### 3 Nouvelles formes d'inclusion et d'exclusion

Les jeunes d'Europe, lors de leur parcours à travers les différents niveaux et formes du système éducatif, le marché du travail et les réseaux familiaux et sociaux, se trouvent devant certaines formes d'inclusion et d'exclusion sociale. Le processus économique et culturel de la mondialisation, qui affecte toutes les régions du monde, y compris l'Europe, modifie les modèles établis de différenciation sociale et leurs modes de reproduction d'une génération à l'autre. Ce processus a pour effet de détruire ou de transformer certains des vieux modèles mais il en engendre également de nouveaux. Les conséquences les plus visibles du changement se font sentir à la fois au cœur et dans les marges de nos économies et de nos sociétés, sous la forme d'opportunités nouvelles d'accéder à une vie autonome et satisfaisante pour certains et de précarité et d'appauvrissement pour d'autres.

L'importante relative des « anciennes inégalités » (comme celles liées à l'origine sociale et au sexe) et des « nouvelles inégalités » (comme le fossé numérique et le monolinguisme) dans la détermination des opportunités et des risques pour les individus est aujourd'hui discutée. La nature et les conséquences des processus d'individualisation du point de vue des identités personnelles et des solidarités sociales jouent un rôle important dans cette discussion visant à décrire et à comprendre le passage d'économies industrielles à des économies post-industrielles ou, pour utiliser la terminologie en usage actuellement, la transition vers les sociétés d'information, à base de savoir et en réseau. Bien que nous ne disposions pas encore de réponses à ces questions, il est clair que le changement social n'est pas un processus simple allant systématiquement dans la même direction dans tous les pays. Des modèles traditionnels et des modèles modernes et tournés vers l'avenir coexistent en effet dans ce processus et entrent fréquemment en collision les uns avec les autres. Le processus de désindustrialisation, par exemple, est un processus commun au Royaume-Uni et à la Roumanie. Dans le premier pays, ce processus se traduit par une augmentation de la part des emplois dans le secteur des services, tandis que dans le second, la force de travail s'oriente vers les activités agricoles. La croissance de l'emploi dans le secteur agricole, cependant, s'accompagne en Roumanie d'un taux de pénétration de la téléphonie mobile qui est l'un des plus élevés d'Europe.

**Les changements sociaux actuels en Europe se traduisent à la fois par une augmentation des opportunités et des choix et par un renforcement des risques et des contraintes pour l'ensemble des citoyens**, bien que cette évolution prenne des formes spécifiques très différentes au niveau des individus et des groupes. Ces changements affectent tout particulièrement les jeunes dans la mesure où ils doivent planifier leur vie dans des conditions économiques et sociales en plein bouleversement. Ces changements ont aussi des effets spécifiques sur les jeunes précisément parce qu'ils sont jeunes, c'est-à-dire à une étape de leur vie où leur endurance et leurs compétences sont soumises à une multitude de demandes simultanées. Autrement dit, **les jeunes ne traversent pas seulement une étape unique de leur vie mais ils grandissent également à une époque et en un moment très particuliers de l'histoire européenne**. Ceci, naturellement, est particulièrement visible dans le cas des jeunes d'Europe centrale et orientale. Les incertitudes et les risques auxquels ils sont confrontés sont évoqués plus en détail ci-dessous. Ces jeunes, cependant, voient aussi s'offrir à eux de très nombreuses opportunités nouvelles de participation à l'éducation publique et privée, à des activités commerciales de type occidental, à des entreprises nouvellement créées, à des institutions publiques privatisées et à des activités professionnelles indépendantes. Ce type d'évolution signifie que **les jeunes d'aujourd'hui en Europe**, quelle que soit la région où ils habitent et peut-être plus que jamais auparavant, **doivent acquérir et mettre en**

**pratique des capacités nouvelles de gestion de leur vie et de réflexion.** Toutefois, beaucoup de jeunes manquent encore d'opportunités en ce domaine et l'intervention en ce domaine constituera, par conséquent, un défi majeur pour les politiques de la jeunesse dans les décennies à venir, afin de répondre efficacement aux risques qu'entraînent les nouvelles formes d'inclusion et d'exclusion sociale.

### 3.1 Inégalités en matière d'éducation

Les jeunes sont pleinement conscients de l'importance de l'éducation et de la formation pour leur intégration sociale, même s'ils sont très critiques à l'égard des systèmes existants et de leur expérience en ce domaine. **L'incapacité à acquérir un diplôme ou une qualification formelle ouvre de manière toujours plus certaine la voie à l'exclusion économique et sociale** en Europe d'aujourd'hui. Paradoxalement, l'élévation générale des résultats formels s'accompagne d'un renforcement des inégalités pour ceux qui ne parviennent pas à « atteindre le niveau ». Les taux d'abandon ont en effet augmenté dans certains pays, en particulier dans les zones touchées par la guerre des Balkans et du Caucase, mais aussi dans les régions économiquement défavorisées de nombreuses parties du continent, et surtout en Europe du Sud. En Europe du Nord et de l'Ouest, les taux d'abandon continuent à baisser mais il devient de plus en plus difficile d'atteindre les jeunes qui ont le plus besoin d'aide. Il est très vraisemblable que seules les méthodes et contextes d'apprentissage informels et non-formels pourront réussir de ce point de vue. Certaines données montrent aussi clairement que les jeunes hommes appartenant à des milieux défavorisés et les jeunes appartenant à certaines (mais non toutes) minorités ethniques et d'origine immigrée sont les plus exposés aux risques d'abandon et d'échec.

#### **Les disparités régionales en matière d'opportunités éducatives s'accroissent également.**

Dans les pays baltes et les pays d'Europe centrale, les taux d'inscription des jeunes adultes dans l'enseignement secondaire et supérieur ont augmenté au cours des années 90 mais dans les pays de la CEI, en Roumanie et dans la République Tchèque, ces mêmes taux ont baissé. En Géorgie, le taux d'achèvement de la scolarité obligatoire a diminué d'un quart. En Albanie, en Bulgarie et en Roumanie, l'échec au niveau de la scolarité de base touche un cinquième de chaque cohorte d'âge. La moitié des enfants Roms de 7 à 16 ans vivant en Bulgarie ne sont pas scolarisés. Les taux d'abandon varient énormément dans l'ensemble de la région des PECO/CEI et augmentent généralement de l'Ouest à l'Est et du Nord au Sud. Ces taux peuvent aussi atteindre des niveaux relativement élevés dans les pays présentant par ailleurs des taux élevés de participation à l'enseignement supérieur, comme la Slovénie. Ceci montre qu'il s'agit là de systèmes d'éducation hautement sélectifs comportant des goulots d'étranglement précoces du point de vue de l'accès mais autorisant des niveaux élevés de participation aux élèves qui réussissent à « tenir le coup ». Il est important d'ajouter que **dans certains pays, les taux d'achèvement du primaire sont encore problématiques**, notamment en Roumanie et en Russie, surtout dans les régions rurales.

On observe au sommet et à la base de la pyramide des qualifications des formes spécifiques d'inclusion et d'exclusion agissant en parallèle. Au sommet de la pyramide, c'est-à-dire au niveau des titulaires de diplômes de l'enseignement supérieur, certaines différenciations opèrent en relation avec le type de qualifications obtenues et les institutions d'origine de ces qualifications. A la base de la pyramide, c'est-à-dire au niveau des jeunes les moins qualifiés ou totalement dépourvus de qualification, des différenciations se produisent en fonction de la situation des marchés du travail locaux et des modalités selon lesquelles les systèmes institutionnalisés de transition structurent au préalable les opportunités et les risques. Aux

deux extrémités de la chaîne, **les jeunes éprouvent les effets de l'inflation des diplômes et, dans ce processus, les écarts se creusent entre les jeunes** qui cherchent tous à bien démarrer dans la vie adulte. Ceux qui sont au sommet de la pyramide empêchent ceux qui sont situés plus bas d'avancer, tandis que ceux qui sont en base de la pyramide se trouvent rejetés à l'extérieur.

Dans les PECO, les investissements publics dans l'éducation et la formation professionnelle ont baissé sans être compensés par ceux des employeurs et des entreprises. Les programmes de formation en entreprise sont peu répandus dans cette partie de l'Europe, surtout dans les régions rurales. Comme toujours, le resserrement des opportunités de formation affecte en priorité les jeunes des milieux défavorisés, la situation des jeunes Roms étant de ce point de vue la pire. D'une manière générale, **dans les anciens pays socialistes, l'accès à l'éducation et à la formation dépend aujourd'hui fortement des moyens financiers**. Les formes d'enseignement privé se sont multipliées dans la région mais les institutions publiques, elles aussi, ont introduit des droits d'inscription et les manuels et le matériel scolaires ne sont plus fournis gratuitement aux élèves. En Bulgarie, en Lettonie et en Roumanie, par exemple, les taux de participation à l'enseignement secondaire varient maintenant fortement entre les jeunes en fonction du niveau de revenu des familles. Les jeunes issus des familles situées dans la fourchette supérieure des revenus ont beaucoup plus de chances de rester dans le secondaire que ceux qui sont issus de la fourchette la plus basse, l'écart entre les deux groupes pouvant atteindre 40%.

### 3.2 Inégalités entre les sexes

Comme indiqué dans le chapitre précédent, à niveau équivalent, les jeunes femmes obtiennent maintenant des résultats éducatifs supérieurs à ceux des jeunes hommes. Toutefois, leur niveau de participation à l'éducation et à la formation continue à diminuer après le deuxième cycle du secondaire. **La situation en ce domaine ne reflète pas nécessairement les écarts Nord-Sud et Est-Ouest**. La Bulgarie, l'Estonie et le Portugal, par exemple, présentent les taux de participation les plus élevés des jeunes femmes dans l'enseignement supérieur. En Autriche, en Allemagne, aux Pays-Bas et en Grèce, par contre, les jeunes hommes dominent toujours le terrain. Dans les pays de la CEI, les jeunes femmes sont encore fortement sous-représentées dans l'enseignement supérieur, leurs taux de participation ayant dans certains cas reculé au cours des années 90.

Dans de nombreuses régions d'Europe, les taux de participation demeurent élevés jusqu'à l'obtention des premiers diplômes universitaires mais baissent ensuite nettement après le premier cycle du supérieur, tout particulièrement au niveau des doctorats. Là où existent des cycles « courts » et des cycles « longs » d'enseignement supérieur, les jeunes femmes sont en général sur-représentées dans les premiers. **La répartition par sexe entre matières et spécialités d'enseignement reste assez marquée, quoiqu'un peu moins dans les PECO que dans les Etats membres de l'UE**. A partir du moment où les systèmes d'éducation et de formation permettent une spécialisation et des filières spécialisées, des différences entre les sexes apparaissent dans le choix des études et de l'orientation professionnelle. Ceci est particulièrement manifeste dans l'éducation et la formation professionnelle, à tous les niveaux. Les jeunes femmes sont particulièrement sous-représentées dans les filières scientifiques et technologiques spécialisées et dans les professions manuelles et techniques.

Ces différences entre les sexes existent de longue date et résistent au changement, malgré les nombreuses initiatives adoptées dans l'ensemble de l'Europe pendant le dernier quart de siècle pour favoriser une plus grande égalité entre les sexes. Les raisons de leur persistance sont complexes. Elles sont liées à la fois aux modes de socialisation à l'intérieur de la famille et à certains aspects qualitatifs des systèmes éducatifs. Certaines formes instituées de répartition des emplois entre les sexes, renforcées par le manque de flexibilité des conditions d'emploi et de l'organisation des carrières, rendent difficile la conciliation entre vie professionnelle et exigences familiales. **Ces différents facteurs se rejoignent pour induire les jeunes femmes à prendre des décisions en matière d'études et de formation professionnelle qui tendent à reproduire les modèles existants.** Le marché du travail et l'organisation de l'emploi, cependant, changent rapidement et il se pourrait que les jeunes femmes se trouvent progressivement mieux placées pour tirer profit des nouvelles demandes en matière de compétences qui privilégient un type de qualités et de capacités plus fréquemment associées avec les normes culturelles de la féminité.

Comme indiqué plus haut, **les jeunes hommes ayant un niveau d'éducation peu élevé sont particulièrement exposés au risque de marginalisation et d'exclusion sociale mais ceci ne doit pas pour autant conduire à négliger les situations souvent désespérées dans lesquelles se trouvent certaines jeunes femmes**, quel que soit leur niveau d'éducation. Les très jeunes mères, par exemple, peuvent se heurter à des obstacles pour poursuivre leur scolarité ; et les jeunes femmes appartenant à des minorités ethniques peuvent être empêchées de poursuivre leurs études. Les données relatives aux pays de l'UE à partir de 1995 indiquent que 5% des jeunes femmes sans enfants de 17 à 25 ans se décrivent comme des ménagères à plein temps et ce pourcentage est encore plus élevé parmi les femmes d'un niveau d'éducation inférieur. Toutefois, ici encore, les différences entre pays sont très marquées. Dans la majorité des cas, le pourcentage des jeunes femmes dans cette situation se situe entre 5 et 8% mais en Grèce, par exemple, il atteint 15%.

En outre, entre 3 et 5% des jeunes femmes des pays d'Europe du Sud indiquent qu'elles effectuent un travail non rémunéré à l'intérieur de la ferme ou de l'entreprise familiale. Et ces chiffres ne semblent pas diminuer avec l'âge, ce qui montre qu'**au moins dans certaines parties de l'Europe, une petite minorité de jeunes femmes se trouvent entièrement absorbées dans un cadre économique et social de nature familiale à une date très précoce**, bien avant en tous cas d'avoir atteint le seuil décisif que constitue l'achèvement du deuxième cycle du secondaire. Il est probable que les chiffres concernant l'Europe du Sud-Est et les pays de la CEI sont encore plus élevés mais les données manquent à ce sujet. Il est aussi important d'ajouter que les jeunes hommes d'Europe du Sud, surtout en Grèce, indiquent également travailler sans rémunération à l'intérieur de leur famille ; ces jeunes ont aussi le plus souvent un niveau d'éducation peu élevé mais, dans ce cas, les chiffres correspondants diminuent régulièrement avec l'âge et, après 30 ans, les jeunes hommes disparaissent presque entièrement de cette catégorie d'activité. Autrement dit, ces jeunes hommes sont réabsorbés par le marché de l'emploi alors que les jeunes femmes restent confinées à l'intérieur de l'économie familiale et se trouvent de plus en plus détachées de la sphère publique.

### 3.3 Chômage

Après 1989, **le taux général de chômage et le taux de chômage des jeunes ont connu une augmentation rapide et brutale en Europe centrale et orientale** et encore plus **dans les républiques nouvellement indépendantes du Caucase et d'Asie centrale. Le taux de**

**chômage des jeunes est en moyenne dans la région deux fois plus élevé que celui de l'ensemble de l'UE.** Les chiffres les plus élevés sont ceux des pays d'Europe du Sud-Est et de la CEI, c'est-à-dire les pays ayant été touchés par des conflits armés et les moins prospères sur le plan économique. En Azerbaïdjan, par exemple, la moitié des jeunes de 15 à 25 ans sont sans emploi. **Un fossé Nord-Sud s'est en fait creusé dans la moitié Est du continent européen** ; les taux de chômage de pays comme la Bulgarie, « l'Ex-République yougoslave de Macédoine », la Géorgie, la Serbie et le Monténégro sont beaucoup plus élevés que ceux de la République Tchèque, de l'Estonie et de la Hongrie. Il va sans dire que la prise en compte du chômage invisible et non déclaré aurait pour effet d'accroître ces chiffres.

Malgré la **baisse du taux de chômage des jeunes** un peu partout à la fin des années 90, les chiffres restent très variables à l'intérieur de l'UE et **restent de manière chronique élevés dans des pays comme la Grèce et l'Italie**, où un sur trois des jeunes âgés de 15 à 24 ans est privé d'emploi. **Dans les différents pays de l'UE, le taux de chômage des jeunes est en moyenne deux fois plus élevé que le taux de chômage général** (sauf en Autriche, en Allemagne et en Suède où l'écart entre les deux taux est faible, principalement du fait de certaines dispositions en matière d'éducation et de formation existant dans ces pays). Il importe également de rappeler que l'emploi a connu une évolution assez différente selon les pays pendant les années 90, ce qui fait que la situation relative des jeunes peut avoir connu une amélioration, une détérioration ou bien être restée stable pendant la décennie, mais en relation avec des niveaux absolus très différents de chômage des jeunes au début et à la fin de cette période. Par conséquent, l'évaluation que peuvent faire les jeunes des opportunités et des risques qui se présentent aujourd'hui à eux par rapport à ce qu'était la situation il y a quelques années dépend non seulement des données en valeur absolue mais aussi des données relatives selon le temps et le lieu.

Les évaluations du pourcentage de **jeunes** de chaque cohorte d'âge **qui ne suivent pas des études ou une formation et qui n'occupent pas un emploi** varient en fonction des sources utilisées, qui constituent toutes des approximations partielles. Des analyses effectuées récemment sur la base des statistiques officielles indiquent qu'**un sur treize des jeunes de 16 à 19 ans vivant à l'intérieur de l'UE** fait partie de cette catégorie défavorisée, ici encore avec d'importantes différences entre les Etats membres ; la proportion est double, un jeune sur sept, dans certains pays comme l'Espagne. Les analyses s'efforçant de prendre en compte le chômage invisible aboutissent bien entendu à des chiffres encore plus élevés.

Les différences entre jeunesse urbaine et jeunesse rurale sont aussi liées aux disparités des opportunités en matière d'éducation et, surtout, d'emploi. **Il n'existe pas dans les régions rurales d'emplois en nombre suffisant** et les jeunes femmes sont les premières touchées par cette absence d'opportunités. C'est la raison pour laquelle tant de jeunes femmes d'origine rurale souhaitent poursuivre leurs études ; elles savent que le fait de vivre dans un environnement rural réduit leur champ d'action et leur liberté, comme certains travaux l'ont bien montré, par exemple, à propos de l'Italie du Sud. **Il est donc très fréquent chez les jeunes ruraux de vouloir aller vivre en zone urbaine** et de devoir le faire pour trouver un emploi. En Estonie, les deux cinquièmes environ des jeunes vivant dans des communautés rurales de petite taille (moins de 10.000 habitants) souhaitent partir pour de bon et un cinquième seulement affirment vouloir rester.

L'écart entre zones rurales et zones urbaines est encore plus prononcé dans les pays et les régions déprimées sur le plan économique. En Roumanie, par exemple, le taux de chômage des jeunes des régions rurales est deux fois et demi plus élevé que celui des jeunes des zones

urbaines qui dépasse pourtant largement les 10%. On retrouve des écarts semblables entre régions rurales et régions urbaines en Russie à propos des jeunes qui ne suivent ni études, ni formation et n'occupent aucun emploi. Toutefois, ces écarts doivent être rapportés à l'ensemble des données de la région : **dans tous les PECO et les pays de la CEI, un pourcentage très élevé de jeunes de 15 à 18 ans ne suivent ni études, ni formation et n'occupent (officiellement) aucun emploi.** La moyenne pour l'ensemble de la région atteint un tiers de cette cohorte d'âge et cela signifie par conséquent qu'il s'agit là de la situation normale d'une majorité de jeunes dans les pays les plus pauvres. Un nombre important de jeunes, dans tous les pays, ne sont pas déclarés comme chômeurs car ils savent que les agences de l'emploi ne peuvent les aider et qu'ils n'ont droit, en général, à aucune ou à très peu d'indemnités de chômage ou de prestations d'aide sociale.

Les sources de données concernant l'UE montrent clairement que les **différences régionales** (liées ou non aux écarts entre zones rurales et zones urbaines) **du point de vue des risques de chômage pour les jeunes se sont accrues au cours des années 90.** A la fin de la décennie, les 58 régions présentant un taux de chômage des jeunes inférieur à 10% étaient toutes situées dans la moitié nord de l'Union, le taux le plus bas étant celui de la Basse-Autriche. Toutefois, dans 18 régions, le taux de chômage des jeunes atteignait 40% ; toutes ces régions, à l'exception d'une région finnoise, se trouvaient en Europe du Sud, le taux le plus élevé étant celui de la Calabre en Italie. On ne dispose pas de données systématiques comparables pour les PECO/CEI mais il est pratiquement certain que les taux sont plus élevés et les écarts entre eux aussi importants.

De nombreuses études, en particulier des enquêtes qualitatives à petite échelle, montrent que **le chômage est beaucoup plus fréquent chez les jeunes des minorités ethniques, en particulier les jeunes d'origine immigrée.** L'absence d'enquêtes et de statistiques systématiques à grande échelle rend difficiles les comparaisons entre pays et entre groupes mais la réalité de la situation ne fait guère de doute. Les préjugés et les pratiques discriminatoires des employeurs jouent certainement un rôle. Les jeunes appartenant à ces catégories sont plus fortement représentés parmi les niveaux d'éducation et de qualification les plus bas, ce fait étant lié aux inégalités sociales. La baisse de la demande de main d'œuvre peu qualifiée affecte donc de manière disproportionnée les minorités ethniques. Dans les PECO/CEI, la disparition rapide des entreprises d'Etat a en outre accentué le problème.

**Les conditions contractuelles et le niveau de rémunération des jeunes qui occupent un emploi se sont détériorées,** notamment du fait de l'augmentation des emplois temporaires, à temps partiel et occasionnels. Ceci entraîne également une baisse de la protection sociale des jeunes salariés. Les jeunes sont aussi plus fréquemment employés dans des petites entreprises du secteur privé où les mesures de protection sociale à l'intention des salariés sont fréquemment moins bien appliquées. Bien que la tendance générale à la « flexibilisation » et aux contrats de travail non-standards affecte les individus de tous âges et les jeunes de l'ensemble de l'Europe, les modalités de cette évolution varient selon les pays. Par exemple, **dans les pays d'Europe du Sud et de l'Est, le marché de l'emploi informel et le travail au noir sont certainement plus répandus** que dans le nord et l'ouest de l'Europe. Les chiffres avancés à ce sujet constituent nécessairement des évaluations mais on peut raisonnablement supposer qu'un tiers des PIB nationaux dérive en moyenne du secteur informel, cette proportion étant beaucoup plus importante encore dans les pays de la CEI. Dans ces pays en particulier, **les jeunes cherchant un emploi principal se trouvent en concurrence avec les adultes qui recherchent un deuxième emploi** ; autrement dit, les deux groupes ont recours au même type d'emplois à des fins différentes et avec des points de départ très différents. Un

grand nombre d'emplois du service public sont devenus des « sinécures » mal rémunérées qui fournissent un revenu de base insuffisant pour mener une vie normale. Il n'est donc pas surprenant, dans ces conditions, que les jeunes de cette partie de l'Europe accordent une plus grande importance au revenu offert par un emploi que leurs homologues occidentaux. Dans des marchés du travail aussi concurrentiels offrant si peu de perspectives d'emploi décentes, le capital culturel, individuel et social gagne aussi en importance. En d'autres termes, de nouveaux types d'inégalités sont apparus entre les jeunes en Europe centrale et orientale, non que les inégalités aient été absentes avant 1989, mais à ces inégalités sont venues s'ajouter aujourd'hui des disparités relativement nouvelles en matière d'opportunités.

### 3.4 Pauvreté

Dans toute l'Europe, les enfants et les jeunes (à la seule exception des moins de 16 ans au Danemark) sont sur-représentés parmi les pauvres, quelle que soit la définition retenue de la pauvreté. Les niveaux de pauvreté et de prospérité étant extrêmement variables d'un pays ou d'une région à l'autre, **les facteurs de vulnérabilité relative et absolue à la pauvreté, en se combinant, produisent d'importantes différences entre jeunes** selon plusieurs niveaux : entre les pays et les régions, par rapport à d'autres groupes d'âge, en relation avec l'origine sociale ou ethnique et les circonstances familiales et en fonction des niveaux éducatifs et de la situation en matière d'emploi.

Bien que les différences économiques entre Europe de l'Est et de l'Ouest et entre Europe du Nord et du Sud constituent des facteurs structurants évidents de ce point de vue, **il n'existe en fait qu'une corrélation partielle entre la prospérité nationale et le niveau des inégalités économiques à l'intérieur de chaque pays**. Autrement dit, les mesures et politiques d'aide sociale ont un impact réel mais lorsque le niveau de ressources est peu élevé, les possibilités de redistribution sont réduites et leur impact bien moindre. En outre, lorsque la productivité dans le secteur formel est peu élevée et qu'il existe parallèlement une économie informelle importante, il se produit un glissement inévitable vers la privatisation des ressources et une baisse correspondante des moyens disponibles pour les mesures d'investissement social et de redistribution sur la base de fonds publics. Quel que soit l'indicateur utilisé (niveaux de production économique, dépenses des ménages et pratiques en matière d'épargne, coefficients *Gini*, niveau de chômage, prestations et transferts sociaux), **on ne peut nier la position très défavorable des pays du Sud, du Sud-Est et de l'Est de l'Europe** par rapport à celle des pays d'Europe de l'Ouest et du Nord. Toutefois, **les inégalités de revenus se sont aussi accrues dans la plupart des Etats membres de l'UE depuis les années 80**, bien qu'il soit difficile de tirer des conclusions générales quant à la poursuite de cette tendance car on ne dispose toujours pas de données comparables pour les cinq dernières années.

La situation économique défavorable des jeunes par rapport à celle des plus de 25 ans peut être attribuée pour une grande part à leur niveau de revenus moindre, déterminé à la fois par le type d'emplois qu'ils occupent et par le fait qu'ils sont de nouveaux entrants sur les marchés du travail et du logement. Les périodes de chômage et l'allongement de la durée de l'éducation et de la formation agissent dans le sens d'une baisse des revenus aussi bien à un niveau individuel qu'en termes agrégés. D'un autre côté, les jeunes qui habitent chez leurs parents bénéficient le plus souvent d'un revenu disponible plus élevé et d'un meilleur niveau de logement. Ces jeunes bénéficient ou souffrent des mêmes conditions matérielles que les autres membres de la famille. Toutefois, lorsqu'ils quittent le domicile parental, leur niveau de vie connaît en général une baisse (particulièrement notable, pour ce qui concerne l'UE, en Finlande et aux Pays-Bas) et lorsque leur situation matérielle est défavorable dès le départ, il

existe pour eux un risque très réel de tomber au-dessous du seuil de pauvreté. **Ce risque est particulièrement élevé pour les jeunes qui ne peuvent compter, dans cette situation, sur le soutien de leurs parents, de leur famille ou de réseaux sociaux.**

**Les jeunes des PECO/CEI sont fortement dépendants du soutien financier de leur famille.** A la fin des années 90, plus de la moitié des jeunes Russes de 18 à 29 ans se trouvaient dans cette situation et un sur dix de ces jeunes recevaient en outre l'aide d'amis ou de voisins. Près des quatre cinquièmes des jeunes Estoniens sans emploi désignent leurs parents comme principale source de revenus. Comme indiqué au chapitre précédent, dans toute l'Europe, les jeunes sont aujourd'hui plus dépendants de leurs parents, pour une partie au moins de leurs revenus, que cela n'était le cas il y a dix ans ou plus et des tendances semblables s'observent également dans les pays de l'UE.

Venons-en maintenant à l'identification des jeunes les plus vulnérables du point de vue de la pauvreté. Les données disponibles indiquent qu'**une des situations les pires est de se trouver sans emploi dans un pays dont le taux de chômage est comparativement peu élevé.** A la fin des années 90, par exemple, les deux cinquièmes au moins des jeunes chômeurs d'Allemagne et du Royaume-Uni vivaient dans des foyers composés uniquement de chômeurs. Les comparaisons portant sur les jeunes chômeurs des pays nordiques montrent également que l'expérience du chômage est vécue de manière particulièrement négative dans les pays ayant un taux de chômage peu élevé et une forte tradition d'« éthique du travail » (comme l'Islande et la Norvège). Ceci illustre bien **l'intensité des processus de polarisation sociale dans certaines au moins des économies européennes les plus prospères**, qui amènent les jeunes à cumuler en grandissant toute une série de désavantages les conduisant presque inexorablement à la marginalisation et à l'exclusion.

Certaines analyses récentes des données concernant le milieu des années 90 du *Household Panel* de la Commission européenne parviennent à la conclusion que **la meilleure protection contre la pauvreté pour les jeunes de 17 à 25 ans consiste à occuper un emploi en habitant chez ses parents ou en vivant avec un partenaire ayant aussi un emploi.** Seuls 13% des jeunes dans cette situation se trouvent au-dessous du seuil de pauvreté (défini comme le cinquième représentant le niveau le plus bas de l'échelle nationale de répartition des revenus). Par contre, près des trois cinquièmes des jeunes ayant quitté le domicile parental qui sont au chômage et vivent avec un partenaire sans emploi vivent en situation de pauvreté. En outre, **la polarisation des risques** en relation avec ces facteurs **s'intensifie avec l'âge** : la vulnérabilité à la pauvreté à 17 ans amène à une vulnérabilité encore plus grande à 25 ans, tandis qu'un meilleur degré de protection contre la pauvreté à 17 ans conduit à une protection encore meilleure à l'âge de 25 ans. Ce phénomène est à l'origine de **l'exclusion sociale extrême et difficile à traiter de certaines catégories spécifiques de jeunes des pays d'Europe du Nord.** En Europe du Sud, une proportion beaucoup plus élevée de jeunes vivent dans des conditions matérielles défavorables mais pas nécessairement désespérées. Le fait de ne pas avoir d'emploi et de ne pas disposer d'une source stable de revenus autre que les transferts parentaux pendant de longues périodes est une situation répandue, quasiment normale ; et l'« économie familiale » protège dans une certaine mesure tous ses membres. On ne dispose pas de données comparables pour l'Europe centrale et orientale mais on peut raisonnablement supposer que la situation est dans ces pays plus proches de celle d'Europe du Sud que d'Europe du Nord. Ceci ne veut certainement pas dire que la pauvreté des jeunes est moins prévalente dans l'une ou l'autre de ces macro-régions que dans la moitié nord de l'Europe mais suggère que les risques y sont structurés de manière différente et ont différents types de conséquences à long terme.

### **Inégalités : Tendances fondamentales**

- ❑ Les changements sociaux actuels sont sources à la fois d'un plus grand nombre d'opportunités en matière d'inclusion et de risques d'exclusion accrus. L'acquisition de capacités de gestion de la vie constitue un facteur déterminant pour survivre et s'adapter.
- ❑ Les inégalités de répartition des revenus se sont accrues au cours des vingt dernières années en Europe de l'Ouest et elles ont augmenté très fortement pendant la dernière décennie dans les PECO/CEI. Il en résulte un risque accru de pauvreté pour les jeunes.
- ❑ Dans toute l'Europe, la dépendance économique des jeunes à l'égard de leur famille et de certains réseaux sociaux augmente et, bien que les parents n'hésitent pas à apporter leur aide lorsqu'ils le peuvent, il s'agit pour eux d'une charge difficile à supporter.
- ❑ Les inégalités d'opportunités et de résultats en matière d'éducation se maintiennent sans diminuer. La polarisation des résultats et les conséquences qui en découlent est particulièrement inquiétante : l'augmentation des taux de participation à l'enseignement supérieur s'accompagne d'un niveau difficile à traiter d'échecs scolaires, les taux d'abandon augmentant même dans les pays des Balkans et du Caucase.
- ❑ L'accès à l'éducation et à la formation, au-delà de la scolarité de base, est maintenant déterminé dans de nombreux PECO/CEI par les ressources financières des individus et des familles.
- ❑ Les jeunes femmes ont su tirer profit des opportunités offertes par le développement de l'éducation en Europe mais certains modèles de différenciation entre les sexes selon les matières et les spécialités professionnelles se maintiennent.
- ❑ Les inégalités régionales dans l'accès à l'emploi persistent en Europe de l'Ouest entre le nord et le sud et de nouvelles disparités sont apparues en Europe de l'Est entre les marchés de l'emploi plus développés du nord et du centre et les marchés plus défavorisés du sud et de l'est, entre les zones urbaines et les zones rurales et entre les populations majoritaires et les jeunes appartenant à des minorités ethniques.
- ❑ Un pourcentage important des jeunes de 15 à 19 ans ne poursuit ni études et formation et est sans emploi. Ils constituent une petite minorité dans la grande partie de l'UE mais représentent une proportion plus importante en Europe du Sud et tout particulièrement en Europe du Sud-Est et dans les pays du Caucase.

## 4 Participation des jeunes à la vie politique et sociale

Pendant la dernière décennie, la question du degré et de la nature de **la participation des jeunes à la vie sociale et politique est passée au premier plan des préoccupations de la recherche et des responsables de l'élaboration des politiques**. Cet intérêt s'est d'abord manifesté par la reconnaissance que les formes instituées de « vie associative » perdaient de leur attrait pour les jeunes et que leur engagement dans la vie syndicale avait également diminué. Avec le développement des mouvements antinucléaires, pacifistes et écologistes depuis les années 70 en Europe de l'Ouest, les partis politiques traditionnels ont vu leur soutien diminuer au profit de nouvelles formations dont certaines, en particulier les partis verts, ont réussi à attirer suffisamment de votes pendant les années 80 pour devenir des concurrents sérieux.

Peu à peu, les hommes politiques et les décideurs ont commencé à se demander dans quelle mesure les organisations sociales et politiques traditionnelles des jeunes étaient représentatives des jeunes, au-delà de leur participation active. Ces questions se sont intensifiées après 1989. Les jeunes, en effet, ont été à l'avant-garde des mouvements sociaux ayant conduit à l'effondrement du socialisme d'Etat dans les pays d'Europe centrale et orientale. Ils ont manifesté clairement leur opposition aux anciens gouvernements et leurs critiques n'ont pu être étouffées par les organisations de jeunesse communistes. Il était alors impossible de savoir ce qui prendrait la place de ces organisations mais il semblait peu probable que des organisations de jeunesse de type occidental seraient à même de combler le vide. **Pendant les années 90, dans toute l'Europe, les jeunes ont manifesté leur distance et leur désillusion à l'égard des procédures de la démocratie représentative**. Beaucoup d'entre eux considèrent que ces méthodes et institutions ne permettent pas de prendre en compte de manière positive leurs besoins et leurs demandes, non plus d'ailleurs que ceux d'aucune autre catégorie, à l'exception des hommes politiques eux-mêmes, dont le statut et la réputation aux yeux des citoyens sont aujourd'hui très bas dans tous les pays.

En outre, **bien qu'ils soient généralement favorables à l'intégration européenne, un grand nombre de jeunes se montrent sceptiques à l'égard des mécanismes politiques et administratifs qui l'accompagnent**. Ces doutes sont aujourd'hui répandus parmi les jeunes des PECO, contrairement au très fort enthousiasme initial en faveur de l'adhésion à l'UE. Il importe d'ailleurs d'ajouter que le point de vue des jeunes à ce sujet n'est pas très différent de celui des individus plus âgés ; il semble simplement de manière générale plus positif lorsqu'on l'analyse pays par pays. Il existe aussi parmi les jeunes un courant d'opinion important selon lequel la voie adoptée pour l'intégration européenne n'est pas la bonne car elle subordonne, premièrement, les intérêts sociaux aux intérêts économiques et, deuxièmement, elle privilégie la concurrence au détriment de la coopération. La majorité des jeunes se sentent concernés par la situation des pays en voie de développement et des pays sous-développés. **Ils n'ont pas envie de vivre dans une Europe repliée sur elle-même** et ils sont favorables à une répartition plus égale des ressources de la planète, au nom des valeurs humanitaires et de la justice sociale. Un nombre important de jeunes sont prêts à investir leur temps et leurs efforts dans des projets sociaux, locaux et environnementaux susceptibles de contribuer à la réalisation de ces objectifs, comme le montre amplement la popularité des programmes bénévoles d'aide et d'échange.

L'utilisation systématique de certains termes, comme celui de participation, entraîne inévitablement une certaine perte de précision. Il est important d'éviter que de tels mots ne se chargent de connotations positives ou négatives simplistes qui sont ensuite considérées

comme allant de soi. On observe, par exemple, **une tendance à considérer la participation comme nécessairement positive**, comme si la participation sociale et politique était en soi une « bonne chose ». **Certaines formes de participation, cependant, sont clairement anti-démocratiques et anti-sociales**, comme la violence entre groupes ethniques et culturels majoritaires et minoritaires ou l'engagement dans les partis politiques de type néo-fasciste. La participation peut aussi être indirectement à l'origine de certaines formes d'exclusion par la création de réseaux, de groupes et de structures auxquels il devient ensuite difficile à d'autres d'accéder.

Nous nous limiterons donc simplement ici à décrire brièvement certaines formes de participation des jeunes à des activités en faveur du changement social au niveau local, national, régional ou européen. De quelle manière les jeunes parviennent-ils à imprimer leurs points de vue sur les processus de changement et comment peuvent-ils agir sur ces processus dans un sens conforme à leurs aspirations ? **La participation socio-politique des jeunes est un aspect de leur situation sociale, mais aussi un indicateur de l'ouverture de nos sociétés et de leur capacité à prendre en compte l'apport des jeunes citoyens à la construction de l'avenir.** Le champ de la participation est, en principe, un champ étendu ; il englobe tous les domaines de la vie sociale, de la vie de famille et des activités locales à la politique formelle. A des fins de concision, il ne sera question dans le présent rapport que de la participation à la vie politique institutionnelle (élections, campagnes politiques et appartenance à des organisations politiques), la participation aux activités de contestation (mouvements sociaux, manifestations) et l'engagement civique (vie associative, participation locale, bénévolat). L'intérêt pour la vie politique et la confiance dans les institutions sociales et démocratiques constituent donc le fil directeur, complété par quelques informations sur l'attitude des jeunes à l'égard de l'intégration européenne.

#### **4.1 Participation à la vie démocratique moderne**

**Dans l'ensemble de l'Europe, les jeunes soutiennent largement la démocratie.** Seul un jeune sur dix considère que le système politique démocratique ne constitue pas une forme de gouvernement adaptée à son pays et se déclare favorable à d'autres modèles comme le gouvernement par les experts, l'armée ou un dirigeant fort. Les indicateurs utilisés pour évaluer le degré général d'acceptation de la démocratie montrent que celui-ci a tendance à baisser lorsque l'on passe des « démocraties consolidées » d'Europe centrale aux « démocraties émergentes » des Etats post-communistes des Balkans et des Etats baltes et enfin aux « démocraties instables » des pays de la CEI. Un pourcentage important de jeunes d'Europe de l'Est et du Nord-Est et de la région de la mer Noire soutiennent l'idée d'un gouvernement fort, alors qu'en Europe du Centre-Est et du Sud-Est, les jeunes « non-démocrates » expriment leur préférence pour un gouvernement d'experts.

**Toutefois, les jeunes se montrent, partout en Europe, de plus en plus critiques à l'égard du fonctionnement effectif de la démocratie.** Un niveau relativement élevé de confiance s'exprime encore en France, aux Pays-Bas et en Norvège où plus de la moitié des jeunes se déclarent confiants dans la démocratie mais, dans ces pays également, ce niveau a baissé pendant les deux dernières décennies. En France, les jeunes les plus critiques à l'égard des institutions politiques sont ceux dont le niveau d'éducation est le plus bas ; il y a vingt ans, c'était le contraire. Ces jeunes sont aussi ceux qui adhèrent le plus fréquemment à des opinions antidémocratiques. Le niveau de confiance est moins élevé dans tous les autres pays de l'UE, particulièrement en Finlande, en Allemagne de l'Est, en Grèce et au Portugal. Les jeunes se disent plus confiants (de plus en plus, semble-t-il) dans certains aspects des

systèmes démocratiques tels que les tribunaux et la police, et plus encore dans les institutions sociales comme les églises et les partenaires sociaux/entreprises, mais beaucoup moins dans la presse. Il est en outre intéressant de noter qu'en Europe de l'Ouest, à l'exception de la Norvège, les jeunes accordent une plus grande confiance au Parlement européen qu'à leurs parlements nationaux.

Les jeunes **des nouvelles démocraties des PECO/CEI** se montrent aussi méfiants à l'égard des institutions démocratiques formelles. D'une manière générale, plus de la moitié des jeunes de la région approuvent les mécanismes démocratiques introduits dans leurs pays respectifs et les trois quarts prévoient de nouvelles améliorations en ce domaine dans la décennie à venir. D'un autre côté, **seul un jeune sur dix déclare faire confiance aux partis politiques et deux jeunes sur dix font confiance à leur parlement national**. Comme en Europe de l'Ouest, les jeunes déclarent avoir plus confiance dans les tribunaux et la police mais ils affirment par contre avoir une très grande confiance dans la presse. La liberté de la presse a été l'une des premières manifestations concrètes de la transition vers la démocratie dans les anciens pays socialistes d'Europe et elle demeure un symbole particulièrement valorisé de la transformation politique et sociale. Toutefois, ce sont les églises qui bénéficient de la plus grande confiance des jeunes de la région, surtout en Biélorussie, en Croatie, en Pologne, en Roumanie et en Serbie. Le cas de la Slovénie est intéressant : au milieu des années 90, la moitié des jeunes déclaraient avoir confiance avant tout dans leurs parents et, de manière moindre, dans l'église à l'exception de toute autre institution sociale ou politique. En Bulgarie, par contre, le faible niveau de confiance exprimé par la jeunesse dans les églises est dû au conflit en cours entre les deux branches de l'église orthodoxe qui prétendent toutes deux à une légitimité exclusive.

Tel est le contexte dans lequel s'inscrit la participation des jeunes aux élections. Pratiquement dans toute l'Europe, le droit de vote est accordé à partir de 18 ans (les seules exceptions sont celles de l'Autriche [19 ans], des élections sénatoriales en Italie [25 ans] et des élections locales dans certains *Länder* allemands [16 ans]). Les taux de participation aux élections sont assez faibles en Europe de l'Ouest et sont en baisse parmi les moins de 25 ans comme parmi les groupes d'âge plus âgés. Les jeunes manifestent une forte volonté de participer activement à la vie politique et sociale et ils demandent, entre autres choses, une amélioration des cadres juridiques et institutionnels afin que cette participation puisse devenir plus effective. La question de **l'abaissement de l'âge du droit de vote**, en particulier dans les élections locales et régionales, est une des mesures envisagées de ce point de vue.

Toutefois, il est intéressant de noter que **cette question ne fait pas l'objet d'un consensus clair parmi les jeunes** et elle ne constitue pas non plus un élément essentiel de leurs demandes en faveur d'une plus grande participation aux affaires sociales et politiques. Mis en présence d'une série de mesures pouvant être prises pour encourager leur participation, les jeunes de l'UE placent en bas de liste l'abaissement de l'âge du droit de vote et le droit de se présenter aux élections et accordent une plus grande importance aux mesures de consultation et d'information et aux mesures concernant la société civile. De même, le fait d'être un citoyen de l'UE ne signifie pas d'abord pour eux le fait de pouvoir disposer de droits politiques formels dans les autres Etats membres ou lors des élections européennes. Ces droits ne constituent qu'un élément mineur de ce que signifie la citoyenneté européenne pour les jeunes ; les questions relatives à la mobilité et aux droits sociaux sont plus importantes pour un nombre beaucoup plus grand d'entre eux.

**Au cours de la dernière décennie, le niveau de participation des jeunes aux élections des nouvelles démocraties européennes a été extrêmement variable d'un pays à l'autre et d'une élection à l'autre.** Les premières élections libres et démocratiques ont attiré une très forte participation des citoyens de tous les âges. Puis, les nouveaux gouvernements s'étant montrés incapables de répondre aux fortes attentes des électeurs et avec l'apparition d'une certaine désillusion au sujet du fonctionnement quotidien de la vie politique démocratique, le taux de participation a fortement diminué. En 1997, 92% des électeurs en Albanie contre 30% seulement en Ukraine déclaraient avoir l'intention de voter lors des prochaines élections. En moyenne dans l'ensemble de la région, entre la moitié et les deux tiers des jeunes affirmaient avoir l'intention de voter. La proportion était seulement légèrement supérieure dans les catégories d'électeurs plus âgés.

Le tableau général, cependant est complexe et **il serait inexact de conclure que la baisse du taux de participation aux élections représente une évolution inévitable, systématique et unilinéaire.** 80% des jeunes de moins de 25 ans, par exemple, ont participé aux élections de septembre 1998 en Slovaquie, alors qu'ils n'étaient que 20% quatre ans auparavant. En Bulgarie, dans les années 90, on a observé un taux de participation élevé au début et à la fin de la décennie et une chute de ce taux dans la période intermédiaire. Les élections bulgares de 1997 ont été décidées dans un contexte spécial et elles se sont soldées par un taux de participation élevé. Les situations de crise politique grave mettant potentiellement en danger l'avenir de la démocratie ont clairement pour effet de mobiliser les jeunes électeurs, alors que leur taux de participation baisse fortement dans un contexte de stabilité de la vie politique démocratique.

#### **4.2 La politique institutionnelle et ses alternatives**

**Le nombre de jeunes appartenant à des partis politiques est peu important en Europe.** Leur proportion varie de un sur dix en Europe du Sud-Ouest et du Sud-Est à moins de un sur cent en Europe de l'Est et du Nord-Est. Les jeunes adhèrent plus fréquemment à des syndicats, au moins dans certaines parties de l'Europe. En Europe du Nord et de l'Ouest, les taux d'appartenance à une organisation syndicale se sont maintenant stabilisés à un niveau relativement bas par rapport à ce qu'il était il y a une vingtaine d'années, alors qu'ils ont nettement augmenté en Europe du Sud-Ouest au cours des dernières années et fortement baissé en Europe du Sud-Est. Les données les plus récentes tirées du *World Values Survey* montrent que les chiffres à ce sujet se situent pour la plupart des régions européennes entre 6% (Europe centrale) et 12% (région de la mer Noire) mais qu'en Europe du Nord-Ouest et de l'Est, plus d'un tiers des jeunes appartiennent à un syndicat. Il est important de rappeler que, bien que l'adhésion aux syndicats était obligatoire dans une grande partie des pays socialistes, ces organisations constituaient aussi des moyens importants d'accès aux services de santé, de loisirs, d'éducation et de logement. Il n'en va plus de même aujourd'hui et les nouvelles entreprises de ces pays ne cherchent pas en général à encourager le développement de syndicats démocratiques.

Les aspects les plus visibles d'autres formes de participation politique sont en général mis en avant pour justifier le point de vue selon lequel les jeunes sont en fait la catégorie la plus engagée. Les formes de participation invoquées à ce propos sont les manifestations, pacifiques ou autres, et certaines formes plus anarchiques de protestation impliquant la violence de rue et la destruction de biens privés et publics. Les enquêtes, cependant, montrent de manière systématique que la majorité des jeunes ne participent pas en fait à des activités de contestation. Les jeunes d'un niveau éducatif plus élevé restent en outre ceux dont la

participation est la plus fréquente, bien qu'on ait pu observer en France, par exemple, un affaiblissement de la corrélation entre niveau d'éducation et intérêt pour la politique en général. Les données comparatives portant sur les pays nordiques et l'Ecosse montrent que les jeunes sans emploi manifestent moins d'intérêt pour la politique et sont moins à même de s'engager dans une activité politique de quelque type que ce soit.

**Dans l'ensemble de l'Europe, moins d'un jeune sur trois déclare avoir déjà signé une pétition ou participé à une manifestation.** Moins d'un jeune sur dix affirme avoir participé à une action de boycott, à une grève ou à une occupation d'immeuble. De manière sans doute peu étonnante, **les formes d'expression politique ce type sont beaucoup plus fréquentes en Europe de l'Ouest** où les deux tiers environ des moins de 25 ans déclarent avoir déjà signé une pétition. Dans les PECO/CEI, un jeune sur dix au maximum affirme avoir déjà pris part à cette forme la plus répandue et la plus superficielle d'activité politique. On retrouve le même type de différences à propos des formes plus sérieuses d'expression politique, dont certaines sont devenues des événements réguliers à valeur symbolique comme les émeutes du Nouvel An des quartiers pauvres de Strasbourg ou les manifestations anarchistes du 1<sup>er</sup> mai à Berlin.

**Les mouvements de base** en faveur du changement social **sont devenus un moyen important et régulier de participation politique pour les jeunes d'Europe de l'Ouest** depuis le mouvement contre la guerre du Vietnam dans les années 60, bien qu'il soit important de rappeler que les mouvements sociaux en général ont une histoire beaucoup plus longue. Les trois grands thèmes de mobilisation ont été la paix, l'écologie et aujourd'hui la lutte contre la mondialisation. Depuis une quinzaine d'années au moins, la protection de l'environnement vient au premier plan des préoccupations politiques des jeunes. Aujourd'hui, près des trois quarts des jeunes se déclarent favorables à une augmentation des impôts pour soutenir la conservation de l'environnement et plus de la moitié sont prêts à payer à cette fin des prix plus élevés pour les biens et les services. Un jeune sur deux est favorable aux produits respectueux de l'environnement, au recyclage des déchets et à la réduction de la consommation d'eau. Les comportements correspondants font aujourd'hui partie de la vie politique quotidienne des jeunes occidentaux et sont probablement plus chargés pour eux de signification que le processus rituel des élections.

**Ces formes de participation politique sont moins répandues en Europe centrale et orientale.** Les préoccupations écologiques, par exemple, ont été l'un des facteurs ayant servi de catalyseur à la mobilisation de la jeunesse contre les régimes communistes pendant les années 80 et au début des années 90 mais les difficultés qui ont accompagné la transition à l'économie de marché ont détourné l'attention de ces questions et ont aussi sans doute refroidi la motivation et l'énergie des jeunes en faveur de ces autres formes d'activité politique, tout autant que leur intérêt pour la vie politique institutionnelle. Dans toute la région, les jeunes ont montré un grand courage et fait preuve d'une grande détermination lorsqu'il leur a fallu se mobiliser pour renverser les gouvernements communistes : de Berlin-Est, Prague et Bucarest en 1989 à Sofia en 1997 et, plus récemment, à Belgrade en 1999. Il s'agit là cependant d'actions extraordinaires qui se sont produites dans des circonstances exceptionnelles.

D'un point de vue historique, **les jeunes ont toujours été à l'avant-garde de l'action civique dans les périodes de changement révolutionnaire**, quelle qu'en soit l'orientation politique et ceci partout dans le monde. La dernière décennie a également vu des adultes extrêmement jeunes accéder à des fonctions politiques et administratives de haut niveau dans les nouvelles démocraties, surtout peut-être dans certains pays de petite taille comme les Etats baltes. De telles transformations massives se traduisent par la mise à l'écart des plus âgés et,

pendant un temps, de nouvelles opportunités s'offrent à des individus dont la réputation n'est pas entachée par le passé et qui promettent un nouveau départ. Puis le retour se fait à une normalité politique plus institutionnalisée et mieux contrôlée. **Rien ne garantit que le rajeunissement partiel des nouvelles démocraties en demeurera une caractéristique permanente.** D'un autre côté, le fait que les jeunes aient pu dans toute l'Europe être témoins de la possibilité pour la démocratie représentative d'être autre chose qu'une gérontocratie représentative pourrait avoir des effets à long terme. De la même façon que les femmes qui, dans de nombreux pays, ont lutté avec succès pour une plus grande égalité dans la sélection des candidats aux élections, l'accès à des responsabilités de premier plan au sein des partis politiques et la nomination à des postes ministériels, **les jeunes adultes politiquement actifs attirent aujourd'hui l'attention sur la représentation insuffisante des jeunes de moins de 40 ans dans la vie politique démocratique.**

### 4.3 L'engagement civique

**La société civile est la sphère politique et sociale à laquelle les jeunes participent de la manière la plus active** et à travers laquelle ils s'efforcent d'exercer une influence sur la forme et l'orientation des transformations sociales. Cette participation peut avoir un caractère informel, comme dans le cas de la participation à des réseaux sociaux ou virtuels ou à des activités spontanées se produisant de temps à autre dans la vie quotidienne des écoles et des collectivités locales. L'adhésion et la participation à des groupes plus organisés comme les clubs de jeunes et les associations bénévoles sont plus fréquentes que celles qui concernent les partis politiques. Les taux d'adhésion à des ONG sont en moyenne comparables entre les pays d'Europe de l'Ouest et les pays d'Europe centrale mais ont tendance à baisser en Europe de l'Est et du Sud-Est. Dans les pays du Caucase, la méfiance du public à l'égard des ONG de la société civile fait que beaucoup de jeunes gardent leur distance vis-à-vis de ces organisations qu'ils soupçonnent d'être des « corps étrangers » et des mécanismes de blanchiment d'argent. Par contre, dans les pays baltes, on assiste à une résurgence de l'engagement dans les ONG.

Dans toute l'Europe, **les associations sportives restent de loin le moyen le plus populaire de participation pour les jeunes**, bien que la commercialisation des équipements sportifs dans les anciens pays socialistes commence à restreindre l'accès à des activités qui étaient auparavant accessibles à tous gratuitement. La situation est restée de ce point de vue assez stable dans l'UE au cours des cinq dernières années. La moitié des jeunes de 15 à 24 ans participent à la vie associative ce qui veut dire, suivant où l'on met l'accent, que la moitié d'entre eux ne participent à aucune activité de ce type. La moitié des jeunes actifs de ce point de vue participent aux activités de clubs sportifs. Aucune autre catégorie d'association politique ou sociale n'attire en moyenne plus d'un jeune sur dix. **Même les organisations de jeunesse n'attirent que 7% de ce groupe d'âge** mais il existe **un écart très marqué entre le nord et le sud de l'Europe.** Les jeunes des pays d'Europe du Sud ne sont pas du tout actifs dans la société civile organisée représentée par les associations politiques et sociales et ceci vaut également pour les clubs sportifs. Par contre, les jeunes Hollandais et les jeunes des pays nordiques sont extrêmement actifs. Moins d'un cinquième des jeunes suédois déclarent ne participer à aucun club ou association. Au Danemark, un quart de la cohorte d'âge appartient à une organisation de jeunesse, à un syndicat ou à un parti politique. A l'extrémité opposée, les deux tiers des jeunes grecs ne participent à aucune organisation de la société civile. **Les niveaux absolus de participation sont aussi plus bas pour les jeunes femmes**, en particulier en ce qui concerne les clubs sportifs, bien qu'elles participent plus fréquemment aux activités d'organisations confessionnelles que les jeunes hommes.

La plus grande prudence s'impose cependant dans l'interprétation de ces données. **De faibles taux de participation aux organisations de la société civile ne sont pas nécessairement l'indication d'un manque d'engagement socio-politique**, compte tenu en particulier des importantes différences de fonctionnement de la vie civique entre les pays d'Europe du Nord et d'Europe du Sud. Les réseaux familiaux, sociaux et politiques informels constituent un élément important du tissu communautaire dans les pays du sud et le niveau d'institutionnalisation de la vie quotidienne y est par conséquent moindre que dans les pays du nord. Il est impossible d'affirmer, par exemple, que les Grecs font preuve d'une activité sociale et politique moindre que les Danois ; leur activité prend en effet des formes différentes, moins accessibles peut-être à l'observation des enquêteurs recourant aux méthodes standards des sciences sociales.

Les données indiquent de manière systématique qu'**un tiers des jeunes en moyenne affirment ne pas s'intéresser à la politique**, ne pas discuter de politique avec leurs amis et ne pas considérer la politique comme importante. **Un pourcentage bien plus faible de jeunes affirme le contraire** et la grande majorité se situent entre les deux. L'interprétation de ces données, cependant, ne va pas de soi. La « politique », en effet, désigne la politique formelle, institutionnalisée et « élitaire » dont les préoccupations apparaissent lointaines de celles des jeunes, dont les mécanismes sont perçus comme inaccessibles et non transparents et dont les représentants sont considérés comme manquant d'intégrité. Neuf jeunes Lettons sur dix, par exemple, jugent sans intérêt pour leur vie l'activité au sein d'un parti politique et la moitié d'entre eux pensent que les partis politiques ne s'intéressent pas aux jeunes et à leurs problèmes. D'un autre côté, 85% de ces jeunes déclarent s'intéresser à la vie politique de leur pays. Il est donc loin d'être évident que les jeunes soient désengagés de la vie socio-politique au sens large, d'autant plus qu'il est clair qu'ils manifestent un degré d'engagement élevé en faveur de l'action sociale, caritative et humanitaire reposant sur des bases éthiques et les valeurs de solidarité.

Les analystes en déduisent tous que **les formes instituées de la vie démocratique ne présentent plus d'attrait pour les jeunes et ne sont pas suffisamment ouvertes à la participation des jeunes** sur un pied d'égalité avec les citoyens plus âgés. Ceci s'applique tout particulièrement à la gestion des affaires publiques et à la politique des partis mais il est vrai aussi que la société civile comporte un grand nombre d'ONG actives de longue date et faisant maintenant partie de l'appareil institutionnel de la démocratie représentative. Certains auteurs soulignent également que, pour des jeunes s'efforçant de négocier de manière individuelle différentes transitions, les formes instituées de participation à la vie politique ne sont peut-être pas les plus indiquées. Ces jeunes ont déjà beaucoup à faire pour trouver leur chemin dans un monde présentant de plus en plus de risques. Le passage de valeurs collectives aux valeurs individualistes, ainsi que le déclin des grands récits politiques, est particulièrement évident dans la région des PECO/CEI. Dans ces pays, les institutions politiques se sont développées de manière plus rapide que les réseaux sociaux informels et la confiance mutuelle. La participation socio-politique des jeunes pourrait à l'avenir influencer sur ces facteurs.

Toutefois, **les jeunes Européens ont des idées bien définies sur les moyens d'encourager la participation**. Les jeunes de l'UE pensent que les canaux les plus importants de ce point de vue sont, dans une mesure à peu près égale, le système éducatif, la famille et les amis, et aussi les organisations de jeunesse. Le système éducatif est placé au premier plan au Danemark et en Finlande, par exemple, alors que la famille et les amis sont considérés comme plus importants en Allemagne, en Italie et surtout en Autriche. Moins de 5% des jeunes, et

cela est significatif, considèrent les partis politiques comme les moyens les plus importants pour encourager la participation. Et, parmi diverses mesures, **l'introduction de campagnes d'information et de mécanismes de consultation ciblés bénéficie d'un large soutien chez les jeunes** (45% environ expriment leur accord avec ce type d'initiatives), suivie par l'intégration de l'éducation à la citoyenneté comme élément obligatoire des programmes scolaires. Toutefois, il n'est pas certain que les jeunes de différentes régions d'Europe entendent la même chose par ces termes.

#### 4.4 Attitude à l'égard de l'intégration européenne

Le point de vue des jeunes d'aujourd'hui s'est formé pendant une décennie qui a vu se poursuivre deux processus bien différents. **L'intégration économique et politique de l'Europe de l'Ouest au sein de l'UE s'est renforcée**, notamment avec l'adhésion de trois nouveaux Etats membres. Même la décision de la Norvège de ne pas rejoindre l'UE a été suivie par un renforcement de la coopération avec les pays de l'EEA dont fait partie la Norvège. Par contre, **l'Europe centrale et orientale et l'Union soviétique ont connu une période de désintégration politique brutale et d'effondrement économique**, suivie par l'apparition de conflits interethniques et l'éclatement de certains Etats, tout particulièrement dans le sud-est de la région. Pas moins de 22 Etats nouveaux sont apparus ; 44 pays sont maintenant membres à part entière du Conseil de l'Europe et 12 pays sont sur la voie de l'accession à l'UE. Et ces deux processus ne se sont pas produits isolément l'un de l'autre, ce qui fait qu'il est de plus en plus difficile d'apprécier les facteurs susceptibles d'influer dans un sens ou un autre sur le point de vue des jeunes.

On observe actuellement **à la fois une montée du « sentiment national » et la poursuite du soutien à l'intégration européenne**. Toute une série de données confirment que la majorité écrasante des jeunes est favorable à l'intégration européenne, pour des raisons idéalistes ou pragmatiques, mais que la conscience de l'identité nationale s'est renforcée chez les jeunes au cours de la dernière décennie. Ceci ne veut pas dire que leurs idées ont évolué vers la droite ou qu'ils sont devenus plus xénophobes mais plutôt qu'ils répondent à un contexte général où des forces contradictoires sont en jeu. Vers le milieu des années 90, les jeunes de 14-15 ans adhéraient sans doute pour la plupart, dans toute l'Europe, à l'idée que les nations sont des entités naturelles qui se sont développées sur la base d'une origine, d'une langue et d'une histoire communes mais ils considéraient l'intégration européenne comme un impératif, tout particulièrement en Europe du Sud et dans les régions où se sont superposées au cours de l'histoire des affiliations et des traditions multiples (comme la Catalogne et le Tyrol du Sud).

Au fil des ans, les enquêtes ont montré de manière répétée que, **dans tous les pays, les jeunes se montrent plus favorables à l'intégration européenne que leurs aînés et aussi qu'ils sont moins susceptibles d'adopter des positions nationalistes, qu'ils sont plus tolérants et ont une vision plus cosmopolite des choses**. Au début des années 90, les jeunes des PECO étaient extrêmement favorables à l'idée de l'intégration européenne, de manière sans doute quelque peu irréaliste. L'UE est devenue au cours de la décennie, pour l'ensemble de la population, un symbole de plus en plus positif dans toute la région (sauf dans certains pays de la CEI comme Belarus et l'Ukraine, particulièrement chez les plus âgés). Le sentiment d'une identité européenne commune était beaucoup plus affirmé parmi les jeunes que parmi les autres adultes et ils s'exprimaient de manière beaucoup plus positive sur l'« Europe » que leurs homologues occidentaux. **Les jeunes de cette partie de l'Europe ont d'ailleurs en général envisagé l'intégration européenne d'un point de vue plutôt culturel que purement économique** ; autrement dit, leur engagement était orienté vers certaines valeurs et

traditions communes. Il y a là une différence avec les jeunes des pays de l'UE qui considèrent le plus souvent l'intégration européenne d'un point de vue pragmatique et se montrent plus sceptiques au sujet de l'idée d'une identité européenne commune.

**Etre un citoyen de l'UE** signifie avant tout le droit d'étudier, de vivre et de travailler dans n'importe quel Etat membre en bénéficiant de droits égaux en matière de santé et de sécurité sociale. **Les aspects concrets et pertinents au plan individuel de l'intégration européenne sont pour les jeunes les plus importants** : la monnaie unique, la mobilité et les opportunités d'emploi. Le niveau d'éducation est ici aussi un facteur de différenciation. Les jeunes ayant poursuivi des études au-delà de leurs 20 ans font preuve d'une meilleure compréhension du sens de l'intégration européenne. Ces jeunes prennent en compte un plus grand nombre d'éléments, tant du point de vue des idées qu'au niveau pragmatique, et ont probablement une vue plus réaliste des perspectives offertes par l'UE. Ils sont moins convaincus que les jeunes d'un niveau d'éducation moins élevé, par exemple, que l'EU favorisera la création d'emplois.

Au cours des cinq dernières années, cependant, avec la poursuite des difficultés économiques dans les PECO et compte tenu de la lenteur et des résultats inégaux des négociations concernant l'accession à l'UE, l'attitude des jeunes à l'égard de l'intégration européenne est devenue moins positive, tout au moins en ce qui concerne l'intégration à l'UE. Cette évolution rejoint celle mise en évidence par les données relatives à l'insatisfaction et au scepticisme des populations des Etats membres, jeunes inclus, à l'égard de l'UE. Néanmoins, **un jeune sur dix au plus en moyenne se déclare en accord avec les représentations négatives de l'UE** comme l'excès de bureaucratie, les menaces à l'égard de la diversité culturelle et l'utopisme. En outre, les aspects plus politiques de l'intégration européenne, l'éventualité d'un gouvernement européen en particulier, semblent acquérir de plus en plus d'importance dans l'esprit des jeunes. **Il est plus inquiétant de constater qu'un jeune sur dix est incapable de dire ce que l'UE signifie pour lui ou ce que signifie le fait d'être citoyen de l'UE.** Le niveau d'éducation intervient ici aussi. Il serait surprenant que les jeunes ayant des idées claires à ce propos soient plus nombreux dans les pays candidats à l'UE.

**Les données recueillies dans de nombreuses enquêtes suscitent une inquiétude au sujet de l'intolérance à l'égard des minorités ethniques, des étrangers et des minorités sociales de la région des PECO/CEI.** Cette tendance est particulièrement perceptible dans les Républiques Tchèque et Slovaque, en Croatie et en République Fédérale de Yougoslavie. Les comportements xénophobes à l'égard de la population Rom de la région sont aussi répandus dans tous les pays. La réalisation en Slovénie pendant les années 90 que les jeunes étaient devenus plus intolérants à l'égard des minorités sociales et des étrangers/immigrants par rapport aux trente années précédentes a été reçue avec consternation par l'ensemble des citoyens de ce pays. On a avancé l'idée que cette évolution s'expliquerait par un « vide » en termes de valeurs après 1989, qui aurait permis au nationalisme de s'imposer. Le risque existe à ce propos, sous couvert de la recherche de la paix et de la sécurité, d'une « ethnicisation » de la vie politique s'appuyant sur une conception rigide de l'inclusion et de l'exclusion nationale. Les jeunes ne sont pas exempts de ce type de tentations, malgré leur désir simultané d'une poursuite de l'intégration européenne symbolisée par l'accession à l'UE.

**Il est important, cependant, de ne pas exagérer l'étendue des phénomènes d'intolérance et de xénophobie en Europe centrale et orientale en comparaison avec l'Europe de l'Ouest.** Les idées extrémistes et intégristes, ainsi que la violence d'inspiration raciste, sont devenues un aspect tout à fait visible des réalités sociales quotidiennes à l'Ouest. Les sous-cultures jeunes associées à ces idées et comportements constituent un important sujet de

préoccupation pour le public et les politiques. Il existe en outre en Europe de l'Ouest de très fortes différences d'opinion au sujet de certaines questions controversées (préférences sexuelles et droits des étrangers ou des immigrants, par exemple). Ces différences ne recourent pas nécessairement les regroupements régionaux pouvant être établis à partir des différences socio-économiques. La jeunesse espagnole, par exemple, fait preuve d'une attitude ultra-libérale sur la plupart des questions sociales controversées, alors que les jeunes Grecs se montrent assez conservateurs en ces domaines. Dans quelques pays d'Europe de l'Ouest, jusqu'à un jeune sur cinq déclare approuver certains énoncés extrêmement intolérants du type « tous les étrangers devraient être renvoyés chez eux ». Ceci, toutefois, n'est vrai que de moins d'un jeune sur dix au niveau de l'ensemble de l'UE et ce chiffre est resté inchangé au cours des cinq dernières années. Comme toujours, les jeunes femmes manifestent de ce point de vue un engagement plus fort en faveur des valeurs démocratiques et humanitaires. De telles données devraient donner à nos sociétés confiance en **leurs jeunes** car elles montrent clairement qu'ils **sont, pour la plupart, prêts à travailler activement à la réalisation d'un avenir meilleur pour l'ensemble des habitants de l'Europe.**

## **Participation : Tendances fondamentales**

- Les jeunes se montrent extrêmement positifs à l'égard de la démocratie en tant que forme de gouvernement mais ils sont de plus en plus critiques au sujet du fonctionnement effectif de ses institutions.
- La participation des jeunes aux élections diminue mais il ne s'agit pas là d'une évolution unilinéaire car on observe également des poussées de mobilisation des jeunes en période de crise politique importante.
- Le taux d'appartenance des jeunes aux partis politiques demeure très peu élevé et les chiffres sont à peine supérieurs en ce qui concerne les syndicats, sauf en Europe du Nord-Est et de l'Est.
- La participation des jeunes à d'autres formes d'activités politiques est un peu plus importante que leur participation à la vie politique institutionnelle, notamment dans le cadre de mouvements de base dont les activités sont beaucoup plus visibles en Europe de l'Ouest que dans les PECO/CEI.
- L'engagement civique est la forme de participation qui recueille le plus large soutien des jeunes en Europe, bien que le taux d'adhésion à des associations varie énormément entre le nord, le sud, l'est et l'ouest de l'Europe. La participation civique informelle est aussi répandue mais elle prend des formes différentes selon les régions d'Europe.
- Les jeunes se montrent attachés à la fois à l'intégration européenne et à leur identité nationale. Dans les PECO, les jeunes font preuve d'un plus grand idéalisme au sujet de l'intégration européenne ; dans les pays de l'UE, ils apparaissent plus pragmatiques et valorisent avant tout la mobilité et les opportunités d'emploi.
- Dans la plupart des pays, une minorité non négligeable de jeunes manifestent des attitudes xénophobes et d'intolérance sociale mais l'écrasante majorité se montre ouverte et positive à l'égard de la diversité culturelle, ethnique et sociale de l'Europe.

## 5 Evolution du sens et de l'expérience vécue de la jeunesse

La définition de la jeunesse, la relation entre la jeunesse et d'autres étapes de la vie et la situation sociale des jeunes par rapport à celle d'autres groupes d'âge varient selon les contextes historiques et culturels. La jeunesse n'est pas seulement un phénomène socialement déterminé, c'est aussi une construction sociale qui évolue : **la jeunesse change en même temps que la société** ; elle est à la fois sujet et objet de ce processus de changement. Un grand nombre d'analystes déclarent que les sociétés européennes se situent de nouveau à l'aube d'un tournant en ce domaine et que l'ampleur des transformations sociales actuelles aura un impact significatif sur la manière dont la jeunesse sera interprétée et vécue dans les décennies qui viennent.

On peut identifier **trois facteurs de changement : le vieillissement des sociétés, le développement d'économies et de sociétés fondées sur le savoir et l'apparition de nouvelles approches de la jeunesse à l'intérieur du cycle de vie**. Pris ensemble, ces trois facteurs permettent d'expliquer pourquoi la recherche et les discussions en vue de l'élaboration des politiques accordent aujourd'hui une plus grande attention à la question des relations entre les générations. Chaque société européenne est organisée autour d'un « contrat social » définissant la répartition des droits, des responsabilités et des ressources entre les différents groupes d'âge, tant à l'intérieur de la famille que dans la sphère publique. Certains éléments de ce contrat sont de nature informelle et reposent sur des normes et des valeurs ; d'autres, par contre, sont de nature formelle et prennent appui sur la législation et des politiques. Lorsqu'un changement culturel, économique et technologique rapide remet en cause la stabilité du contrat social existant, des tensions apparaissent et de nouvelles solutions doivent être trouvées.

On admet en général que, **pendant les vingt dernières années, la balance s'est mise à pencher en faveur des plus âgés, au détriment des plus jeunes**, surtout en matière d'accès à l'emploi et de répartition des revenus. Il est plus difficile de prévoir quels seront les effets sociaux du vieillissement des sociétés pour les jeunes : certains de ces effets seront peut-être favorables, d'autres moins ; d'autres encore ne sont aujourd'hui qu'objets de spéculation. Toutefois, on prévoit généralement que les **sociétés fondées sur le savoir accorderont aux jeunes une position plus favorable** qu'auparavant, en particulier du fait de la valeur reconnue à la flexibilité et l'ouverture au changement, ainsi que de la plus grande facilité pour les jeunes d'acquérir les aptitudes et les compétences requises dans un monde complexe, multiculturel et de haute technologie. Enfin, l'apparition de nouvelles approches de la jeunesse à l'intérieur du cycle de vie n'impliquera pas nécessairement des effets positifs ou négatifs pour les jeunes mais elle modifiera la manière dont les individus se perçoivent eux-mêmes et perçoivent autrui du point de vue de l'appartenance à des groupes sociaux définis d'une manière ou d'une autre par l'âge et l'étape de la vie. Et **cette évolution de la compréhension de soi aura des effets sur la construction de l'identité et, par extension, sur les cultures et les styles de vie des jeunes**. On ne peut à l'heure actuelle que tenter de deviner ce que ces changements pourront apporter à la qualité des relations sociales entre les générations et à l'intérieur de chacune d'elles.

Si l'on tient compte l'ampleur de la détérioration de la situation économique relative des jeunes au cours des dernières décennies et de leur sentiment actuel d'exclusion et de désillusion à l'égard des formes institutionnelles de la démocratie représentative, **il peut paraître surprenant que les signes visibles d'un « conflit des générations » ne soient pas aujourd'hui plus nombreux**. Certaines données semblent montrer que les relations entre les

jeunes et leurs parents se tendent légèrement lorsque la modernisation sociale intervient de manière trop rapide, un écart se creusant entre les valeurs et les styles de vie des uns et des autres, dans des conditions défavorables à l'indépendance économique et de logement (comme, par exemple, au Portugal et en Espagne). Toutefois, il s'agit là d'une tendance mineure dans un contexte de maintien de la solidité des liens familiaux et du respect à l'égard des parents et des membres âgés de la famille en Europe du Sud.

Dans les PECO, la transformation rapide des conditions de vie a probablement eu pour effet de renforcer les liens entre les générations à l'intérieur des familles, en raison de la nécessité de se serrer les coudes et de mettre en commun les ressources. On peut soutenir que les jeunes ont perdu du terrain par rapport aux adultes plus âgés du fait du changement radical des modes de transition de l'éducation à l'emploi qui ont rendu les premières années sur le marché du travail très difficiles pour un grand nombre d'entre eux. On peut également soutenir que les jeunes ont gagné du terrain, dans la mesure où ils disposent aujourd'hui d'une beaucoup plus grande liberté de choix et peuvent s'adapter plus facilement aux nouvelles conditions. Les données disponibles montrent que **les relations familiales constituent une source positive importante de sécurité émotionnelle et un point de repère social pour les jeunes partout en Europe**. La diversification des types de familles et de foyers n'a pas modifié les choses de ce point de vue. De nombreuses données montrent en effet la forte vulnérabilité des jeunes ne pouvant s'appuyer sur des réseaux familiaux et sociaux solides, comme indiqué précédemment au chapitre 3.

L'approche en termes de générations permet de mettre l'accent sur la réponse de l'organisation sociale et des politiques publiques aux jeunes, en tant que citoyens disposant de droits égaux et sur lesquels repose l'avenir de l'Europe, et sur l'efficacité et la justesse de cette réponse. Mais elle soulève aussi **des questions dérangementantes sur le fait de savoir si la jeunesse n'est pas en train de « disparaître socialement »** du fait du relâchement des identités et des rôles sociaux tout au long de la vie, sans parler de la diminution des effectifs numériques déjà bien avancée dans la plus grande partie de l'Europe.

### 5.1 La jeunesse dans des sociétés en vieillissement

**Les jeunes de moins de 25 ans représentent actuellement un peu moins de 30% de la population totale de l'UE et les chiffres concernant les PECO sont en gros comparables, de même que ceux qui concernent l'apparition d'un phénomène de vieillissement démographique.** La croissance de la population des PECO (à l'exception, en particulier, de la Pologne et de la République Slovaque) est en fait plus lente que dans les pays de l'UE mais les pyramides d'âge font apparaître un vieillissement moins rapide en raison des taux de mortalité plus élevés de ces pays. Toutefois, **dans les républiques d'Asie centrale, les moins de 25 ans représentent encore plus de la moitié de la population**. Sur la base des tendances actuelles, le nombre des jeunes de 15 à 24 devrait diminuer d'un tiers dans les PECO d'ici 2020, alors que les chiffres correspondants devraient rester stables en Asie centrale. Par ailleurs, on estime que la cohorte des 15 à 24 ans vivant aujourd'hui dans l'ensemble de la région a perdu au cours de la dernière décennie un million de ses membres du fait de l'émigration, essentiellement en direction de l'ouest.

Comme on le sait, les taux de fécondité sont en baisse dans toute l'Europe depuis plusieurs décennies : les femmes ont leur premier enfant à un âge plus tardif et ont en général moins d'enfants. En outre, **on a observé systématiquement une baisse brutale du taux de fécondité dans les anciens pays socialistes au début des années 90**. Le nombre de

naissances pour mille femmes de 15 à 49 ans dans l'ensemble des PECO/CEI est descendu de 78 en 1990 à 48 en 1998. Le taux général de fécondité a baissé d'au moins un tiers dans la plupart des pays, aussi bien en Ouzbékistan qu'en Pologne par exemple.

**Dans l'UE, le taux de fécondité** a atteint son niveau le plus bas en 1995 et a depuis recommencé très lentement à augmenter mais 1,45 enfants par femme **est encore bien en dessous du taux de remplacement** (2,1 enfants par femmes) ; même en Irlande, pays dont le taux de fécondité est le plus élevé de l'UE, celui-ci est seulement de 1,92. Cela signifie que **la proportion des enfants et des jeunes va continuer à baisser au cours des 25 prochaines années, surtout pour le groupe d'âge des 15 à 24 ans et en Europe du Sud**. La population italienne est entrée depuis 2000 dans une période de décroissance et, si l'on ne tient pas compte de l'immigration, on prévoit une baisse de la population de l'ensemble de l'UE à partir de 2022. La croissance démographique restera vigoureuse en Irlande et au Luxembourg seulement et il est probable qu'apparaîtront des écarts démographiques importants entre les régions car une certaine dépopulation est prévue dans certaines parties de l'Italie, du Portugal et surtout de l'Allemagne et de l'Espagne.

**L'immigration constitue en fait le facteur le plus important pour retarder la baisse de la population européenne**. Le tableau en ce domaine est extrêmement diversifié et généralement stable mais, dans les pays de l'UE/AELE, on a observé au cours de la dernière décennie une baisse nette de la proportion de jeunes immigrants, une légère diversification des pays d'origine des résidents étrangers et des immigrants et **une proportion croissante d'immigrants provenant de l'extérieur de l'Europe et, en particulier, des pays les plus pauvres**. En dépit de l'intégration européenne, les migrations de nationaux des pays de l'UE à l'intérieur de l'UE sont inférieures à ce qu'elles étaient il y a trente ans et elles n'augmentent que très lentement, plus lentement en tous cas que le nombre global de résidents étrangers.

**La proportion de jeunes travailleurs étrangers âgés de moins de 25 ans a nettement diminué au cours de la dernière décennie**, sauf en Allemagne où celle-ci atteint aujourd'hui près d'un cinquième de l'ensemble des travailleurs étrangers, ce qui en fait le niveau le plus élevé de l'UE (le niveau le plus bas est celui de la Finlande : 8%). Seules l'Irlande et la Grèce comptent plus de jeunes travailleurs étrangers venant d'autres Etats membres de l'UE que de pays extérieurs à l'UE. En outre, **les mouvements migratoires postérieurs à 1989 d'Europe de l'Est vers l'Europe de l'Ouest n'ont été importants qu'en relation avec certains facteurs ethniques** (de Russie vers l'Allemagne, par exemple) et sont autrement en général de courte durée et temporaires car motivés par des raisons économiques. Une « fuite des cerveaux » s'est déjà produite au niveau des jeunes les mieux qualifiés mais il est difficile de la quantifier de manière précise.

Ces tendances auront un certain nombre de conséquences pour les jeunes dans les décennies à venir. Premièrement, **la population des jeunes d'Europe va devenir plus hétérogène d'un point de vue culturel, ethnique et linguistique** qu'elle ne l'est aujourd'hui. Certains pays comme la Finlande et l'Irlande sont restés relativement homogènes jusque dans les dernières années. D'autres verront apparaître une diversification allant au-delà des minorités nationales installées de longue date, en particulier en Europe centrale et orientale. Tous deviendront plus cosmopolites, surtout dans les villes qui attirent de manière disproportionnée les jeunes à la recherche d'une qualification et d'un emploi. **Un « fossé des générations » pourrait apparaître entre la jeunesse multiculturelle et ses aînés mono-culturels et monolingues**. On observe déjà que les jeunes de deuxième génération jouent un rôle d'intermédiaire culturel et linguistique pour leurs parents et ce phénomène intergénérationnel pourrait se répandre.

Deuxièmement, d'un point de vue numérique, **les jeunes vont devenir une force électorale plus faible dans les démocraties représentatives**. Les jeunes ne présentent pas en général une grande importance stratégique pour les partis politiques : seuls les plus de 18 ans votent, leur taux de participation n'est pas toujours très élevé, leur niveau de revenus est faible, ils ont moins de responsabilités financières et ils ne disposent pas d'un groupe de pression puissant. Il est possible que **la faiblesse numérique des jeunes accroisse leur poids politique** mais seulement s'ils sont perçus comme une force déterminante pour mettre en œuvre des mesures dont l'adoption est souhaitée par l'ensemble de la société, comme le paiement d'un d'impôts sur le revenu plus élevés pendant les premières années de vie adulte au profit des fonds publics de sécurité sociale et de retraite. **Il est également possible que les jeunes « démissionnent »** dans le cas où le contrat social entre les générations leur deviendrait trop défavorable d'un point de vue économique ou politique. Les démocraties ne peuvent fonctionner qu'avec la participation active de leurs citoyens aux processus de discussion et de décision. Les démocraties sociales exigent pour fonctionner que l'ensemble de la collectivité parvienne à un consensus sur une répartition des ressources et un niveau de vie acceptables. Le maintien de canaux de communication et de compréhension ouverts et reposant sur le respect mutuel entre différents groupes est essentiel de ce point de vue. Il n'existe pas actuellement de crise à ce niveau et pas de désaccord profond entre les groupes d'âge mais, comme indiqué au chapitre 4, les tensions ne sont pas absentes.

Troisièmement, l'ensemble des données confirment que **les inégalités sociales dans la répartition des ressources économiques entre les générations se sont accrues pendant les dernières trente années, tout au moins en Europe de l'Ouest**. La tendance à l'augmentation des revenus et du pouvoir d'achat de chaque nouvelle génération, qui s'était maintenue depuis 1945, s'est inversée entre 1970 et 1980, selon les pays. Les chiffres concernant la France, par exemple, montrent qu'au milieu des années 60, un père de 55 ans gagnait en moyenne 244€ (valeur 1999) de plus que son fils. Au début des années 90, cette différence était montée à 823€, c'est-à-dire plus du triple de ce qu'elle était un quart de siècle plus tôt. **Dans les PECO/CEI, ces inégalités sont apparues récemment de manière très rapide et désordonnée** et il n'existe encore aucune donnée systématique à ce sujet.

L'aide financière accordée par les parents aux jeunes, comme nous l'avons indiqué aux chapitres 4 et 5, a augmenté parallèlement à cette évolution. Les parents ne retirent pas leur soutien aux enfants, bien au contraire. Le problème qui en résulte, cependant, est celui du **développement de la dépendance entière ou partielle des jeunes adultes à l'égard de leurs parents**, qui introduit un déséquilibre du point de vue des modes de réciprocité entre les générations. Ceci s'oppose au désir bien compréhensible d'autonomie des jeunes et limite leurs perspectives. Les nouvelles générations de jeunes seront appelées collectivement à consacrer une part plus importante de leurs revenus au soutien d'un nombre plus élevé de personnes de plus de 65 ans mais, au niveau individuel, les jeunes se trouvent dans une situation de plus grande dépendance financière à l'égard de leurs parents ou grands-parents.

De ce fait, la répartition des opportunités de vie au sein des générations actuelles de jeunes se trouve également affectée. Certains jeunes ont la chance de pouvoir entrer dans une période de « dépendance partielle prospère » qui leur permet de mener une vie relativement autonome et insouciant, avec parfois même un logement indépendant accommodation. D'autres, par contre, entrent dans une « dépendance partielle contrainte » dans le cadre d'une stratégie économique familiale ou en raison du chômage ou d'un salaire insuffisant. D'autres encore n'ont même pas la possibilité d'entrer dans une forme quelconque de dépendance partielle car

leurs parents ne sont pas en position de leur offrir un soutien financier ; et quelques parents refusent de les soutenir d'aucune manière. **Ces inégalités contribuent évidemment à la polarisation des opportunités et des perspectives de vie**, en amplifiant certaines tendances qui constituent déjà une source d'inquiétude en Europe.

L'évolution démographique n'est pas directement ou uniquement la cause de ces conséquences potentielles, ou d'autres, du vieillissement des sociétés. L'évolution démographique est le résultat des choix des individus qui sont en partie une réponse à l'environnement culturel et économique dans lequel ils se trouvent. Nous allons maintenant examiner quelques-uns des aspects de cet environnement.

## 5.2 La jeunesse dans des sociétés fondées sur le savoir

**Le volume de la force active de travail en Europe va diminuer au cours des prochaines décennies**, avec le vieillissement de cohortes d'âge plus petites. Les 25 prochaines années verront les 55 à 64 ans passer de 11% à près de 15% de la population de l'UE et l'accession à l'UE des PECO modifiera assez peu le tableau. La proportion des personnes de 25 à 54 ans diminuera, surtout après 2020. Ceci explique l'intérêt marqué des politiques pour une augmentation du taux d'activité de la force de travail, en particulier en ce qui concerne les femmes adultes et les travailleurs âgés, et des propositions ont été introduites dans certains pays en faveur d'un relèvement de l'âge de la retraite. **Ceci explique aussi l'importance accordée à l'apprentissage tout au long de la vie** dans le domaine de la formation continue, afin de maintenir, d'actualiser et de renouveler les aptitudes et compétences utiles pour l'emploi pendant toute la durée de la vie active. L'évolution rapide des technologies et, ce qui n'est pas moins important, l'évolution des pratiques en matière d'organisation sociale du travail font que, dans beaucoup de domaines, les connaissances et les aptitudes doivent être actualisées plus fréquemment et que les individus doivent acquérir et utiliser leurs connaissances et compétences de manière différente, plus active.

Nos sociétés ont conçu et organisé l'éducation et la formation essentiellement à l'intention des jeunes, en les plaçant dans des contextes et conditions spécifiques, essentiellement avant l'entrée dans la vie active. D'autre part, **nous considérons les jeunes comme le moyen principal de renouveler les connaissances, les aptitudes et les pratiques**, tant au travail que dans l'ensemble de la société. Néanmoins, nous avons attribué aux jeunes un rôle d'innovation dans un contexte d'accès contrôlé à l'information, aux connaissances et aux compétences dont sont détenteurs les adultes plus âgés et que la collectivité considère comme valables, souhaitables et utiles. Ce modèle est actuellement en train de se défaire, en raison des différentes évolutions évoquées brièvement ci-dessus.

Des sociétés ouvertes et flexibles, composées de citoyens actifs à l'esprit indépendant capables de gérer de manière positive l'évolution des conditions de vie et de travail, doivent approcher les questions de la socialisation et de l'apprentissage de manière différente. **Un apprentissage multidirectionnel et permanent dans le cadre de processus de coopération plus équilibrés est mieux adapté aux nouveaux besoins**. Le lien entre l'âge/l'étape de la vie, l'acquisition de connaissances et d'aptitudes et le mode d'organisation des relations d'enseignement et d'apprentissage va nécessairement se détendre. **Ces tendances, parallèlement à l'évolution rapide de la demande de qualification sur le marché du travail, pourraient placer les jeunes dans une position plus favorable lors des prochaines décennies**. Ceci pourra s'appliquer aux opportunités d'emploi et de carrière, mais aussi à

l'accès à une plus grande autonomie en matière d'identité et d'action pour les élèves, les étudiants, les stagiaires et les jeunes citoyens en général.

Toutes les données confirment en outre que **les jeunes femmes sont les principales porteuses de modernité** en Europe. Elles font preuve en général d'une plus grande ouverture et d'une plus grande souplesse dans leurs attitudes et comportements politiques et sociaux et ont une plus grande capacité à résoudre les problèmes et à travailler en équipe chez elles comme sur leur lieu de travail. Ceci devrait contribuer à améliorer l'autonomie individuelle et situation sociale des jeunes femmes à l'avenir. Il est clair que beaucoup de jeunes femmes refusent maintenant d'accepter le double fardeau des responsabilités familiales et d'un emploi. Ce facteur contribue à faire augmenter le taux de femmes qui choisissent de ne pas avoir d'enfants et à différer pour beaucoup d'autres la naissance du premier enfant. Les pays disposant des politiques sociales les plus favorables au maintien d'un équilibre entre travail et vie de famille et à la protection du droit au travail des parents, comme la France et la Suède, ont en général un taux de fécondité plus élevé. Lorsque les prestations existantes disparaissent, comme cela a été le cas en Allemagne de l'Est après 1989, le taux de natalité diminue brutalement et ne remonte ensuite que très lentement.

Les jeunes adultes, cependant, quelle que soit l'amélioration relative des opportunités qui s'offriront à eux, ne représenteront qu'une proportion en baisse d'étudiants et de salariés. Il est possible d'imaginer qu'ils se trouvent soumis à de fortes pressions en raison du nombre croissant d'adultes plus âgés qui s'efforceront de produire des ressources humaines à haut rendement et bien éduquées à partir d'un volant numériquement réduit de candidats. Ceci pourra avoir des effets à l'intérieur de la famille aussi bien qu'à l'école ou sur le lieu de travail. On peut, pour se représenter cette possibilité, rappeler les effets en cascade de la formation, grâce auxquels un nombre réduit d'individus transmettent ce qu'ils ont appris à des groupes toujours plus importants, étape par étape. **Les jeunes risquent de se trouver pris dans un modèle opposé en forme d'entonnoir**, dans lequel un nombre important d'individus transmettent tout ce qu'ils savent à des groupes toujours moins nombreux. Les potentialités humaines sont bien entendu illimitées mais **soumettre la jeunesse à des pressions très intenses** n'est pas nécessairement le meilleur moyen de développer ces potentialités.

**Rien ne garantit non plus que l'accès initial à l'emploi devienne plus facile pour les jeunes dans les années qui viennent.** La croissance des emplois reste lente en Europe et très inégale et il est peu probable que s'inverse la tendance à la « flexibilisation » des contrats de travail. Il est également possible que la durée de la vie de travail recommence à s'allonger, notamment sous l'effet de certaines mesures dans certains pays (mais non tous) conduisant à une réduction du nombre de retraites anticipées et éventuellement à une élévation de l'âge de la retraite. Il convient de garder présent à l'esprit le fait que les futures cohortes de personnes âgées verront sans doute baisser la valeur de leurs retraites et que les retraités vont devenir une source importante de travailleurs flexibles présentant pour les employeurs un certain nombre d'avantages financiers et aussi en termes de compétences. Les universités européennes, par exemple, commencent aujourd'hui à recruter des enseignants officiellement à la retraite sur la base de contrats à temps partiel, ce qui augure assez mal des perspectives qui s'offriront d'ici quelques années aux jeunes chercheurs et professeurs d'université. Enfin, beaucoup d'entreprises continuent à considérer les jeunes salariés plus en termes de coûts que de bénéfices, les investissements en matière de formation ne pouvant se traduire par des retombées positives garanties ou immédiates. Il est possible qu'on assiste dans les prochaines années à **un développement des stages d'acquisition d'une expérience professionnelle comme étape intermédiaire sur la voie de l'accès à un emploi stable**. De tels stages, peu

ou pas rémunérés, deviendraient un élément essentiel du CV d'un jeune et constitueraient un nouveau pas en avant vers la privatisation de l'éducation et de la formation.

Le signe le plus visible de la transition vers des sociétés de savoir est, bien entendu, **le développement capital des technologies de l'information et de la communication**. Il ne fait aucun doute que **les jeunes sont de ce point de vue à l'avant-garde**, non seulement dans l'utilisation de ces technologies mais aussi dans leur développement et dans l'occupation des nouveaux emplois dont le nombre augmente parallèlement. En 2001, 94% des jeunes de 15 à 24 ans ayant répondu à une enquête de l'UE indiquaient qu'ils utilisaient un moyen d'accès au moins une fois par semaine, des téléphones portables (80%, de loin le moyen d'accès le plus prisé des jeunes) à l'Internet (37%) aux ordinateurs de poche (2%, le moyen d'accès le moins utilisé). Seulement quatre ans auparavant, en 1997, plus de la moitié du même groupe d'âge n'utilisait aucun des outils liés aux TIC alors disponibles et 7% seulement d'entre eux se servaient de l'Internet au moins une fois par semaine. Entre 1997 et 2001, l'utilisation régulière d'un ordinateur personnel est passée de 43% à 56%. Ici encore, on ne dispose pas de données comparables pour les PECO/CEI mais on peut raisonnablement supposer que le niveau d'accès y est en général inférieur, de même que la qualité des équipements et des connexions. Les taux d'accès et d'utilisation de certains pays, cependant, se situent tout à fait dans la fourchette des pays de l'UE ; c'est le cas notamment de la Hongrie et de la Slovénie, et surtout de l'Estonie, dont les taux sont comparables aux taux les plus élevés de l'UE.

Toutefois, **le « fossé numérique » demeure bien réel**. En Russie, les jeunes représentent moins de la moitié des usagers réguliers de l'Internet mais 3% seulement de l'ensemble de la population a accès au Web. En Hongrie, les deux tiers au moins des jeunes sans emploi ou ne suivant pas d'études ne disposent même pas des compétences informatiques de base. A l'intérieur de l'UE, les niveaux d'accès et d'utilisation sont partout en augmentation mais les taux absolus varient énormément entre l'Europe du Nord et l'Europe du Sud, ainsi qu'entre les sexes. En outre, **ces écarts n'ont pas diminué au cours des cinq dernières années**. Les trois quarts des jeunes Hollandais, par exemple, utilisent l'Internet et le courrier électronique contre un cinquième seulement des jeunes Grecs. Plus de la moitié des jeunes hommes sont des usagers contre un tiers seulement des jeunes femmes. Le fossé numérique risque de se maintenir pendant une période assez longue. Une enquête récente portant sur les « jeunes usagers peu fréquents d'ordinateurs » de 9 à 14 ans en Angleterre et au pays de Galles montre que, même lorsque les enfants disposent de l'équipement nécessaire chez eux, l'accès, l'utilisation et les attitudes en ce domaine, tant à l'école qu'à la maison, reproduisent les différences entre les sexes et les inégalités sociales. **Les filles et les élèves issus du milieu ouvrier sont en général des usagers peu fréquents**. Les enseignants, les parents et les pairs « plus compétents » contribuent de diverses manières à ces écarts entre sexes et entre catégories sociales.

**Il est beaucoup plus difficile d'évaluer les perspectives des jeunes des pays de la CEI**, en partie du fait de l'extrême diversité de la région et surtout du manque de données systématiques, accessibles aux chercheurs étrangers, au sujet de la vie des jeunes dans ces pays. Tout ce que nous savons est que leur situation sociale est en général, et de loin, la plus défavorable des pays membres du Conseil de l'Europe et que les progrès en ce domaine seront sans doute assez lents. Si ces économies évoluent de manière positive, il est possible qu'apparaisse un fossé entre les générations lors du passage de la tradition à la modernité, notamment avec l'adoption rapide par les jeunes des hautes technologies et de styles de vue hybrides, comme cela s'est produit dans certaines régions d'Asie du Sud-Est. Dans le cas

contraire, on risquerait de voir se développer des sociétés hautement polarisées, caractérisées par un fort niveau de pauvreté et d'importants mouvements de migration vers l'Ouest.

Certains pays d'Europe de l'Ouest se préparent déjà à une **immigration contrôlée** afin de contrer les effets prévus de la baisse démographique. Comme toujours, les adultes jeunes bien qualifiés de 25 à 40 ans seront le principal groupe cible. **Une telle évolution renforcera le développement d'un corps de citoyens européens cosmopolites à l'esprit ouvert mais si nos sociétés ne prennent pas garde, le risque est grand également de produire certaines catégories d'individus irrémédiablement à la traîne.** Ces catégories pourraient être constituées non seulement de certaines communautés fortement défavorisées d'origine locale ou immigrée mais aussi d'individus ayant grandi dans des zones et des économies locales restées à l'écart de l'évolution sociale et culturelle générale. Ces jeunes, dont les vies et les perspectives sont lourdement chargées de risques et d'incertitudes, pourraient devenir une source d'opposition et de conflit dans nos sociétés à différents niveaux.

### 5.3 La jeunesse comme étape du cycle de vie

Les dernières décennies ont vu **une diversification des styles et un relâchement des normes relatives aux étapes successives de la vie, avec les rôles et les tâches propres à chacune d'elles.** Ceci a été particulièrement notable en ce qui concerne la jeunesse : les enfants adoptent maintenant des « styles de vie jeunes » à un âge plus précoce et les jeunes les conservent à un âge plus tardif. A l'intérieur de la jeunesse, les modes de transition sont devenus plus différenciés et moins standardisés, bien que certaines normes continuent à exercer une forte influence sur les jeunes, même s'il leur est difficile de les respecter dans la pratique. **Le développement de l'identité devient un processus plus ouvert et continu,** de nature provisoire et fluide. Ce que veut dire être « adulte » va beaucoup moins de soi qu'il y a un demi-siècle. De la même façon, le fait de vieillir est aujourd'hui un processus plus différencié : les personnes de plus de 50 ans sont des « travailleurs âgés », il est possible de toucher une retraite à partir de 60 ou 65 ans mais le sentiment d'être vraiment « vieux » peut ne pas apparaître avant quatre-vingt ans. Les distinctions entre les différentes étapes de la vie et les attentes sociales au sujet des comportements à tel ou tel âge sont donc, par bien des aspects, devenues beaucoup plus floues que par le passé.

Les effets de la longévité accrue des individus et de la modification des proportions de « jeunes » et de « vieux » à l'intérieur de la société se font sentir dans de nombreux contextes sociaux, en particulier au sein de la famille et des réseaux sociaux. **La taille des familles a peut-être diminué et leur composition s'est diversifiée mais le nombre de générations d'une même famille vivant au même moment a augmenté.** Cette évolution a des effets sur le développement des relations individuelles et familiales car le nombre et les caractéristiques des personnes les plus proches de chaque individu changent. Les tantes, les oncles, les cousins et les frères et sœurs sont moins nombreux, contrairement aux grands-parents, et les parents n'ont pas à répartir leur attention entre des enfants très nombreux, lorsqu'ils ne sont pas occupés par leur travail ou par les tâches ménagères, évidemment. **Nous savons encore trop peu de choses sur les effets** de ces changements progressifs sur la qualité de vie des enfants et des jeunes et sur le processus de développement de l'identité.

Selon certains analystes, on a assisté dans les années 90 à une recomposition des relations sociales, avec une tendance à la création de « microsociétés » constituées de jeunes, de leurs parents et de leurs amis. Ces groupes sont très liés et tolérants à l'égard de leurs membres mais plus indifférents à l'égard des personnes extérieures. Les valeurs des jeunes diffèrent

assez peu de celle de la génération de leurs parents et sont peut-être plus proches qu'elles ne l'étaient il y a une trentaine d'années mais il existe entre les jeunes des différences de valeurs liées à leur niveau d'éducation. On ne dispose pas de données suffisantes pour déterminer s'il s'agit là d'un phénomène général mais cela soulève **une question intéressante sur ce que seront la nature et la force relative des solidarités à l'intérieur des générations, par rapport à celles qui existent entre les générations, dans les décennies à venir.**

Ce qui est certain, c'est que les intérêts commerciaux anticipent déjà le développement de marchés de loisirs et de style de vie visant des citoyens plus âgés, actifs et prospères. Certains aspects auparavant considérés comme faisant partie des « styles de vie jeunes » (voyages, sports, santé et bien-être, mode) sont aujourd'hui plus accessibles aux adultes plus âgés ; de ce point de vue au moins, **la jeunesse se distingue de plus en plus de l'âge chronologique.** Nous ne pouvons savoir comment les jeunes vont réagir à cette évolution mais il est peu probable que la recherche de la singularité qui caractérise les cultures et styles de vie jeunes s'atténue. Peut-on imaginer que les jeunes rejettent la « jeunesse » et adoptent un style de vie plus sobre et plus sérieux pour se distinguer d'adultes plus âgés au style de vie de plus en plus hédoniste ? Cela n'est pas impossible mais il est sans doute plus vraisemblable que les jeunes s'attacheront de plus en plus à la recherche de la beauté et des prouesses physiques puisque ce sont là, après tout, les seules choses que les personnes âgées ne peuvent acheter ou réaliser, malgré la chirurgie esthétique et l'aérobic.

## **La jeunesse dans un monde en vieillissement : Tendances fondamentales**

- Le pourcentage de jeunes dans la population diminue dans la plupart des pays d'Europe, à l'exception de ceux de la CEI. Les taux de fécondité les plus bas sont ceux de l'Europe du Sud ; l'espérance de vie est plus élevée en Europe de l'Ouest et les PECO ont connu une forte baisse de leurs taux de fécondité et une importante émigration vers l'Ouest, notamment de jeunes adultes bien qualifiés.
- Dans les sociétés européennes en vieillissement, les politiques sociales ne prennent pas suffisamment en compte les jeunes, en particulier du point de vue de l'aide et des prestations sociales.
- D'une manière générale, les économies et les sociétés fondées sur le savoir privilégient les jeunes car ceux-ci sont plus flexibles, mieux familiarisés avec les nouvelles technologies et plus ouverts au changement.
- Les jeunes auront plus de facilité à s'adapter à l'apprentissage tout au long de la vie mais l'enseignement et l'apprentissage devront être organisés de manière plus souple afin d'accroître leur attrait et leur efficacité.
- Les jeunes sont les principaux agents de diffusion des nouvelles technologies de l'information et de la communication mais le fossé numérique en matière d'accès et de compétences reproduit les inégalités sociales et régionales, ainsi que les inégalités entre les sexes.
- Les jeunes femmes font preuve d'une approche plus ouverte et plus flexible de la vie ; elles sont les principales porteuses de la modernité.
- Les liens familiaux entre les générations sont devenus plus importants pour des raisons économiques et sociales mais les modalités et raisons précises de cette évolution varient selon les pays.
- L'immigration va entraîner un accroissement de la diversité culturelle et ethnique en Europe, tout particulièrement parmi les groupes d'âge les plus jeunes de la population.
- La « jeunesse » se distingue de plus en plus de l'âge chronologique, tant du point de vue des attentes que des comportements. Le développement de l'identité est un processus plus ouvert qui trouve renfort et expression dans la diversification des styles de vie.

## 6 Conclusions et recommandations

La première conclusion, et la plus importante, à tirer de ce rapport est qu'il est actuellement impossible de présenter une analyse suffisamment détaillée, précise et équilibrée de la situation sociale des jeunes dans l'ensemble de l'Europe. L'objet poursuivi ici était modeste : il s'agissait de décrire à gros traits la situation actuelle en relation avec quelques thèmes essentiels et de proposer une première interprétation de l'évolution possible de la situation dans les décennies à venir.

L'élaboration de politiques sur la base de données n'est possible que si de telles données sont effectivement disponibles et accessibles. **La recherche sur la jeunesse européenne, qui doit servir de base à l'élaboration des politiques de la jeunesse de l'Europe, ne peut actuellement s'appuyer que sur une base d'information et de connaissances extrêmement inégales et très disparates.** Cette situation ne peut raisonnablement se poursuivre. La mise en œuvre de politiques et d'initiatives détaillées, cohérentes et coordonnées en faveur des jeunes dans l'ensemble de l'Europe exige l'accès à des données et à des compétences également détaillées, cohérentes et coordonnées.

Du fait de la rareté des données de bonne qualité pour l'analyse comparative et interculturelle, un grand nombre des rapports élaborés pendant la dernière décennie couvrent essentiellement le même terrain, à un niveau de détail identique. La plupart de ces rapports portent uniquement sur l'Europe de l'Ouest en raison du manque de données accessibles sur les PECO/CEI et de l'absence de sources de financement pour les recherches sur cette partie de l'Europe. On a assisté dans la dernière décennie à une augmentation sensible du nombre d'études comparant deux situations nationales spécifiques ou plus en relation avec des thèmes particuliers, comme la jeunesse rurale ou le chômage des jeunes, ainsi qu'à la publication d'un certain nombre de recueils incluant des contributions de différents pays sur des thèmes divers. Ces sources portent également de manière prédominante sur les pays d'Europe de l'Ouest et elles sont, de toutes façons, relativement peu nombreuses mais aussi extrêmement diverses du point de vue du contenu et des méthodes. Plusieurs pays d'Europe de l'Ouest effectuent également des études de cohortes de l'école à la vie professionnelle et certains, dont un ou deux PECO, mènent régulièrement ou de façon intermittente des grandes enquêtes sur la jeunesse couvrant un large éventail de sujets. Toutefois, un nombre plus important de pays ne disposent d'aucune enquête de ce type et, de toutes façons, les enquêtes existantes se prêtent assez peu à une analyse comparative. Les Euro-baromètres de la jeunesse de la Commission européenne constituent les seules enquêtes standardisées et spécialisées sur la vie et les opinions des jeunes. Cinq enquêtes de ce type ont été réalisées jusqu'ici à intervalles irréguliers entre 1983 et 2001 mais elles ne prennent en compte que les détenteurs de passeports de l'UE de 15 à 24 ans vivant dans un Etat membre et elles ne sont que partiellement comparables dans le temps. En outre, les données issues de ces enquêtes ont été assez peu utilisées et, pour l'essentiel, d'une façon dépourvue d'imagination.

Il est donc urgent d'améliorer la quantité et la qualité de l'information et des connaissances au sujet de la vie des jeunes dans l'ensemble de l'Europe. Mais pour être réellement utile à l'élaboration des politiques, la recherche sur la jeunesse européenne doit aller au-delà de la simple description ou de la synthèse de ce qui a eu lieu dans le passé et proposer une analyse solidement fondée et plausible des évolutions à venir. Ceci n'est jamais facile et oblige à prendre des risques en matière d'interprétation. **La tâche est encore plus complexe au niveau comparatif et interculturel et elle exige avant tout une souplesse de réflexion, une capacité d'innovation, ainsi que des aptitudes à résoudre les problèmes et à la**

**communication. Les jeunes chercheurs sur la jeunesse auront beaucoup plus besoin de ces compétences** que leurs prédécesseurs. Une capacité de prévision et des initiatives concertées sont donc aussi nécessaires en ce domaine.

Deuxièmement, un certain nombre de **thèmes de recherche et d'action plus intensive** se dégagent de ce rapport. Ces thèmes s'accordent avec les sujets actuellement considérés comme prioritaires dans les débats en cours sur les politiques de la jeunesse et dans certains autres domaines des politiques en relation étroite avec celui-ci :

#### ***Modes de transition de la jeunesse***

- Modèles, stratégies et objectifs en jeu lorsqu'il s'agit pour les jeunes de combiner « études et travail salarié » ou « vie et travail ».
- Rôle et utilisation des échanges et de la mobilité dans les plans de vie et de carrière des jeunes, notamment en ce qui concerne les stratégies et décisions des jeunes couples.

#### ***Socialisation et apprentissage***

- Stratégies complémentaires de recours à divers sites et sources d'information et d'expérience pratique, y compris l'utilisation des technologies d'information et de communications (TIC) et des canaux non-formels.
- Evaluation de la qualité et des résultats de l'apprentissage non-formel.

#### ***Intolérance, xénophobie et attitudes anti-démocratiques***

- Analyse longitudinale approfondie des antécédents sociaux des trajectoires conduisant à l'intolérance pendant l'enfance et la jeunesse, afin de travailler à l'élaboration de contre-stratégies « holistes ».

#### ***Marginalisation sociale et exclusion***

- Analyse précise et détaillée des trajectoires vulnérables comme préalable à l'élaboration de mesures de prévention et de systèmes de soutien plus efficaces.
- Evaluation des effets à long terme de la pauvreté, du chômage et de la marginalisation sociale sur les jeunes, lorsqu'ils deviennent parents et citoyens adultes.

#### ***Vie familiale***

- Impact de l'évolution démographique sur les modes de sociabilité à l'intérieur des foyers et groupes de parenté et au-delà.
- Equilibre entre la vie et le travail et évolution des rôles sexuels.

#### ***Relations entre les générations***

- Nature et conséquences de la dépendance prolongée (partielle) des jeunes à l'égard de leurs parents.
- Modalités de fonctionnement du contrat social entre les générations dans la vie quotidienne.

#### ***Participation***

- Etude approfondie de la participation des jeunes à des activités politiques et sociales dans les divers contextes nationaux et culturels, afin d'identifier les moyens d'améliorer et de réformer les institutions et mécanismes démocratiques existants, tant au niveau formel (partis, assemblées parlementaires, partenaires sociaux) qu'au sein

de la société civile (associations, groupes de médiation, organisations de défense, conseils d'établissements scolaires).

Troisièmement, quelles que soient les priorités retenues pour la recherche et l'élaboration des politiques dans les années qui viennent, un certain nombre d'**initiatives** peuvent et doivent être prises afin d'**améliorer la quantité, la qualité et l'équilibre de l'information sur les jeunes en Europe**. Nous recommandons en particulier l'examen des propositions suivantes :

- **la création d'une base globale de données au niveau européen et la mise en place d'un système de notification régulière**

Les options qui s'offrent à ce sujet sont les suivantes : la création d'un Observatoire européen de la jeunesse, la mise en place d'un système d'enquête régulière sur la jeunesse européenne et l'institution d'un processus coordonné de notification sous l'égide de la Conférence des ministres responsables de la jeunesse du Conseil de l'Europe. Les tâches initiales devraient inclure notamment le recensement et l'établissement de liens entre les centres de recherche, les réseaux et les « producteurs de données » existants, afin d'assurer la mise en place d'un réseau opérationnel et d'information stable (en adoptant éventuellement un modèle semblable à celui d'Eurydice, le centre d'information et de recherche sur l'éducation de l'Union européenne).

- **le développement du soutien à la recherche sur la jeunesse européenne au moyen d'une coopération structurée entre le Conseil de l'Europe et la Commission européenne**

Les options incluent ici la négociation d'un accord de partenariat spécial ou d'un accord élargi venant compléter les dispositions existantes dans le domaine de la formation des jeunes travailleurs et des formateurs de jeunes dans le cadre de l'éducation non-formelle. Les tâches initiales devraient inclure notamment la création d'une « task force » d'experts pour aider à définir les priorités thématiques et les besoins en matière de formation à la recherche et à améliorer les méthodes et indicateurs comparatifs. La coédition d'une revue européenne interdisciplinaire des études sur la jeunesse constituerait également une mesure positive pour améliorer l'accès aux travaux de l'ensemble de l'Europe et leur diffusion (éventuellement sur le modèle du *European Journal of Vocational Education and Training*, édité par le Cedefop, le centre d'information et de recherche sur le développement de la formation professionnelle de l'Union européenne).

Bibliographie<sup>5</sup>

- Ådnanes, Marian (2001) 'Youth and gender in post-Communist Bulgaria' Journal of Youth Studies 4, 1: 25–40
- Agora Débats/Jeunesses 12 (1998) *Jeunes en Europe: politique et citoyenneté*
- Agora Débats/Jeunesses 25 (2001) *Vers un nouveau pacte intergénérationnel?*
- Angvik, Magne/Von Borries, Bodo (1997) *Youth and History. A Comparative European Survey on Historical Consciousness and Political Attitudes among Adolescents* Vol. A: Description, Körber-Stiftung: Hamburg
- Attias-Donfut, Claudine (2001) 'Les liens entre générations' (Entretien) Agora Débats/Jeunesses 25: 45–53
- Baudelot, Charles/Establet, Roger (2000) *Avoir trente ans en 1968 et en 1998* Seuil: Paris
- Beck, Ulrich (1997) 'Democratisation of the family' Childhood 4, 2: 151–168
- Belot, Céline (2000) 'Les jeunes face à l'intégration européenne' Agora Débats/Jeunesses 20: 35–48
- Bendit, René/Gaiser, Wolfgang/Marbach, Jan H. (eds.) (1999) *Youth and Housing in Germany and the European Union* Leske + Budrich: Opladen
- Bertrand, Gilles/Michalski, Anna/Pench, Lucio R. (1999) *Scenarios Europe 2010. Five possible futures for Europe* Working Paper, European Commission Forward Studies Unit, July, Brussels
- Bonnafont, Gérard (1997) 'Les pratiques de loisirs des 13-18 ans' Agora Débats/Jeunesses 8: 19 – 28
- Bynner, John (2001) 'British youth transitions in comparative perspective' Journal of Youth Studies 4, 1: 5–24
- Bynner, John/Chisholm, Lynne (1998) 'Comparative youth transition research: methods, meanings and research relations' European Sociological Review 14, 2, pp. 131–150
- Bynner, John/Chisholm, Lynne/Furlong, Andy (eds.) (1997) *Youth, citizenship and social change in European context* Avebury Press, Aldershot
- Bynner, John/Parsons, Samantha (2000) 'Marginalisation and value shifts under the changing economic circumstances surrounding the transition to work: a comparison of cohorts born in 1958 and 1970' Journal of Youth Studies 3, 3: 237–250
- Bynner, John/Silbereisen, Rainer (1999) *Adversity and challenge in life in the new Germany and in England* Macmillan: Basingstoke
- Carle, Jan (2000) 'Political activity in the context of youth unemployment. Experiences from young people in six Northern European countries' YOUNG 8, 4: 16–39
- Canny, Angela (2001) 'The transition from school to work: an Irish and English comparison' Journal of Youth Studies 4, 2: 133–154
- Castells, M. (1996/1997/1998) *The Information Age: Economy, Society and Culture* 3 vols., Blackwell: Oxford
- Chisholm, Lynne (2002) 'A new impetus for youth research in Europe? The Commission's White Paper in relation to seeking and using information and knowledge about young people's lives' Coyote Summer
- Chisholm, Lynne (2001a) 'Youth in knowledge societies: challenges for research and policy' YOUNG, 9, 1: 61–72
- Chisholm, Lynne (2001b) *Towards a revitalisation of non-formal learning for a changing Europe*, Report of the Council of Europe Symposium on Non-formal Education, October 2000, Strasbourg (Sympo/Edu (2000) rap., January 2001)

---

<sup>5</sup> This bibliography consciously includes only references published from 1997 onwards.

- Chisholm, Lynne (2000a) 'The educational and social implications of the transition to knowledge societies' pp. 75–90 in von der Gabletz, Otto/Mahnke, Dieter/Padoan, Paulo-C./Picht, Robert (eds.) *Europe 2020: Adapting to a Changing World*, Nomos Verlag, Baden-Baden
- Chisholm, Lynne (2000b) 'Von der passiven zu der aktiven Bekämpfung der Jugendarbeitslosigkeit: Die Politik und Aktion der Europäischen Union' pp. 197–220 in Richter, Ingo/Sardei-Biermann, Sabine (Hrsg.) *Jugendarbeitslosigkeit. Ausbildungs- und Beschäftigungsprogramme in Europa* Leske + Budrich, Opladen
- Chisholm, Lynne (1999) 'From systems to networks: the reconstruction of youth transitions in Europe' pp. 298–318 in Heinz, Walter H. (ed.) *From Education to Work: Cross National Perspectives* Cambridge University Press, Cambridge/New York
- Chisholm, Lynne (1998) 'A crazy quilt? Education and Training in Europe' pp. 139–158 in Bailey, Joe (ed.) *Social Europe* Longman, London, 2<sup>nd</sup> edition
- Chisholm, Lynne (1997a) 'Sensibilities and occlusions: vulnerable youth between social change and cultural context', pp.103–118 in Bynner, John/Chisholm, Lynne/Furlong, Andy (eds.) *Youth, citizenship and social change in European context* Avebury Press, Aldershot
- Chisholm, Lynne (1997b) 'From unequal opportunities to equal lack of opportunities? Gendered dimensions of social change and youth in Europe' *YOUNG* 5, 3: 30–43
- Chisholm, Lynne (1997c) *Building citizenship with a European dimension: where are we now? A preliminary analysis of Young Europeans 1997 data* unpublished manuscript, European Commission/DG XXII, Brussels
- Council of Europe (2001) *Youth research in Europe: the next generation. Perspectives on transitions, identities and citizenship* Council of Europe: Strasbourg
- Council of Europe (1998) *Young people: active citizens in a future Europe – human rights, participation, solidarity*. Final Declaration, 5<sup>th</sup> Conference of European Ministers responsible for youth, Bucharest, 27-29 April (Doc. MJN-5 (98), revised, 4 May 1998
- Council of Europe Steering Committee for Intergovernmental Co-operation in the Youth Field (CDEJ) (1997) *The Participation of Young People* Council of Europe: Strasbourg
- Creuzinger, Clementine (1997) 'Russia's unwanted children: a cultural and anthropological study of marginalized children in Moscow and St Petersburg' *Childhood* 4, 3: 343–358
- Dalu, Ana-Maria (2000) 'Youth civic and political participation' pp. 245–256 in Mitev, Petar-Emil (ed.) *Balkan Youth and Perception of the Other* LIK: Sofia
- De Queiroz, Jean-Manuel (2001) 'Une crise du lien intergénérationnel ?' *Agora Débats/Jeunesses* 25: 127–146
- Dietzel-Papakyriakou, Maria (2000) 'Bildungssituation und Bilingualismus von Migrantenkindern bei zunehmender transnationaler Mobilität' *DJI-DISKURS* 2000/3
- European Commission (2001a) *A New Impetus for European Youth* White Paper (COM (2001) 681), Directorate General for Education and Culture, November, Brussels
- European Commission (2001b) *Employment in Europe* Directorate General for Employment and Social Affairs, Office for Official Publications of the European Communities, Luxembourg
- European Commission (2001c) *Key Data on Education in Europe* Directorate General for Education and Culture/Eurydice/Eurostat, Office for Official Publications of the European Communities, Luxembourg
- European Commission (2001d) *The Transition from Education to Working Life. Key Data on Vocational Training in the European Union* Cedefop Reference Series, Directorate General for Education and Culture/Eurostat/Cedefop, Office for Official Publications of the European Communities, Luxembourg

- European Commission (1998) *Young People's Training – Key Data on Vocational Training in the European Union* Directorate General for Education and Culture/Eurostat/Cedefop, Office for Official Publications of the European Communities, Luxembourg
- EUROSTAT (2001) *Social Portrait of Europe* Office for Official Publications of the European Communities, Luxembourg
- European Commission (1998) *Education and active citizenship in the European Union* Office for Official Publications of the European Communities, Luxembourg
- European Commission/INRA (2001) *Young Europeans 2001* Eurobarometer 55.1, August, Brussels
- European Commission/INRA (1997) *Young Europeans 1997* Eurobarometer 47.2, Directorate General Education, Training and Youth, XXII/133/97, Brussels
- European Group for Integrated Social Research (EGRIS) (2001) 'Misleading Trajectories: transition dilemmas of young adults in Europe' *Journal of Youth Studies* 4, 1: 101–108
- European Research Network on Transitions in Youth (1998) *Annual Workshop Papers*, 2 vols., Centre for Educational Sociology: Edinburgh
- European Youth Forum (2000) *Get in! Youth Convention on Social Exclusion and Employment* European Youth Forum, Brussels
- EUROSTAT (1998) *The population of selected European countries by country of birth* Statistics in Focus: Population and Social Conditions 10, Luxembourg
- EUROSTAT (1997) *Marriage and divorce rates overview* Statistics in Focus: Population and Social Conditions 14, Luxembourg
- EUROSTAT/European Commission (2001) *The Social Situation in the EU 2001* Directorate General for Employment and Social Affairs, Office for Official Publications of the European Communities: Luxembourg
- EUROSTAT/European Commission (2000) *Patterns and trends in international migration in western Europe* Population and Social Trends: Theme 3, Office for Official Publications of the European Communities: Luxembourg
- EUROSTAT/European Commission (1997) *Youth in the European Union: From education to working life* Office for Official Publications of the European Communities: Luxembourg
- Facer, Keri/Furlong, Ruth (2001) 'Beyond the myth of the 'Cyberkid': young people at the margins of the information revolution' *Journal of Youth Studies* 4, 4: 451–470
- Feixa, Carles/Saura, Joan R./Costa, Carmen (eds.) (2002) *Movimientos juveniles : de la globalización a la antiglobalización* Ariel: Barcelona
- Freysson, Laurent (1997) 'Labour market exclusion of young people: some illustrations of the situation in the European Union' Paper presented at the European Network on Transitions in Youth Annual Workshop, September, Dublin
- Fock, Eva (1999) 'With the background in the foreground – music among young Danes with immigrant backgrounds' *YOUNG* 7, 2
- Frønes, Ivar (2001) 'Revolution without rebels: gender, generation and social change' pp. 217–234 in Furlong, Andy/Guidikova, Irena (eds.) *Transitions of Youth Citizenship in Europe: Culture, Subculture and Identity* Council of Europe: Strasbourg
- Fundació Francesc Ferrer i Guardia (1999) *Joves i participació a Catalunya* Institut DEP, Aportacions 4, Generalitat de Catalunya, Secretaria General de Joventut: Barcelona
- Furlong, Andy/Guidikova, Irena (eds.) *Transitions of Youth Citizenship in Europe: Culture, Subculture and Identity* Council of Europe: Strasbourg
- Furlong, Andy/Stalder, Barbara/Azzopardi, Anthony (2000) *Vulnerable Youth: Education, Leisure, Employment: European Youth Trends 2000* Council of Europe, Strasbourg
- Gaiser, Wolfgang et al. (2001) 'Zufrieden – kritisch – distanziert: Einstellungen junger Deutscher in West und Ost zur Demokratie' *DJI-DISKURS* 2001/1

- Gabise, SA (1999) *Enquesta a la joventut de Catalunya 1998* Institut DEP, Aportacions 3, Generalitat de Catalunya, Secretaria General de Joventut: Barcelona
- Galland, Olivier (1998) 'L'accès des jeunes français à l'emploi' *Agora Débats/Jeunesses* 14: 11–20
- Galland, Olivier/Roudet, Bernard (sous la direction de) (2001) *Les valeurs des jeunes. Tendances en France depuis 20 ans* L'Harmattan: Paris
- Green, David R. (1998) *Taking Steps: young people and social protection in the EU* Report for the European Youth Forum: Brussels
- Griffin, Christine (2001) 'Imagining new narratives of youth. Youth research, the 'new' Europe and global youth culture' *Childhood* 8, 2: 147–166
- Gudmundsson, Gestur (2001) 'Youth unemployment in the Nordic countries in the 1990s' *YOUNG* 9, 2: 59–62
- Gudmundsson, Gestur (2000) 'Youth research at the crossroads: sociological and interdisciplinary youth research in the Nordic countries' *Journal of Youth Studies* 3, 2: 127–146
- Guidikova, Irena (ed.) (2001) *Citizenship and Youth Cultures in Europe* Council of Europe: Strasbourg
- Gunnlaugsson, Helgi/Thorisdottir, Rannveig (1999) 'Iceland and the Nordic drug survey: drug use, public attitudes and youth' *YOUNG* 7, 1
- Haerpfner, Christian (2001) *Public Opinion on European Union Enlargement* Centre for the Study of Public Policy: Glasgow
- Haerpfner, Christian (2001) *A New Index of Democracy. The Democratisation of the Mass Public in 5 Central European Countries, 1991-1998* unpublished manuscript, Institute of Higher Studies: Vienna
- Hackauf, Horst/Winzen, Gerda (1999) *On the state of young people's health in the European Union* Report to DG V (Employment and Social Affairs), European Commission, September, Brussels (Project No. SOC 97 201 128 05 F01)
- Hannan, Damian/Werquin, Patrick (1999) *Education and labour market change: the dynamics of education to work transitions in Europe* Paper presented at the TSER Conference, April, Brussels
- Hansen, Carsten (2001) *Homeland in the future life of young people – the challenge of globalisation* Paper presented at the ESA Annual Conference, Helsinki, September
- Helve, Helena (1997) *What happened to young humanists, individualists and traditionalists? A comparative study of changing value worlds of young people in the framework of post-modernity* Paper posted on the Council of Europe Youth Research Papers website (<http://www.coe.fr/youth/home.htm>)
- Helve, Helena (ed.) (2000) *Rural Young People in Changing Europe* Hakapaino Oy: Helsinki
- Helve, Helena (ed.) (1998) *Unification and Marginalisation of Young People* Hakapaino Oy: Helsinki
- Helve, Helena/Wallace, Claire (eds.) (2001) *Youth, Citizenship and Empowerment* Ashgate: Aldershot
- Hendry, Leo B./Kloep, Marion/Olsson, Susanna (1998) 'Youth, lifestyles and society: a class issue?' *Childhood* 5, 2: 133–50
- Horelli, Liisa (1998) 'Creating child-friendly environments: case studies on children's participation in three European countries' *Childhood* 5, 2: 225–239
- Iacovou, Maria/Berthoud, Richard (2001) *Young People's Lives: a map of Europe* University of Essex, Institute for Social and Economic Research: Colchester
- IARD (eds. Schizzerotto, Antonio/Gasperoni, Giancarlo) (2001) *Study on the State of Young People and Youth Policy in Europe* Vol. 1: Executive Summary and Comparative Reports

- Report to Directorate General for Education and Culture Youth Policy Unit, European Commission, January, Brussels (<http://europa.eu.int/comm/education/youth/studies.html>)
- IDEA (1999) *Youth Voter Participation: Involving Today's Young in Tomorrow's Democracy* International Institute for Democracy and Electoral Assistance: Stockholm
- Independent Bureau for Humanitarian Issues (IBHI) (2000) *Human Development Report. Bosnia and Herzegovina 2000* UNDP: Sarajevo
- Inglehart, R. (1997) *Modernization and Postmodernization: Cultural, Political and Economic Change in 43 Societies*, Princeton University Press: Princeton, NJ
- Institute for Prospective Technological Studies (IPTS) (2000) *The IPTS Futures Project: Synthesis Report* EUR 19038 EN, IPTS: Sevilla
- IPTS (eds. Ducatel, Ken/Burgelman, Jean Claude) (1999a) *Employment Map: Jobs, Skill and Working Life on the Road to 2010* Futures Report Series 13, EUR 19033 EN, IPTS:Sevilla
- IPTS (eds. Ducatel, Ken et al.) (1999b) *Information and Communication Technologies and the Information Society Panel Report* Futures Report Series 03, EUR 18730 EN, IPTS: Sevilla
- IPTS (eds. Gavigan, James P./Ottitsch, Mathias/Greaves, Celia (1999c) *Demographic and Social Trends Panel Report* Futures Report Series 02, EUR 18729 EN, IPTS: Sevilla
- IPTS (eds. Gavigan, James P./Ottitsch, Mathias/Mahroum, Sami (1999d) *Knowledge and Learning. Towards a Learning Europe* Futures Report Series 14, EUR 19034 EN, IPTS: Sevilla
- IPTS (eds. Weber, Matthias/Meske, Werner/Ducatel, Ken) (1999e) *The Wider Picture: Enlargement and Cohesion in Europe* Futures Report Series 15, EUR 19035 EN, IPTS: Sevilla
- Julkunen, Ilse (2001) 'Coping and mental well-being among unemployed youth – a northern European perspective' *Journal of Youth Studies* 4, 3: 261–278
- Julkunen, Ilse (2000) 'A leap forward or a ride on a carousel?' *YOUNG*, 8, 1: 3–15
- Karvonen, Sakari et al. (2001) 'Lifestyle, social class and health-related behaviour: a comparison of 15 year olds in Glasgow and Helsinki' *Journal of Youth Studies* 4, 4: 393–414
- Kloep, Marion/Hendry, Leo B. (1997) 'In three years we'll be just like Sweden! Anomie, Albania and university students' *YOUNG* 5, 4
- Kokkos, Alexis/Précas, Nikos (1997) 'Les jeunes Grecs – entre famille semi-traditionnelle et l'État semi-providence' *Agora Débats/Jeunesses* 7: 87–98
- Koklyagina Nurse, Lyudmila (1998) 'Patterns of transition into work in Russia and Great Britain' *YOUNG* 6, 1
- Kovacheva, Siyka (2001) 'Flexibilisation of youth transitions in Central and Eastern Europe' *YOUNG* 9, 1: 41–60
- Kovacheva, Siyka (2001) *Keys to Youth Participation in Eastern Europe* Council of Europe: Strasbourg
- Kovacheva, Siyka (2000) *Sinking or swimming in the waves of transformation? Young people and social protection in Central and Eastern Europe* European Youth Forum: Brussels
- Kovacheva, Siyka (1998) 'Etudes sur la jeunesse en Bulgarie' *Agora Débats/Jeunesses* 14: 123–136
- Kovacheva, Siyka (1997) *Life strategies of young people in post-communist transition* Paper posted on the Council of Europe Youth Research Papers website (<http://www.coe.fr/youth/home.htm>)
- Kovacheva, Siyka (n.d.) *Changes in youth and youth studies in post-communist Bulgaria* Paper posted on the Council of Europe Youth Research Papers website (<http://www.coe.fr/youth/home.htm>)

- Kristensen, Søren (2001) 'Learning by leaving – towards a pedagogy for transnational mobility in the context of vocational education and training' European Journal of Education 36, 4: 421–430
- Krutmeijer, Malin et al. (1998) *Black light, white shadows. Young people in the Nordic countries write about racism* Nordic Council of Ministers: Copenhagen
- Labadie, Francine (2001) 'Vers un nouveau pacte intergénérationnel ?' Agora Débats/Jeunesses 25: 9–23
- Lagrée, Jean Charles (1997) 'Cultural patterns of transition of European youth' Berkeley Journal of Sociology 41/1996-7: 67–101
- Lewis, Suzan et al. (1998) *Futures on Hold. Young Europeans talk about combining work and family* Work-Life Research Centre Report: London
- Lister, Ruth (2001) *Acquiring responsibilities and citizenship: social participation and social responsibilities* Paper presented at the International Conference Family Forms and the Young Generation in Europe, September, University of Milano-Bicocca
- Loncle, Patricia (2000) *Jeunesse et action publique: du secteur à la catégorie* unpublished manuscript, Institut nationale de la santé publique, Rennes/France
- Loncle, Patricia (1999) 'Atouts et faiblesses des politiques de jeunesse' Agora Débats/Jeunesses 18: 121–138
- Macdonald, R. (1998) 'Youth, transitions and social exclusion : some issues for youth research' Journal of Youth Studies 1, 2: 163–177
- Macháček, Ladislav (2001) 'Youth and creation of civil society in Slovakia' pp. 277–292 in Helve, Helena/Wallace, Claire (eds.) *Youth, Citizenship and Empowerment* Ashgate: Aldershot
- Macháček, Ladislav (ed.) (2001) *Mladez, praca. Buducnost Europy. SSS pri SAV*: Bratislava
- Macháček, Ladislav (1998) *Youth in the Process of Transition and Modernisation in Slovakia*. SAS: Bratislava
- Macháček, Ladislav/Roberts, Kenneth (eds.) (1997) *Youth Unemployment and Self-Employment in East-Central Europe* Institute for Sociology, Slovak Academy of Sciences: Bratislava
- Malima Tutuksi ry (1997) *Mare Balticum vs. Mare Nostrum* Socrates project report, Finnish Gallup Institute on behalf of Malima Tutuksi ry, December
- Martinez, Roger (2001) 'Youth cultures and social participation in Catalonia, Spain' pp. 101–116 in Furlong, Andy/Guidikova, Irena (eds.) *Transitions of Youth Citizenship in Europe: Culture, Subculture and Identity* Council of Europe: Strasbourg
- Mignon, Jean-Marc (1997) 'Les vacances des jeunes : une réalité diverse et évolutive' Agora Débats/Jeunesses 8: 11–18
- Mitev, Petar-Emil (ed.) (2000) *Balkan Youth and Perception of the Other* LIK: Sofia
- Mitev, Petar-Emil (1999) *Bulgarian Youth Facing Europe* LIK: Sofia
- Mørck, Yvonne (2000) 'Hyphenated Danes: contested fields of gender, generation and ethnicity' YOUNG 8, 3
- Munk, Martin D. (2001) *New generations in a socially changed world* Paper presented at the International Conference Family Forms and the Young Generation in Europe, September, University of Milano-Bicocca
- Petrova, Youra (2001) 'From collective identities to everyday youth solidarity' pp. 91–100 in Furlong, Andy/Guidikova, Irena (eds.) *Transitions of Youth Citizenship in Europe: Culture, Subculture and Identity* Council of Europe: Strasbourg
- Pleasu, Ancuta (2000) 'Lifestyles in the context of globalisation' in Mitev, Petar-Emil (ed.) *Balkan Youth and Perception of the Other* LIK: Sofia

- Riepl, Barbara/Wintersberger, Helmut (1999) *Political Participation of Youth Below Voting Age*. Examples of European Practices European Centre for Social Welfare Policy and Research: Vienna
- Roberts, Kenneth/Fagan, Clara (1999) 'Old and new routes into the labour markets in ex-Communist countries' *Journal of Youth Studies* 2, 2: 153–170
- Roberts, Kenneth et al. (2000) *Surviving Post-Communism. Young people in the former Soviet Union* Edward Elgar: Cheltenham, UK/Northampton/MA, USA
- Roberts, Kenneth et al. (1998) 'Traders and Mafiosi: the young self-employed in Armenia, Georgia and Ukraine' *Journal of Youth Studies* 1, 3: 259–278
- Rose, Richard/Haerpfner, Christian (1998) *New Democracies Barometer V: A 12-Nation Survey* Centre for the Study of Public Policy: Glasgow
- Roth, Julia (1998) *Global or local? New identities in unified Europe* Paper posted on the Council of Europe Youth Research Papers website (<http://www.coe.fr/youth/home.htm>)
- Roudet, Bernard (1997) 'La participation des jeunes aux associations en France, analyse de quelques indicateurs statistiques' *Agora Débats/Jeunesses* 9: 105–116
- Saarnit, Jüri (1998) 'Value change and value marginality of a generation: ethnic differences in Communist and post-Communist Estonia' pp. 43–68 in Helve, Helena (ed.) *Unification and Marginalisation of Young People* Hakapaino Oy: Helsinki
- Sak, Petr/Sak, Karolina (2001) *Czech youth – patriotism and formation of European identity* Paper presented at the ESA Annual Conference, Helsinki, September
- Sak, Petr (n.d.) *Metamorphoses of Czech Youth* posted on the Council of Europe Youth Research Papers website (<http://www.coe.fr/youth/home.htm>)
- Schizzerotto, Antonio (2001) *Assessing the Quality of Life of Young Europeans: methodological issues: the transition to adulthood in three European countries as an empirical test of some theories on today's youth conditions* Paper presented at the International Conference Family Forms and the Young Generation in Europe, September, University of Milano-Bicocca
- Serdedakis, Nikos/Tsiolis, Giorgos (2000) 'Biographical trajectories and identity: traditional over-determination and individualisation' *YOUNG* 8, 2
- Shvets, Leo/Sinisalo, Pentti (1999) 'Value orientations of Russian and Finnish youth: on the problems of comparative research' in Puuronen, Vesa (ed.) *Youth in everyday life contexts*, University of Joensuu: Joensuu
- Slowinski, Joseph (1999) 'Globalisation and its discontents: impact of a global system on youth and education in Central and Eastern Europe' *YOUNG* 7, 3: 21–39
- Spanning, Reingard/Wallace, Claire/Haerpfner, Christian (2001) 'Civic participation among young people in Europe' pp. 32–48 in Helve, Helena/Wallace, Claire (eds.) *Youth, Citizenship and Empowerment* Ashgate: Aldershot
- Spanning, Reingard/Wallace, Claire/Haerpfner, Christian (2001) *Ways of Integration of Young People in the European Societies* Report for the Jubilee Fund of the Austrian National Bank, Institute of Advanced Studies: Vienna
- Stafseng, Ola (2000) *Youth policies and studies between national and global levels. Some brief reflections from a Nordic and European position* Paper presented at the NYRIS 7 Conference, June, Helsinki
- Stalder, Barbara (2000) *Youth Research in Switzerland* Report to the Swiss Federal Office for Cultural Affairs, Bern
- Strandbu, Åse/Skogan, Ketil (2000) 'Environmentalism among Norwegian youth: different paths to attitudes and action?' *Journal of Youth Studies* 3, 2: 189–210
- Syvnenko, Arseniy (2001) 'Young people's values and their lifestyles' pp. 235–254 in Helve, Helena/Wallace, Claire (eds.) *Youth, Citizenship and Empowerment* Ashgate: Aldershot

- Szabo, Ildiko/Orkeny, Antal (2001) 'La place de la Hongrie au sein de l'Europe vue par les lycéens' *Agora Débats/Jeunesses* 22: 97–112
- Suhrcke, Marc (2001) *Preferences for Inequality: East vs. West*. Innocenti Working Paper, Florence: UNICEF Innocenti Research Centre
- Trilla, Carme (2000) *Els joves catalans I l'habitatge* Institut DEP, Aportacions 9, Generalitat de Catalunya, Secretaria General de Joventut: Barcelona
- Ukrainian Institute for Social Research (2000) *On the State of Youth in Ukraine* State Committee for Youth Policy, Sports and Tourism: Kiev
- Ule, Mirjana/Rener, Tanja (eds.) (1998) *Youth in Slovenia. New Perspectives from the Nineties* Youth Department, Ministry of Education and Sport, Republic of Slovenia: Ljubljana
- Ule, Mirjana et al. (2000) *Socialna ranljivost mladih*. Založba Aristej: Ljubljana (with an extensive summary in English)
- UNDP (1999) *Transitions. Human Development Report for Central and Eastern Europe and the CIS*
- UNICEF (2001) *Young Voices: Opinion Survey of Children and Young People in Europe and Central Asia*
- UNICEF/MONEE project (2000) *Young People in Changing Societies* Regional Monitoring Report No. 7, UNICEF Innocenti Research Centre, Florence
- Vogel, Joachim (2001) *Comments: Transition to Childhood – a longitudinal and comparative analysis of Italy and the UK* Paper presented at the International Conference Family Forms and the Young Generation in Europe, September, University of Milano-Bicocca
- Vrcan, Srđan (2000) *Youth: politics, sub-politics and anti-politics. The case of Croatia since the mid-eighties* Paper presented at the International Conference Young People in a Risk Society, Ljubljana, December
- Wallace, Claire/Kovacheva, Siyka (1998) *Youth in Society. The construction and deconstruction of youth in East and West Europe* Macmillan: London
- Walther, Andreas (2001) 'Hauptsache unterkommen? Ausgrenzungsrisiken beim Übergang junger Erwachsener in die Arbeit' *DJI-DISKURS* 2001/2
- Walther, Andreas/Stauber, Barbara et al. (eds.) (2002) *Misleading Trajectories. Integration policies for young adults in Europe and their unintended risks of social exclusion* Leske + Budrich: Opladen
- Weidacher, Alois (2001) *Social and political integration. Greek, Italian, Turkish and German young adults in Germany* Paper posted on the Council of Europe Youth Research Papers website (<http://www.coe.fr/youth/home.htm>)
- Wieviorka, Michel (2001) 'Le multiculturalisme en débat' (Entretien) *Agora Débats/Jeunesses* 22: 15–28
- Willems, Helmut (1997) *Jugendunruhen und Protestbewegungen. Eine Studie zur Dynamik innergesellschaftlicher Konflikte in vier europäischen Ländern* Leske + Budrich: Opladen
- Williamson, Howard (2001) 'Reaching and researching the "hard to reach"', pp. 35–46 in *Youth research in Europe: the next generation. Perspectives on transitions, identities and citizenship* Council of Europe: Strasbourg
- Williamson, Howard (2000) 'Status Zero' *Youth – 25 years on* Paper presented at the International Conference Young People in a Risk Society, Ljubljana, November
- Wyn, Johanna/Dwyer, Peter (1999) 'New directions in research on youth in transition' *Journal of Youth Studies* 2, 1: 5–22
- YOUTH 2000 (n.d.) *National Public Opinion Centre survey on young Bulgarians' lives and values*, posted on the Council of Europe Youth Research Papers website (<http://www.coe.fr/youth/home.htm>)

- YOYO Project (2001) *Youth Policy and Participation: National reports*, unpublished manuscripts, EGRIS: Tübingen
- Zubok, Julia (1998) *Social Integration of Youth under the Conditions of Instable Society*. Socium: Moscow (in Russian, with a summary in English).
- Zubok, Julia (1998) 'An analysis of the relationship between Russian youth and an unstable society' pp. 26–32 in Helve, Helena (ed.) *Unification and Marginalisation of Young People* Hakapaino Oy: Helsinki